

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12467 4,20 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— JEUDI 28 FÉVRIER 1985

M. Volcker pessimiste

Il n'est pas sûr que le marché ait correctement interprété les propos que le président du Système de réserve fédéral (institut d'émission américain), M. Paul Volcker, a tenus mardi devant une sous-commission de la commission bancaire de la Chambre des représentants. Ces déclarations furent immédiatement suivies par une sensible baisse du dollar, qui s'est subitement accentuée mercredi en fin de matinée, dans un climat de grande instabilité. La semaine dernière, le « chairman » avait, devant une commission du Sénat, dit pour l'essentiel les mêmes choses, mais ses paroles avaient eu alors pour effet de faire monter encore un peu plus la devise américaine.

Répondant à une question d'un membre démocrate de la Chambre, M. Volcker, plus nettement qu'auparavant, a regretté que les interventions des banques centrales sur le marché n'aient pas été menées de façon plus vigoureuse. Mais ce n'est pas lui qui, dans ce domaine, détermine la politique des États-Unis. La banque fédérale de New-York, où se trouve le marché des changes, ne peut acheter des deutschemarks ou des yens pour s'opposer à la hausse du dollar que sur instructions du Trésor, c'est-à-dire du gouvernement. Or, pas plus tard que la semaine dernière, le chef de l'exécutif s'est sur ce point prononcé négativement.

Jeudi dernier, M. Reagan avait attribué la force du dollar aux faiblesses des économies européennes, laissant entendre que, aussi longtemps que celles-ci ne seraient pas corrigées, il ne serait guère sensé de chercher à modifier artificiellement les actuels rapports de change, malgré les inconvénients qu'un cours élevé du dollar implique pour les exportateurs américains. Ceux des Européens qui font grand cas de l'accord sur l'opportunité de certaines interventions conclu le 17 janvier dernier à Washington entre les ministres des finances des cinq (États-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne, Japon) auraient donc tort de nourrir de grands espoirs à son sujet.

Dans ces conditions, M. Volcker en est apparemment réduit à présenter aux parlementaires ses propres analyses de la situation, ce qu'il fait dans le style qui lui est propre, mélangeant de provocation — « les États-Unis ne pourront pas indéfiniment vivre au-dessus de leurs moyens, grâce au capital étranger » — et d'arguments hautement techniques. Comme ces derniers font l'objet d'innombrables commentaires, ils sont pour lui un moyen indirect d'exercer une grande influence sur l'ensemble de la politique monétaire et économique.

M. Volcker a fait mardi une remarque propre à convaincre que ce n'est précisément pas du côté de l'interventionnisme qu'il faut chercher une issue aux tensions actuelles. Aussi longtemps, a-t-il dit, que les États-Unis devront compter sur l'afflux de capitaux extérieurs pour financer leur déficit budgétaire, l'institut d'émission devra s'abstenir de fournir au marché les dollars qu'il demande, car une telle démarche serait interprétée comme signifiant l'abandon de la lutte contre l'inflation. Or c'est cette attitude relativement restrictive de la part des autorités monétaires qui rend inévitable la force du dollar tant que les investisseurs étrangers placeront massivement leurs fonds aux États-Unis.

Et si une crise de confiance venait soudainement renverser le mouvement ? Il en résulterait, a prédit M. Volcker, une forte hausse des taux américains, accompagnée, cette fois, d'une baisse du dollar. On comprend que le président du Système fédéral « n'aime pas ce qui se passe actuellement sur les marchés », car on peut y lire en filigrane l'impuissance des gouvernements face aux phénomènes qu'ils ont déclenchés.

(Lire nos informations page 22.)

POLÉMIQUE ENTRE PARIS ET JÉRUSALEM

M. Rabin prend à partie les casques bleus français au Liban

L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Ovadia Sofer, a été convoqué ce mercredi 27 février en fin de matinée au Quai d'Orsay, à la suite des déclarations du ministre israélien de la défense, M. Yitzhak Rabin, à propos du contingent français de la force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL). Il sera reçu par M. Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay.

M. Rabin, qui parlait mardi devant la commission des affaires étrangères de la Knesset, a, selon la télévision israélienne, violemment critiqué les casques bleus de la FINUL et déclaré que les hommes du contingent français étaient « les pires salauds » parmi les soldats de cette force de l'ONU au Liban du Sud. M. Rabin a, d'autre part, accusé la FINUL de « gêner l'action d'Israël contre le terrorisme chiite » et regretté que les casques bleus soient présentement déployés dans le sud du Liban.

Réagissant aux propos de M. Rabin, le Quai d'Orsay et le ministère de la défense ont indiqué : « Si ces déclarations (rapportées par la télévision israélienne) étaient confirmées, elles constitueraient à l'encontre du contingent français de la FINUL une manifestation grossière et une accusation infondée. La France, pour sa part, poursuit la déclaration commune, respecte les décisions des Nations unies qui ont créé la FINUL et définit le mandat en vertu duquel les militaires français exercent leur mission de paix au Liban. »

Les déclarations du ministre israélien de la défense, réputé pour son langage cru, ont été faites en principe à huis clos, mais dans la pratique les déclarations de la commission des affaires étrangères et de la défense, sont, depuis plusieurs années, systématiquement publiées par les médias israéliens.

En réalité, M. Rabin a sans doute dit plus vivement que de coutume ce que beaucoup en Israël pensent. Depuis l'entrée des troupes israéliennes au Liban, en juin 1982, qui avait donné lieu aux premiers incidents avec la FINUL, dont certains contingents avaient vainement tenté de stopper les convois de Tsaïhal, les accrochages ont été nombreux entre

troupes israéliennes et casques bleus de l'ONU. A l'Est-major de la FINUL, à Naqoura, on reconnaît volontiers que les rapports ne sont pas toujours faciles. « Ce sont des troupes d'occupation qui nous disent agir pour leur sécurité, et nous ne pouvons pas faire grand-chose contre elles », nous avait ainsi déclaré un responsable en septembre dernier.

Le contingent français, qui est déployé dans une zone où la résistance chiite est particulièrement vive, a eu, à plusieurs reprises, maille à partir avec l'armée israélienne.

F. C.

(Lire la suite page 4.)

LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

L'accord des Dix sur le vin lève un des obstacles à l'élargissement de la CEE

Les dix ministres de l'agriculture sont parvenus le 26 février à un accord qui devrait permettre de réduire les excédents de vin dans la Communauté. Ils ont aussi aménagé le régime des quotas laitiers. Cet accord devrait faciliter les négociations sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun.

L'élargissement de la CEE mais aussi la relance de l'Europe devraient faire l'objet des discussions du chancelier Kohl et du président Mitterrand réunis le 28 février à Paris pour le quarante-cinquième sommet franco-allemand.

Avec le règlement à Bruxelles du dossier du vin, un préalable important aux négociations sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun est levé. L'Espagne dispose, en effet, du plus grand vignoble d'Europe, mais ses rendements sont encore inférieurs de moitié au rendement moyen dans la CEE. L'accord intervenu entre les Dix limite en fait les possibilités pour les Français, mais surtout pour les Espagnols, d'accroître leur productivité.

La distillation obligatoire, payée à bas prix aux viticulteurs en début de campagne pour empêcher les excédents, et les mesures financières prises pour inciter à réduire les vignobles et pour dissuader d'augmenter les rendements donnent ainsi une base plus solide pour négocier avec Madrid, même s'il ne fait aucun doute que les Espagnols vont

tenter d'alléger les contraintes qu'on veut ainsi leur imposer.

L'élargissement de la Communauté mais aussi la possibilité de relancer l'Europe seront au sommet franco-allemand qui se tiendra à Paris le 28 février. Malgré les désaccords qui existent actuellement entre la France et la RFA dans différents domaines (unité monétaire et développement du rôle de l'ECU, aides à la sidérurgie, essence sans plomb, etc.), M. Mitterrand et le chancelier Kohl doivent mettre cette rencontre à profit pour examiner la possibilité de donner une nouvelle impulsion à la marche à l'unité européenne, y compris en matière de défense.

(Lire nos informations pages 6 et 22.)

M. Mitterrand annonce une « surprise »

En remettant à M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, M. Mitterrand a affirmé, le mardi 27 février, son intention de prendre « dans les mois qui viennent » une initiative « qui surprendra » pour contribuer à « transformer les institutions européennes ».

Les socialistes affirment qu'ils perçoivent un « frémissement » favorable dans l'opinion. La situation personnelle de M. Mitterrand s'améliore légèrement dans les sondages. La querelle scolaire est enterrée. Resterait pourtant la Nouvelle-Calédonie, les soupçons de « magouille » électorale, le chômage voire l'exploitation d'un sentiment d'insécurité et, par-dessus tout cela, la mise en cause de l'autorité de l'Etat. C'est beaucoup pour le président de la République contraint de se battre sur trop de fronts à la fois. Un souci chasse l'autre : M. Mitterrand est aujourd'hui accusé d'avoir engendré le phénomène Le Pen et de chercher à lui assurer un train de vie confortable.

Selon M. Chirac, le président de la République fait « des efforts gigantesques pour favoriser l'extrême droite » et « tout ce qu'il faut », y compris l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le scrutin des élections législatives de 1986, pour institutionnaliser son existence. Cette campagne n'est pas nouvelle et s'accompagne d'analyses selon lesquelles l'extrême droite serait le produit de la politique de la gauche. La nouveauté vient du Parti communiste qui, comme la droite, attribue la réapparition de M. Le Pen aux erreurs des socialistes. M. Le Pen, affirme M. Georges Marchais, est « un enfant de la crise », du chômage et de la politique de rigueur. Certes, la direction du PC ne peut, comme la droite, mettre en cause les effets pervers — et, selon elle, volontaires — du scrutin proportionnel puisqu'elle y est traditionnellement favorable. Mais la jonction avec l'opposition est réalisée, sur ce terrain là aussi.

Il y a donc danger que l'opposition ne retourne une nouvelle fois en sa faveur un argument qui devrait la desservir. Les socialistes et M. Mitterrand lui-même s'en sont inquiétés et préparent une contre-campagne dont M. Lionel Jospin a dessiné les principaux traits, dimanche dernier au « Club de la presse » d'Europe 1.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Gangs de jeunes à Chicago

par BERNARD GUETTA

Chicago. — Le mot « hood » désigne une caboule ne laissant voir que les yeux, ou un capot de voiture, ou encore une capuche — bref, quelque chose qui dissimule, protège et emprisonne à la fois. Dans l'argot des gangs de rue, des gangs de jeunes, des gangs tout court, dit-on à Chicago, où la plaie est endémique et obsède aujourd'hui la ville, cela désigne un quartier : le territoire contrôlé par les loubards qui y sont nés avant, si souvent, d'y tomber, adolescents criblés de balles, ou d'en partir pour la pénitencier.

Un gang, ce peut être, dans l'arrière-salle d'un restaurant de fast food du misérable quartier hispanique d'Humboldt Park, la dérisoire poignée de ce gamin noir jouant à la guerre des étoiles sur l'écran d'un jeu vidéo. Il est habillé aux couleurs — noir et or — des Latin Kings et son vocabulaire semble se résumer à une poignée d'onomatopées. Il affirme avoir quinze ans, tente de vous soulever la fumée de sa cigarette dans le nez en revenant la tête en arrière, n'attend, malgré l'effort, que votre épaule, et montre fièrement sur sa poitrine le tatouage — faux : c'est un dessin au feutre — de la couronne à cinq pointes, autre signe de ralliement de ces Latin Kings, dont il n'est que membre aspirant.

Libéré, condamné à nouveau, libéré encore, Charles Hattery se trouve, le 4 décembre 1982, dans l'appartement d'un revendeur de drogue avec lequel une grande figure des Disciples est sortie prendre une livraison. « Si je ne suis pas revenu dans cinq minutes... », lui avait dit son camarade, qui craignait

de tomber dans un piège policier. Et, cinq minutes plus tard, Charles Hattery lance à la femme du revendeur : « Je dois te tuer, autrement ils me tueront. » Il la viole, lui tranche les poignets et l'étrangle avant de tuer aussi ses deux enfants de dix-huit et huit mois.

Cette année-là, la police de Chicago avait enregistré une régression du nombre des meurtres figurant dans la colonne « gangs » de ses statistiques (53 contre 84 en 1981). Mais la tendance, depuis, est nettement en hausse. Il y en a eu 74 en 1983 et 72 en 1984, ce qui signifie que la courbe s'emballe follement après une accalmie (14 il y a dix ans) dans les années 70. Chicago n'en compte pas le monopole américain des gangs. New-York avait les siens, bien avant que *West Side Story* ne les rende célèbres. Philadelphie n'est pas en reste, et le problème est extrêmement sérieux dans la partie est de Los Angeles.

Différence : Chicago est, depuis deux mois, sous le choc d'un meurtre, celui de Benjamin Wilson, élève modèle d'une école secondaire à 100 % noire et surtout joueur de basket-ball promis à une gloire nationale.

(Lire la suite page 5.)

« LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

Marivaux-Chéreau

« La Fausse Suivante » les réunit à nouveau

Mick Jagger

Confidences pour un disque solo

Isabelle Huppert

et Sophie Marceau

Deux stars à un tournant

Pages 11 à 18

Horizon 1986
Une idée neuve, le gaullisme

Philippe Séguin Réussir l'alternance

Contre l'esprit de revanche

Collection
FRANC PARLER
ETIENNE

ROBERT LAFFONT

AU JOUR LE JOUR

Souveraineté

Pendant qu'on nous amuse avec la situation aux antipodes, un mauvais coup contre la nation se prépare discrètement, du côté des Pyrénées-Orientales. La France et l'Espagne négocient un échange de terrains au terme duquel nous risquons de perdre 9 hectares au bénéfice de nos voisins ibériques.

Il n'est peut-être pas trop tard pour empêcher cette rectification de frontière et exiger un référendum. Il faut à tout prix éviter un abandon de souveraineté à la sauvette.

L'idéal serait de déléguer sur place M. Pisan, dès qu'il aura réglé le dossier calédonien.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. ÉTRANGER

Arrestation, à New-York, des principaux chefs de la Mafia.

9. JUSTICE

M. Patault, préfet de police de Marseille, condamné.

10. RELIGION

Le cardinal Ratzinger demande aux évêques français de revenir à un catéchisme national.

23. ÉCONOMIE

Pour le premier semestre, l'INSEE prévoit une faible hausse des prix et des salaires.

150 من الاصل

étranger

EUROPE

Pologne

APRÈS LE REPORT DES HAUSSES DE PRIX

Solidarité annule son mot d'ordre de grève

Les dirigeants du syndicat (dis- sous) Solidarité ont annulé, mardi 26 février, l'appel à une grève sym- bolique de protestation le 28 février contre les projets de hausse du coût de la vie, tout en maintenant les au- tres actions prévues pour ce jour-là (discussions avec la direction des entreprises, envoi de pétitions). L'annulation du mot d'ordre de grève de quinze minutes fait suite à la décision prise la veille par les au- torités d'« étaler dans le temps » les hausses de prix envisagées et de prendre certaines mesures destinées à atténuer leur impact sur le niveau de vie de la population.

Aussitôt après l'annonce des déci- sions gouvernementales, M. Walesa avait déclaré qu'il avait besoin d'un « temps de réflexion » avant de dé- cider des consignes à donner. Il s'agissait très vraisemblablement pour lui d'entrer en contact avec les dirigeants clandestins du syndicat, ce qui, a semblé-t-il, pu être fait avec une remarquable rapidité, puis- que le communiqué annulant l'appel à la grève est signé conjointement par M. Walesa et par Zbigniew Bu- jak, le numéro un de fait de la com- mission clandestine de coordination

(TKK), qui se cache depuis plus de trois ans.

Les deux dirigeants syndicaux, qui démontrent ainsi à nouveau qu'ils entendent agir de concert en dépit des situations très différentes qui sont les leurs, estiment que l'éta- lement dans le temps des hausses de prix n'est qu'une « concession tacti- que » du pouvoir, et ils invitent les militants de Solidarité à maintenir leur pression pour protéger le niveau de vie de la population, protester contre l'introduction de la journée de travail de neuf heures, revendi- quer le retour au pluralisme syndi- cal, et aussi obtenir la libération des prisonniers politiques, notamment de MM. Lis, Frasiński et Michnik.

Entre-temps, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, avait agité de lourdes menaces contre ceux qui seraient tentés de suivre l'appel à la grève de Solidarité, rap- pelant qu'ils étaient passibles de peines allant jusqu'à trois ans de pri- son et de licenciement immédiat et sans indemnité (les lois votées après la levée de l'état de guerre prévoient des peines extrêmement lourdes des- tinées à réprimer toute velléité de protestation).

Turquie

LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE DIRIGEANTS MAOISTES

Cinq dirigeants du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP, maoïste) dont son ancien président, M. Dogu Perinçek, ont été remis en liberté conditionnelle après quatre années de détention, ont indiqué, le mardi 26 février, des sources judi- ciaires d'Ankara citées par l'AFP. Quatre autres responsables de la même formation demeurent, en revanche, incarcérés. Les dirigeants du TIKP dissous sont passibles de peines allant jusqu'à douze ans de prison pour « tentative d'établisse- ment de la domination de la classe ouvrière ». Ils avaient été, une pre- mière fois, condamnés, en mai 1983, à diverses peines de détention ; mais la cour d'appel militaire a ordonné, fin 1984, que le procès soit repris par le tribunal de la garnison d'Ankara.

Par ailleurs, la Ligue des droits de l'homme a publié, mardi 26 février, un communiqué stigmatisant la récente condamnation à mort de vingt-deux militants séparatistes kurdes. L'organisation estime que l'appartenance de la Turquie à l'OTAN et au Conseil de l'Europe « donne aux gouvernements de pays démocratiques les moyens de faire entendre au régime d'Ankara qu'ils ne sont pas dupes des simulacres de démocratisation auxquels s'est livrée la dictature militaire instal- lée par le coup d'Etat de 1980 ».

Luxembourg

ARRESTATION D'UN ALBANAIS SOUPÇONNÉ D'ACTIVITÉS TERRORISTES

Luxembourg (AFP, Reuter). — Un citoyen albanais a été arrêté le 24 février à proximité de la base de munitions de l'OTAN de Namur, au Grand-Duché, alors que, en com- pagnie de deux autres personnes, il prenait des photos. Ses deux compa- gnons ont pris la fuite, a précisé la police luxembourgeoise, devant cette affaire, le mercredi 27 février. L'individu, dont l'identité n'a pas été révélée, se trouve actuellement dans un hôpital de la capitale, après avoir été blessé à la jambe le 25, alors que, indique la police, il tentait de s'enfuir de la cellule du poste de Capellen, près de Luxembourg, où il avait été conduit.

L'homme, précisé-on de même source, possédait sur lui des docu- ments portant le nom de personnes soupçonnées d'avoir fourni des ex- plosifs aux cellules communistes combattantes, groupe belge d'ex- trême gauche, récemment allié à l'Action directe et à la Fraction armée rouge, et qui mène une cam- pagne violente contre les installations de l'OTAN (treize attentats depuis le 2 octobre dernier, dont six le 11 décembre contre le réseau d'oléoducs).

La police a également déclaré que les trois suspects avaient été surpris grâce au renforcement des dispo- sitifs de sécurité, autour de la base de Namur, notamment, consécutif au vol, signalé le 22 février, de près d'une demi-tonne d'explosifs, de dé- tonateurs et de mèches dans plu- sieurs carrières du pays.

L'homme qui a été arrêté était porteur d'un passeport yougoslave, mais aurait été reconnu pour avoir été déjà fiché en RFA et en Bel- gique sous trois identités différentes.

Grèce

Les échéances électorales se préparent dans un climat altéré

De notre correspondant

Athènes. — Avec l'accord des trois partis représentés au Parle- ment, le PASOK (socialiste), la Nouvelle Démocratie (droite) et le Parti communiste pro-soviétique, le président Caramanlis et le premier ministre, M. Papandréou, ont fixé l'élection présidentielle au 15 mars prochain. La raison de cette anticipation est « technique ». Le mandat de M. Caramanlis expire le 15 mai prochain. La Constitution dispose que l'élection présidentielle doit avoir lieu un mois auparavant. Or, cette année, la Pâque orthodoxe tombe le 14 avril, et le Parlement devait donc se prononcer avant de se mettre en vacances pour deux semaines.

A moins d'un coup de théâtre, la réélection de M. Caramanlis devrait être assurée au premier tour, avec environ 280 voix sur 300 députés. Le président sortant n'aura pas d'autre concurrent que le candi- dat présenté par le Parti commu- niste.

Mais si MM. Papandréou et Mit- sotakis, (leaders respectivement du Parti socialiste et de la droite) sont d'accord pour renouveler le mandat de cinq ans de M. Caramanlis, quelques députés du PASOK et de la Nouvelle Démocratie pourraient bien manifester leur grogne en déposant des bulletins blancs. Car si M. Caramanlis bénéficie toujours d'une grande popularité, sa réélec- tion se fera dans un climat moins serein qu'en mai 1980.

Depuis quelques mois, le chef de l'Etat est en effet l'objet de cri- tiques sévères. C'est ainsi que l'extrême droite ne lui pardonne pas de refuser l'amnistie au chef de l'ancienne junte militaire déchu à Karydalou. Au sein de la Nouvelle Démocratie, M. Caramanlis est contesté par certains tenants de la droite classique. Au centre, quel- ques libéraux en veulent au chef de l'Etat, qui, soucieux de créer deux grands partis pratiquant l'alter- nance — comme en Grande- Bretagne — a fait écarter leur famille politique. Au sein du PASOK, nom- breux sont ceux qui considèrent l'actuel président de la République comme un obstacle au changement. Enfin le 10 février dernier, dans une interview accordée à un quoti- dien athénien, le compositeur et député communiste Mikis Théodo- rakis, brûlant ce qu'il avait adoré en novembre 1974 avec son « Car- amanlis ou les tanks », s'est pro- noncé catégoriquement et en accord avec son parti, contre la réélec- tion du président sortant.

Après l'élection présidentielle, le premier ministre, M. Papandréou, devra décider si les élections légis- latives, normalement prévues à l'automne, seront elles aussi anti- cipées. Au sein du PASOK les avis sont partagés.

De notre correspondant

Il n'est pas jusqu'à la politique étrangère tous azimuts, amorcée par M. Caramanlis en 1975 puis poursuivie et accentuée par M. Papandréou, qui ne présente quelques ratés. La récente visite du premier ministre grec à Moscou n'est jugée ici que comme un domi- succès, et son voyage en Chine a été ajourné. Par ailleurs, les rap- ports de la Grèce avec les Etats- Unis, l'OTAN et la Turquie ont été notoirement mauvais ; et à Athènes certains estiment que M. Papandréou pourrait rééquilibrer sa politi-

que étrangère en se rendant à Washington avant ou plutôt après les élections générales.

De même l'imbroglio chypriote préoccupe de plus en plus les Grecs, qui aimeraient voir le pré- sident, M. Kyprianou, et M. Denk- ash, leader de la communauté tur- que de l'île, accepter une solution réaliste.

Enfin, beaucoup plus que les problèmes complexes posés par les rap- ports avec la CEI, c'est l'évolution de la situation dans les Balkans qui retient l'attention de beaucoup de Grecs. En effet, une résurgence du problème des minorités ethniques perturbe le climat de paix qui régnait jusqu'ici dans cette région et rend plus hypothétique l'idée d'une « zone balkanique dénucléar-isée », chère à Athènes.

La campagne électorale s'annonce, dès lors, des plus fié- vreuses.

MARC MARCEAU.

RFA

LA VISITE DE M. SHAMIR A BONN

Israël reste opposé à toute vente d'armes allemandes à l'Arabie saoudite

De notre correspondant

Bonn. — Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a, le mardi 26 février, réaffirmé à Bonn, où l'avait conduit la deuxième étape de sa tournée euro- péenne, qu'Israël restait fermement opposé à toute vente d'armes alle- mandes à l'Arabie saoudite. La visite du chef de la diplomatie de Jérusalem dans la capitale fédérale coïncidait avec une relance de la vieille controverse qui oppose sur ce sujet la coalition allemande.

Le président du Parti social- chrétien de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, qui a entrepris lui-même, le mardi 26, une visite privée en Israël, avait réaffirmé, la semaine dernière, qu'Israël ne devrait pas se montrer intraitable sur cette question. Pour le ministre-président de Bavière, l'industrie allemande d'armement devrait pouvoir aussi bien vendre aux Saoudiens le char Léopard-2 que fournir aux Israéliens, si ceux-ci le souhaitent, une aide technique. Ces déclarations ont obligé le pre- mier ministre israélien lui-même, M. Péres, à défendre devant le groupe parlementaire du Parti tra- vailiste à la Knesset la visite de M. Strauss, en soulignant qu'il était préférable de discuter de la question avec lui.

A Bonn, le porte-parole adjoint du gouvernement, M. Stühf, avait

souligné, le 25 février, que le gou- vernement n'avait aucune intention de modifier pour le moment sa poli- tique d'exportation d'armes. Il avait rappelé que, lors de sa visite à Djeddah, à l'automne 1983, le chan- cellier Kohl s'était déclaré prêt à avoir une coopération dans le domaine militaire avec les Saou- diens, mais n'avait pris aucun enga- gement concernant notamment le char Léopard-2. Des conversations se sont poursuivies entre les deux gouvernements, mais elles ont abouti, jusqu'ici, à une impasse. Bonn continue d'exiger, avant toute chose, la reconnaissance par Ryad de tous les Etats de la région, y com- pris, donc, Israël — ce qui a le don d'exaspérer les Saoudiens.

Au cours de ses conversations avec le chancelier Kohl et le mi- nistre des affaires étrangères allemand M. Genscher, M. Shamir a, par ail- leurs, évoqué, comme à Paris, les inquiétudes israéliennes concernant l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Por- tugal. Le gouvernement de Bonn s'est engagé à prendre en considération le souhait des Israéliens de maintenir, à tout le moins, le montant actuel de leurs exportations agricoles vers la Communauté.

HENRI DE BESSON.

Insécurité, graves...

Les uns voudraient que le man- dat parlementaire puisse aller jusqu'à son terme, jugeant que, d'ici à octobre prochain, le gouver- nement aura le loisir de prendre des mesures propres à renforcer sa popularité. Les autres soutiennent que les élections générales doivent avoir lieu fin mai ou début juin, afin de prendre de vitesse une Nou- velle Démocratie qui a repris du poil de la bête.

L'émotion provoquée par l'assas- sinat, le 21 février, de Nicolas Monferatos, propriétaire éditeur du journal *Apoyemati* et ami intime du président Caramanlis, montre combien les Grecs ressen- tent vivement l'actuel climat d'insé- curité. Le pays connaît, en effet, une poussée de criminalité sans pré- cédent. Le banditisme, tout d'abord, s'accroît : vols, cambri- oles et agressions se multiplient, et les malfaiteurs n'hésitent plus à abattre les policiers. Attérés, les Grecs assistent devant leur porte à ce qu'ils ne voyaient jusqu'alors que sur les écrans de cinéma. Parallèle- ment, le terrorisme ne recule plus devant le meurtre politique.

Dans la proclamation recueillie sur les Bells de l'assassinat de Nico- las Monferatos, l'organisation 17- Novembre juge que, dans certaines circonstances, la « critique par les armes » doit prévaloir sur l'usage de la dialectique. Ce sentiment d'insécurité ne manquera pas d'influer sur les élections générales.

D'autre part, le climat social se détériore. Des grèves tournantes et dures affectant de nombreux sec- teurs perturbent la vie quotidienne et ajoutent à la morosité ambiante. Le 19 février dernier, le ministre du travail, M. Yannopoulos, a accusé

L'EXPULSION DE L'ATTACHÉ MILITAIRE AMÉRICAIN EN POLOGNE

Un coup d'éclat qui suscite de la perplexité à Washington

De notre correspondant

Washington. — La manière dont l'attaché militaire américain à Varsovie, a été arrêté, jeudi 21 février, avec sa femme, puis déclaré *persona non grata* (le Monde du 27 février), a suscité à Washington une perplexité plus grande encore que l'indignation qu'ont exprimée les porte-parole officiels. La fouille corporelle à laquelle a été soumise l'épouse du colonel Myers a été qualifiée offi- ciellement de « violation de la convention de Vienne ». Washington a immédiatement annoncé, en représailles, l'ex- pulsion d'un attaché militaire polo- nais, et un porte-parole du dé- partement d'Etat a indiqué que les Etats-Unis réaffirmaient « très durement » au cas où Varsovie renouvellerait ce type d'action « outrageante ».

Extrêmement mauvaises depuis le coup de force du général Jaruzelski, il y a trois ans, et l'insécurité des sanctions éco- nomiques américaines qui avait suivi, les relations polono- américaines étaient en voie, ces derniers mois, de lente améliora- tion. La libération, en décembre dernier, de deux responsables de Solidarité, encore emprisonnés après l'amnistie de juillet 1984, avait ainsi conduit Washington à lever son veto à l'entrée de la Pologne au Fonds monétaire international. Une fois franchi ce pas — très important pour Var- sovie — les Etats-Unis s'acheminaient discrètement vers une normalisation sans chaleur qu'aurait dû symboliser, mardi, l'ouverture de pourparlers sur un

accord bilatéral de coopération technologique et scientifique.

Le colonel Myers et sa femme étaient-ils en train, comme le di- sent les autorités polonaises, de photographier des installations militaires, lors de leur interpellation près de Przasnysz, à 100 ki- lomètres au nord de Varsovie ? L'accusation est-elle sans fonde- ment, comme on l'affirme à Wa- shington, tout en concédant offi- ciellement de « violation de la convention de Vienne » ? La situation pouvait prêter à confusion ? La mensonge est de règle pour tous dans les affaires de renseignement, mais, en tout état de cause, l'incident était en lu- même banal et pouvait être traité sans éclat par Varsovie.

Ce choix est jugé incompré- hensible à Washington, dans la mesure où il ne pouvait que pro- voquer le mépris des Etats-Unis dont le général Jaruzelski aurait grand besoin pour l'aider à redresser l'économie polonaise. On s'interroge, en conséquence, sur les rapports de forces dans les milieux dirigeants à Varsovie après le procès de Torun sur l'assassinat du Père Popieluszko. On se demande surtout si ce coup d'éclat voulu ne s'inscrit pas dans le développement d'un cli- mat permettant de poursuivre les opposants les plus gênants sous l'accusation — lancée à plusieurs reprises ces dernières semaines — de liens avec les services de renseignements américains et occidentaux en général.

B. G.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

ARRESTATION DE QUARANTE PERSONNES ACCUSÉES D'ÊTRE DES BAHASIS.

Quarante personnes accusées d'appartenir à un mouvement bahai considéré comme hérétique par l'islam orthodoxe, ont été arrêtées en Egypte, annonce l'hebdomadaire *Mayo*, dans son édition de lundi 25 février. Selon le journal, organe du Parti national démocrate au pouvoir, des tracts, en possession des pré- vus, qui faisaient de la publi- cité pour la doctrine bahai inter- dite en Egypte, ont été saisis. Les membres de l'organisation « procé- dant à leurs activités » dans plusieurs villes d'Egypte, dont Le Caire, Alexandrie et Port-Saïd, précise l'hebdomadaire. — (AFP.)

Etats-Unis

DE L'AIDE A L'AFRIQUE. — La Chambre des représentants a ap- prouvé, mardi 26 février, l'octroi d'une aide non alimentaire de 175 millions de dollars pour les pays africains touchés par la sé- cheresse. Cette somme est sept

fois supérieure à celle que souhai- tait obtenir la Maison Blanche, qui avait demandé au Congrès d'approuver une aide de 25 mil- lions de dollars pour l'année fi- scale 1985. Elle servira à financer divers projets agricoles et médi- caux. Le Congrès américain de- vrait, d'autre part, se prononcer dans les prochains jours sur une aide alimentaire à l'Afrique d'en- viron 700 millions de dollars. —

Irak

SEPT MAQUISARDS KURDES EXÉCUTÉS. — Sept militants du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) ont été exécutés la semaine dernière en Irak, affirme un communiqué publié mardi, à Paris, par le porte-parole du PDK en Europe. Ces sept militants avaient été arrêtés ou avaient « disparu » entre mai 1981 et octobre 1984, selon le communiqué qui fournit leurs identités. Le mouvement des frères Idriss et Massoud Bar- zani précise qu'à la suite de leur exécution — postérieure, selon le communiqué, à l'amnistie géo- nérale décrétée par Bagdad — les corps des sept suppliciés ont été remis à leur famille.

Iran

DEUX MOUDJAHIDINES TUÉS A TÉHERAN. — Deux membres du mouvement clandes- tin des moudjahidines ont été tués, lundi 25 février à Téhéran, au cours d'un accrochage avec les forces de sécurité, a rapporté mardi le journal *République isla- mique*. Un des moudjahidines avait lancé une grenade, blessant au bras un membre des forces de sécurité. Selon le quotidien *Ettelaat*, un accrochage comparable s'était produit dimanche, lorsque deux jeunes gens avaient blessé un policier et lancé une grenade avant de s'échapper. — (Reuter.)

Uruguay

LIBÉRATION DE VINGT-DEUX PRISONNIERS POLI- TIQUES. — La justice militaire a décidé, mardi 26 février, de libérer vingt-deux prisonniers politiques. Le nouveau Parle- ment, issu des élections de novembre dernier, avait voté dès sa première session, le 15 février, une résolution demandant la libé- ration de tous les prisonniers poli- tiques détenus. — (AFP.)

CE LIVRE
DEVRAIT
FAIRE DATE.
IL MARQUE
LA FIN DE
MAI 68.

Jean-Claude Barreau
QUE
VIVE
LA
FRANCE!

"Bravo!
C'est courageux,
c'est juste.
Même si ce n'est
pas à la mode."
Jean-Pierre Chevènement

ALBIN MICHEL

Des vérités cachées sur l'histoire
et l'actualité

PROCHE-ORIENT

L'INITIATIVE DE PAIX ÉGYPTIENNE

L'émissaire du Caire a commencé ses entretiens avec M. Pérès

De notre correspondant

Jérusalem. - M. Oussama El Baz, conseiller diplomatique du président égyptien, M. Hosni Moubarak, a eu un premier et long entretien dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 février à Jérusalem avec le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et les principaux membres de son gouvernement. Ces discussions devaient se poursuivre dans la journée de mercredi.

Rien n'avait filtré mercredi en fin de matinée sur le contenu de cette première séance de travail, dont la tenue avait été gardée jalousement secrète. C'est seulement vers minuit, alors que les conversations étaient sur le point de s'achever, que la présence de M. El Baz à Jérusalem fut officiellement confirmée par les autorités israéliennes.

Jusqu'alors, personne n'avait réagi à l'annonce du départ d'un émissaire, faite quelques heures plus tôt au Caire. Sans doute M. El Baz est-il arrivé en Israël à bord d'un avion militaire, mais cela n'a pas, non plus, été confirmé. On relève ici que le ministre égyptien des affaires étrangères avait récemment assuré qu'aucun représentant de son pays n'accepterait de se rendre en ce moment à Jérusalem, pour ne pas légitimer par sa présence l'occupation par Israël de la partie orientale de la ville. Cette promesse n'a pas été tenue, puisque les entretiens de M. El Baz se déroulent à Jérusalem, dans la résidence privée de M. Pérès.

MM. Pérès et El Baz ont d'abord eu deux heures de conversations en tête-à-tête. Ensuite, trois des principaux dirigeants israéliens se sont joints aux entretiens : MM. Itzhak Rabin, ministre de la défense, Ezer Weizman, ministre sans portefeuille chargé des contacts informels avec le monde arabe, et Moshe Arens, ministre des affaires étrangères par intérim en l'absence de M. Shamir, en voyage officiel en Europe.

On imagine aisément que les discussions ont été centrées sur la récente initiative de M. Moubarak en faveur de l'ouverture de « négociations directes » entre Israël et une délégation commune jordanopalestinienne. M. Pérès avait accueilli lundi cette proposition égyptienne avec un « grand intérêt ». M. El Baz était, semble-t-il, porteur d'un message de M. Moubarak. A la fin de ce premier entretien, mercredi vers 1 h 30 du matin, M. El Baz a quitté discrètement la résidence de M. Pérès par une porte latérale. On indique à Jérusalem qu'un communiqué conjoint sera publié au terme de la visite de l'émissaire égyptien.

L'une des principales ambiguïtés de la proposition faite par M. Moubarak, vue d'Israël, tient toujours à la composition de la délégation jordanopalestinienne susceptible de participer à un dialogue avec Jérusalem. Comprendrait-elle ou non, dans l'esprit du président égyptien, des

représentants de l'OLP, dont la participation à une négociation reste inacceptable pour Israël ?

Dans ce contexte, une interview accordée ce mercredi au quotidien israélien *Davar*, l'organe de la centrale syndicale Histadrut, par le chargé d'affaires égyptien à Tel-Aviv, M. Mohamed Bassiouni, ne passe pas inaperçue. Pour le diplomate, la délégation jordanopalestinienne devrait comprendre des « personnalités choisies par l'OLP ou du moins agréées par elle ». Ce qui ne tranche pas le problème de leur « appartenance » à la centrale des fedayins.

Le Likoud partagé

L'initiative égyptienne alimente largement le débat interne en Israël. Les réactions de la classe politique ne sont pour l'instant guère surprenantes. Comme prévu, l'opposition de gauche encourage M. Pérès à saisir la perche égyptienne pour relancer le processus de paix, le Likoud fait montre d'une grande circonspection en s'araboustant aux accords de Camp David tandis que l'opposition de droite rappelle son hostilité à toute concession territoriale en échange de la paix.

Le comportement des députés du Likoud est le plus intéressant puisque ceux-ci tiennent entre leurs mains le sort du gouvernement d'union nationale. Il varie bien sûr en fonction de leurs convictions idéologiques. Les plus « modérés » souhaitent répondre favorablement à l'initiative de M. Moubarak pourvu, d'une part, qu'elle ne débouche pas sur des accords de Camp David, d'autre part, qu'elle maintienne l'OLP totalement à l'écart de la négociation.

D'autres excluent qu'une négociation puisse porter sur autre chose qu'un « projet d'autonomie » restreint, comme l'entendait M. Begin. Quant aux « faucons », ils ne voient dans les propositions de M. Moubarak qu'une opération de relations publiques et mettent en garde contre toute manœuvre visant à « faire entrer Arafat dans la négociation par la petite porte ». « Si le gouvernement cherchait à rendre ne serait-ce qu'un pouce d'Eretz Israël (le Grand Israël), nous quitterions dans la minute la coalition », déclarait, mardi 26 février, un député du Likoud, M. Dov Shilansky.

Le parti annexionniste d'extrême droite Tehiya a demandé, pour sa part, au Likoud d'« abandonner clairement » les accords de Camp David, fût-ce au prix d'une rupture de l'union nationale. Quant aux représentants des colons de Cisjordanie, ils envisagent déjà d'organiser des marches et des manifestations de protestation au cas où le gouvernement israélien se prononcerait en faveur de concessions territoriales.

J.-P. LANGELLIER.

Le président Moubarak va demander à Washington un accroissement substantiel de son aide

Correspondance

Le Caire. - La diplomatie égyptienne, prudente et réservée depuis l'accession au pouvoir du président Moubarak en octobre 1981, vient de passer à la vitesse supérieure. En effet, en proposant dans son interview au *New York Times* la tenue d'une négociation directe palestino-jordanienne, le chef de l'Etat égyptien a entamé une offensive diplomatique tous azimuts.

Pour le rais, fermement convaincu que le temps joue contre l'établissement de la paix au Proche-Orient et la solution du problème palestinien, il était très préférable que l'initiative vienne de Washington. Mais l'administration américaine, depuis l'annonce du plan Reagan en septembre 1983 et l'accueil défavorable qu'il a reçu tant des Israéliens que des Palestiniens, avait décidé que la solution passerait par Beyrouth, et non par Le Caire. Après le cuisant échec des Américains au Liban et les risques que comportait une éventuelle démission, il devenait indispensable pour l'Egypte, si elle voulait retrouver son rôle prépondérant dans la région, de reprendre l'initiative de réactivation du processus enclenché par le président Sadate en 1977. Cette relance devenait encore plus nécessaire du fait des problèmes économiques auxquels fait face Le Caire depuis la chute des prix du pétrole, son principal produit d'exportation.

C'est donc fort du poids politique retrouvé d'une Egypte de 48 millions d'habitants que le président Moubarak demandera au chef de la Maison Blanche, le 12 mars pro-

chain, une augmentation substantielle de l'aide américaine pour l'exercice 1986. Il est notamment demandé au Congrès d'approuver un projet d'aide économique et militaire de 2,3 milliards de dollars pour l'Egypte. Or, Le Caire souhaite qu'elle passe à plus de 3 milliards de dollars.

Pour se garantir un atout supplémentaire devant le Congrès, qui refuse à l'Egypte le rappel de son ambassadeur de Tel-Aviv depuis septembre 1983, le rais a entamé un rapprochement avec l'Etat hébreu. Les négociations sur l'enclave litigieuse de Tabá, entamées en Israël fin janvier, doivent bientôt reprendre à l'insolite.

D'autre part, on laisse entendre que l'actuelle visite au Caire du ministre israélien de l'énergie, M. Moshe Shahal, pourrait revêtir un aspect politique. M. Shahal lui-même l'a implicitement confirmé en affirmant dès son arrivée que « les relations entre l'Egypte et Israël sont bonnes, mais pourraient être meilleures ».

L'Egypte a tout lieu d'être satisfaite de récentes prises de position israéliennes dans la mesure où elles répondent aux trois conditions posées par Le Caire pour le retour de son ambassadeur à Tel-Aviv : retrait du Liban, règlement du litige de Tabá et progrès sur la voie de la solution du problème palestinien. On estime toutefois ici, sans l'excuser a priori, qu'une rencontre Pères-Moubarak serait prématurée.

ALEXANDRE BUCCIANI.

Polémique entre Paris et Jérusalem

(Suite de la première page.)

En août dernier, après que des soldats israéliens eurent investi de nuit un village dans la zone sous leur contrôle, les soldats français avaient distribué aux habitants des tracts de réconfort pour qu'ils puissent les élever en cas de récidive. Chez les chéites, le contingent français avait d'ailleurs la réputation d'être le seul à protéger efficacement la population contre les menées de l'armée israélienne.

Depuis la « politique de la main de fer » inaugurée il y a une semaine par l'armée israélienne, les incidents se sont multipliés et le 13 février dernier, un convoi français remontant vers Beyrouth avait dû stopper sous la menace des armes israéliennes.

Devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le ministre de la défense a cependant vanté les mérites de cette politique qui, a-t-il dit, a permis en une semaine de tuer « quinze terroristes » et d'en blesser vingt-deux, alors que l'on n'a compté aucune victime dans les rangs de l'armée. Une vingtaine d'« agitateurs » ont en outre été déportés au nord du Liban, le plus souvent vers la partie de la Bekaa sous contrôle syrien. Tshahil continuera donc jusqu'à nouvel ordre, a conclu M. Rabin, de recourir à la manière forte.

L'armée israélienne a ainsi resserré d'un cran son emprise, mardi, sur les habitants du sud du Liban. Elle a imposé un strict couvre-feu, du crépuscule à l'aube, dans tous les villages situés au sud de la rivière Litani et décrété de nouvelles mesures de sécurité. La population en a pris conscience lors d'un lâcher de tracts par hélicoptère.

Dans la région contrôlée par Israël, les résidents n'ont plus le droit de circuler à motocyclette. Pour réduire les risques d'attentat, toute voiture vide stationnée le long d'une route sera aussitôt détruite. Afin de décourager les candidats aux opérations-suicides, tout véhicule doit transporter désormais au moins deux passagers.

Dans ce pour cette raison que M. Rabin n'est pas prêt avec violence aux éventuels témoins que sont les soldats de la FINUL ? Pour la première fois, un contingent - finlandais en l'occurrence - de la FINUL a pu assister au bouclage et à la fouille d'un village, Sarifa. Les « casques bleus » ont vu les soldats israéliens rassembler quelque deux cents personnes dans l'école, arrêter des suspects, saisir armes et munitions.

Dans le même ordre d'idées, le porte-parole militaire à Tel-Aviv a averti la presse internationale en Israël que seul les journalistes venant

De graves accusations

La liste progressiste judéo-arabe (deux députés à la Knesset), citant des témoignages, a ainsi affirmé mardi que des soldats de l'unité d'élite Goloni ont « froidement abattu » des survivants d'un commando palestinien, prêts à se rendre après être tombés dans une embuscade aux abords de Saïda le 15 février dernier.

Selon les témoignages des parents d'un certain nombre de soldats israéliens impliqués dans cette affaire, douze très jeunes combattants, âgés en moyenne de quatorze à quinze ans, appartenant à un commando armé d'une vingtaine de membres, ont été tués, alors que huit autres ont été capturés.

Ces soldats ont affirmé, selon la liste judéo-arabe, que leur commandant de bataillon leur avait intimé l'ordre d'exterminer les membres du groupe palestinien armé, repéré la veille. « Nous avons tiré cinq obus de char, puis nous avons ouvert le feu contre les survivants qui voulaient se rendre », ont-ils déclaré, selon la même source. La liste ne précise pas combien de Palestiniens ont été tués pendant l'attaque ni combien l'ont été alors qu'ils étaient prêts à se rendre.

Le mouvement ajoute : « Les soldats israéliens ont unanimement estimé avoir affirmé des jeunes gens qui n'avaient visiblement pas été entraînés au combat. Par la suite, cela n'a pas empêché les soldats de tenter d'interdire aux infirmiers de soigner plusieurs survivants blessés du commando palestinien. »

Toujours selon la même source, un commandant de brigade, présent alors que son subordonné (le commandant du bataillon) ordonnait à ses hommes d'exterminer le commando palestinien, aurait affirmé : « Il y a toutes sortes de normes, ce sont celles qui prévalent au Liban. »

La liste progressiste, qui a transmis ces témoignages au premier ministre, M. Shimon Pérès, et au ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, affirme détenir les identités des témoins et des responsables de cette affaire.

F. C.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Coup dur pour la Mafia : les parrains sont en prison

Le FBI exulta. Les principaux chefs présumés des cinq « familles » new-yorkaises sont depuis quarante-huit heures sous les verrous. « C'est un grand jour pour la justice et un mauvais jour, sans doute le pire, pour la Mafia », a déclaré, mardi 26 février, le procureur fédéral Rudolph Giuliani en révélant le coup de filet qualifié par la police de « massacre du lundi soir ».

C'est en effet, dans la nuit de lundi, que le FBI a monté l'opération qui a abouti à l'arrestation de neuf mafiosi célèbres ayant la haute main sur l'industrie du crime aux Etats-Unis. Parmi les gangsters tombés dans la nasse tendue par la police figurent notamment Paul Castellano, dit le « Grand Paul », soixante-trois ans, suspecté d'être le chef de la « famille » Gambino, considérée comme la plus dangereuse, Anthony Salerno, surnommé le « gros Tony », même âge, chef de la « famille » Genovese, ainsi que trois membres de la « famille » Lucchese, dont Antonio Corallo, dit « Tony le Canard », et, enfin, Jerry Lang Langella, qui assurait la direction de la « famille » Colombo depuis octobre dernier à la place de Carmine Persico (le « Serpent »), en fuite. Persico avait été arrêté le 15 février dernier.

Les neuf mafiosi ont été incriminés par un grand jury fédéral, pour avoir participé à une « commission » qui régénait les activités criminelles de la pègre en Amérique (racket, extorsion de fonds, crimes, trafic de drogue, industrie des jeux). Le document accuse également l'actuelle commission d'avoir contrôlé vingt-six « familles » de mafiosi à travers tous les Etats-Unis et d'avoir commandité plusieurs meurtres, dont celui, en 1979, de Carmine Galante, qui était alors le parrain de la « famille » Bonanno. Les mêmes chefs d'inculpation visent un dixième homme, Phil Rastelli, dit « le Rouille », de la même « famille » Bonanno, qui purge déjà une peine de prison.

Le FBI soupçonnait l'existence d'une telle « commission » depuis des révélations faites en 1983 par un mafioso repent, Joseph Valachi. Une telle coordination

entre les différents groupes de responsables de Cosa Nostra aux Etats-Unis avait été mise en place, en 1931, sous l'impulsion de Lucky Luciano.

Trois années d'enquête

Cette prise exceptionnelle du FBI récompense trois années d'enquêtes patientes et parfois ingénieuses contre la Mafia par les autorités américaines. Les recherches de la police ont été grandement facilitées par la réussite d'un coup audacieux monté en 1982. Des agents fédéraux avaient dissimulé un micro dans la Jaguar d'Antonio Corallo, « Tony le Canard », enregistrant mille heures de conversations menées en toute confiance par le mafioso avec son chauffeur ou d'autres gangsters. Des renseignements précieux ont ainsi pu être recueillis sur toute une série d'activités criminelles menées par la Mafia, mais aussi sur les structures de l'organisation de Cosa Nostra. Les enquêteurs ont appris de la sorte les liens reliant notamment les chefs de la Mafia new-yorkaise aux patrons des « familles » agissant à Chicago, Los Angeles, la Nouvelle-Orléans, Cleveland, Philadelphie, etc., etc.

Selon la police, la Mafia regroupait jusqu'à présent quelque deux mille membres « hono- raires » ayant chacun sous ses ordres une dizaine d'hommes, parmi ces deux mille hommes, huit cent dix opéraient à New-York.

En octobre dernier, le FBI avait démantelé la fameuse « pizza connection » et mis sous les verrous l'un de ses chefs, Salvatore Catalano, propriétaire d'établissements de restauration dans le quartier de Queens, à New-York. Les succès de la police américaine depuis quelque temps dans la lutte antimaïa sont aussi le résultat d'une meilleure collaboration que par le passé entre le FBI et les autorités locales et du recours systématique à des systèmes d'écoute et à des opérations « traquenards » (sting operations).

M. L.

Bolivia

Importantes manifestations contre le gouvernement

La Paz (AFP). - La trêve du carnaval a été courte. Après quelques jours d'accalmie, plusieurs centaines de mineurs venant de diverses régions du pays sont arrivés mardi 26 février à La Paz et ont annoncé qu'ils étaient désormais en grève de la faim. Ils ont, d'autre part, demandé la démission du président Zuazo et la formation d'un « gouvernement d'unité nationale » en raison de la situation économique du pays.

Ces manifestations de mineurs ont pour origine les menaces économico-matérielles du 9 février. Elles comprennent, outre une réévaluation du dollar de 400 % par rapport au peso, une augmentation similaire

des prix des produits de première nécessité, le salaire minimum n'ayant été que doublé. La fédération des mineurs a indiqué qu'elle souhaitait le maintien de l'échelle mobile des salaires en vertu de laquelle toute dévaluation de la monnaie doit être compensée par une hausse de même proportion des rémunérations.

Pour sa part, le gouvernement a affirmé que les mineurs étaient manipulés par les ennemis de la démocratie. Le ministre des affaires étrangères, M. Camacho, a indiqué qu'il existait des tentatives « internes et externes » visant à renverser le président Zuazo.

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours. Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons. Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs. Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

- Grand tour de Finlande : Laponie, région des lacs : 10 750 F
- Laponie, 9 jours : 9 980 F
- Laponie, Cap Nord (en Norvège), 8 jours : 10 590 F
- Séjour à Helsinki, 4 jours à partir de 2 925 F
- Séjour à Helsinki, 8 jours à partir de 3 480 F

FINNAIR

11, rue Auber 75009 Paris - Tél : 742.33.33

Bon pour documentation gratuite

Nom : _____ Adresse : _____

AFRIQUE

République sud-africaine

- Condamnation à mort de deux militants de l'ANC
- Assouplissement de la législation raciale

Deux membres du Congrès national africain (ANC), organisation anti-apartheid ont été condamnés à mort, mardi 26 février, par la Cour suprême de Pietermaritzburg (province du Natal), pour le meurtre d'une personne qui servait vraisemblablement d'informateur à la police, a annoncé l'agence sud-africaine SABA.

Le ministre sud-africain de la justice, M. Kobie Coetsee, a indiqué mardi, devant le Parlement, que cent quinze condamnés à mort (quatre-vingt-huit Noirs, vingt-quatre métis, deux Blancs et un Asiatique) ont été exécutés en 1984. Par la voix de son trésorier, M. Thomas Titus Nkobi, l'ANC a, d'autre part, exprimé mardi sa déception devant l'attitude de la France vis-à-vis de l'Afrique du Sud. « Nous espérons que, avec l'arrivée d'un gouvernement socialiste, la France changera son attitude à l'égard du régime d'Afrique du Sud, mais il semble que nos espoirs n'aient pas fondé », a-t-il déclaré, soulignant que les échanges commerciaux entre Paris et Pretoria ont enregistré ces dernières années.

Le gouvernement sud-africain a, d'autre part, décidé d'assouplir le régime de la liberté de circulation pour les Noirs résidant dans les zones urbaines. Le ministre de la

coopération et du développement, chargé des affaires noires, M. Gerrit Viljoen, a annoncé, lundi 25 février, que cette réforme de la législation permettrait aux Noirs d'obtenir le droit de résidence dans une zone urbaine déterminée (et non pas dans un bantoustan) s'ils ont travaillé pendant quinze ans pour des employeurs établis dans des régions différentes. Ce changement aura pour conséquence d'autoriser les Noirs au chômage à pouvoir aller chercher du travail dans une autre région que la leur et à y chercher un logement. Actuellement, les Noirs peuvent obtenir le droit de vivre en permanence dans une région urbaine s'ils y habitent depuis leur naissance, ou bien s'ils y ont travaillé sans interruption pendant dix ans pour un même employeur, ou quinze ans pour des employeurs différents. - (AFP.)

20% moins cher... votre table basse

avec la formule « Commande » avec la formule « Commande » avec la formule « Commande »

RIONEL 99, avenue Paul-Doumer (9V)

LE PLUS BEAU CHOIX

250 150

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Gangs de jeunes à Chicago

(Suite de la première page.)

Sortant de classe, Ben Wilson avait, par mégarde, heurté un autre gamin marchant en sens contraire, et cela lui avait coûté la vie car, membre d'un gang, ce garçon ne pouvait plaisanter sur son honneur. La ville alors a, d'un coup, réalisé qu'à laisser s'entre-tuer des enfants perdus dont elle ne se souciait guère elle était tout entière menacée d'une gangrène déjà bien installée.

Cabrini-Green n'est qu'à dix minutes en voiture de musées et de gratte-ciel époustouflants de richesse et de beauté, mais ce grand ensemble d'appartements à loyers subventionnés n'est qu'une moderne cour des miracles. Sur les façades, sur les portes d'ascenseurs, dans les cages d'escalier ouvertes en plein vent, partout, denses, colorés et entrelacés en superbes fresques, les graffitis des gangs affichent leur règne commun et leurs luttes d'influence. Avancant comme en terrain miné, ceints de gilets pare-balles et l'œil aux aguets, les deux policiers de ronde désignent cliniquement les impacts creusant les murs et évoquent, entre autres, le récent assassinat en plein jour d'un livreur qui avait mis trop de temps à vider ses poches.

Des personnages de Chester Himes

Un bruit de pas et des voix. Non : ce ne sont que deux grosses dames dont la conversation est stoppée et les regards figés par la présence des gardiens de l'ordre. Elles sont noires (comme tous les locataires, et comme le maire de Chicago), ils sont blancs (comme la majorité de la ville) et s'observent en silence dans le grincement bruyant de l'ascenseur. Et puis, soudain, le frotement d'un pied sur le ciment gris...

Les dames s'écartent, les policiers se raidissent et plongent littéralement sur un personnage droit sorti d'un roman de Chester Himes. Palpé, fouillé, interrogé, il est moulé dans un pantalon de skat noir, s'appuie sur une canne, et ses cheveux dégoulinants d'huile sont retenus par un bonnet de douche vert pomme surplombé d'une casquette. Il a vingt ans au maximum et geint avec une volubilité palmo-dianthe et très volontairement incompréhensible sur son genou gauche dans lequel le gang du bâtiment d'en face a tiré parce qu'il est, lui — « ouais-ouais » — membre du gang de ce bâtiment-ci.

En elle-même, l'appartenance à un gang n'est pas illégale, et la ronde se poursuit. Au dernier étage — à partir duquel les policiers redescendent à pied — trois jeunes gens sortent d'un appartement en dansant encore au rythme de la musique qui s'en échappe. L'un d'eux porte un chapeau orné d'un petit lapin de Playboy, ce qui est, paraît-il, un nouveau signe de ralliement. Ils sont plaqués au mur, examinés à la loupe et les trois rient, avec une humilité étonnante de mépris ironique, avoir jamais de leur vie entendu parler d'un quelconque gang. « Bon, les gars, dit alors, de guerre lasse, le plus vieux des policiers, on a là un

Journaliste français et il faudrait répondre à ses questions, d'accord ? »

La glace est brisée et les jeunes expliquent qu'ils se rendent de la soirée du dernier étage à celle du troisième, car celles des autres bâti-

cent dix gangs réunissent plus de dix mille personnes.

Depuis peu, ils sont en principe regroupés dans deux grandes alliances, les People et les Folks, formées dans les prisons de l'Illinois, où il vaut mieux pour survivre se récla-

mer de l'une ou l'autre. A en croire le commandant Pleines, chef de la Gang Crimes Section, ces alliances ne tiennent en réalité pas sur le terrain, où les tueries les ignorent. Ce qui l'inquiète beaucoup plus, c'est que le développement du marché de la drogue tend à faire des gangs une industrie lucrative. Si beaucoup d'entre eux continuent à disparaître lorsque leurs membres deviennent adultes, d'autres s'institutionnalisent, soit autour d'hommes déjà mûrs, qui tirent les ficelles dans l'ombre (celle éventuellement de leur cellule), soit carrément en de petites mafias parfaitement organisées, disposant d'immeubles et d'avocats, et cachées, dans un cas, derrière la protectrice façade d'une secte religieuse.

« Les autres » sont venus mitrailler les balles vitrées du restaurant laissant derrière eux un cadavre et une employée paralysée à vie.

Pourquoi ? Une rivalité sur une section de rue, reprise aux Spanish Cobras par les Latin Kings. Tout fûment, Kimo fait voir les impacts des balles dans les briques et le plastique orange et montre la vitre qui a été remplacée il y a deux semaines. Lui et son équipe sont gratuitement nourris ici en échange d'heures de ménage. Derrière le bar, le sage colégien, qui sert les hot dogs pour arrondir les fins de mois de sa famille, dit qu'ils sont « très gentils » mais qu'il ne ferait pour rien au monde le service du soir : trop dangereux.

De faux Robin des Bois

Ravi, le faux tatoné explique, des fois à l'appui, les différences entre les symboles des différents gangs. Le Noir de dix-huit ans chahute gentiment deux filles, qui ne trouvent pas ça déplaçant, et Kimo parle de son frère (derrière les barreaux pour tentative de meurtre) et de son propre passage en cellule. On comprend que certains Latin Kings vendent de l'herbe (pas lui, bien sûr) et que le groupe « protège » les dealers — ce garçon discret peut-être, avec qui il a un concubinage avant de faire une démonstration de présentation.

C'est fondamental : à chaque mot du vocabulaire courant des gangs correspond son initiale qui correspond elle-même à un chiffre : la place que cette lettre tient dans l'alphabet. A une incroyable vitesse, les doigts dessinent les chiffres, on se reconnaît ainsi entre membres d'un même gang, et si par malheur on ne se reconnaît pas, les ambulances sont appelées pour l'hôpital ou la morgue.

Il y a aussi différentes manières de se tenir ou de croiser les bras, correspondant toutes à un surprenant ésotérisme, mêlant toutes les cultures religieuses et parfaitement maîtrisées par des semi-analphabètes. Capables au demeurant de dire (c'est Kimo qui parle) : « Je suis dans les gangs parce que je n'ai pas où aller et pas de travail. »

C'est simple, explique-t-il avec l'implacable logique des délinquants : « Les gens ne m'embrassent pas dans ce coin, et je ne peux pas aller ailleurs à cause des autres gangs. »

Simple ? Robert Villani, responsable du centre d'assistance psychologique et professionnel pour les jeunes du quartier, n'accepte pas cette simplicité-là. Un adolescent, dit-il, ne peut venir chercher de l'aide chez lui que s'il franchit d'abord de lui-même le pas et abandonne ces gangs contre lesquels il ne contient pas sa rage. « Les gens leur trouvent un côté Robin des Bois et imaginent qu'ils prennent aux riches pour donner aux pauvres : des conneries. Ils ne font qu'opprimer les pauvres. Si on les ignorait plutôt que de leur faire de la publicité qui impressionne tant les gamins, si on leur parlait plutôt des gosses qui s'acharnent à réussir leurs études dans les pires condi-

tions, ce serait déjà une bonne chose de faite. »

Quelques centaines de mètres plus à l'ouest de la même North Avenue, longeant Humboldt Park, Roberto Caldero, directeur d'un autre centre du même type et lui-même ancien membre d'un gang, ne met, au contraire, aucune condition à ses services. Chez lui, les adolescents qui tentent d'apprendre à lire sur des ordinateurs ou tapent le carton entrent en arborant leur « couleur ». Il passe beaucoup de temps à tenter d'éviter les règlements de comptes en jouant les médiateurs et insiste (« Le gang est une unité sociale répondant à des besoins qui ne sont pas assurés par les institutions »), un peu plus que Robert Villani, à peine plus en fait, sur la misère, le déracinement, l'éclatement des familles — toutes les causes évidentes du mal que les policiers et élus, responsables religieux et enseignants énumèrent à l'unisson. La différence de fond est que l'un paraît résigné à faire une croix sur ceux qui n'ont pas assez de force pour repudier leur destin et que l'autre — parce qu'il vient de là ? — ne l'est pas.

A mi-distance des deux centres qui ne s'aiment guère, un enfant de

huit ans joue à la balle contre le mur de son immeuble couvert d'emblèmes. Les gangs ? Ils ont abattu un copain de sa sœur. « On les entend tirer la nuit. » Il sait tous les reconnaître et ce sont des bad guys (de mauvais garçons).

Grâce à l'émotion suscitée par la mort de Benjamin Wilson, la municipalité (démostrate) de Chicago va prochainement débiter un million de dollars pour centraliser et renforcer la prévention antigang, l'aide aux plus jeunes, dans les écoles surtout, qui très souvent ne deviennent Kings, Cobras ou Disciples que faute de pouvoir refuser.

Un effort semblable a eu de bons résultats à Philadelphie. Peut-être que Ben Wilson n'est pas mort pour rien. Peut-être — même si l'on a, pure subjectivité, du mal à l'espérer. « Voyez-vous, dit le commandant Pleines, qui a le gabarit aussi impressionnant que la sagesse désabusée, quand ces gosses commencent à marquer un territoire et déclarent que personne n'y entrera plus sans leur accord, ils ne savent pas qu'ils disent, ce faisant : nous n'en sortirons plus jamais — vivants, ou du moins libres. »

BERNARD GUETTA.



Dessin de SERGUEI.

PHILIPPE ROBRIEUX

LA SECTE

PLACE DU COLONEL FABIEN

"Opinions politiques de la proche famille et des enfants de plus de quinze ans."

C'est le questionnaire que remplit chaque responsable du P.C.F.

Robrieux démonte l'engrenage du Parti Communiste Français, un parti pas comme les autres.

Stock

QUES

ts-Unis
pour la Mafia :
sont en prison

Trois années d'enquête

Deux ans et demi d'enquête ont permis de découvrir que la Mafia américaine n'est pas une simple organisation de protection, mais qu'elle est devenue une véritable entreprise commerciale. Ses membres ne se contentent plus de protéger les clients, mais ils leur fournissent également des services financiers, immobiliers, et même des services de sécurité. Cette organisation a réussi à s'imposer dans de nombreux secteurs de l'économie américaine, notamment dans le secteur de la construction et de l'industrie.

Bolavie es manifestations gouvernement

Des manifestations ont eu lieu à Bolavie, où les manifestants ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis du gouvernement. Les autorités ont tenté de réprimer ces manifestations, mais elles ont continué à se dérouler.

Finlande

Finlande : une nouvelle loi a été adoptée concernant la protection de l'environnement. Cette loi vise à renforcer les mesures de protection des zones naturelles et à promouvoir le développement durable.

FINNAIR

Finnaair : la compagnie aérienne finlandaise a annoncé de nouvelles lignes de vols vers l'Amérique du Nord. Ces lignes permettront aux passagers de voyager plus facilement entre la Finlande et les États-Unis.

VACANCES de PAQUES

LE PLUS ANCIEN SPECIALISTE DES SEJOURS LINGUISTIQUES

O.S.F.B. depuis 1928

accueille les jeunes, en

- Grande-Bretagne • Allemagne
- Espagne • Etats-Unis

PENDANT TOUTE L'ANNEE

SESSIONS INTENSIVES POUR ADULTES

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

RICHARD ORGANIZATION OSFB

7 rue de l'Eperon 75006 PARIS - Tél. (1) 329.76.31 M^{me} ODEON

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :

205 XL - XR - XT et GTI ! • SAMBA • HORIZON • SOLARA

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

PARIS 7H27 - LILLE 9H28.

LA PREMIÈRE AFFAIRE DE LA JOURNÉE.

LAISSEZ-VOUS PRENDRE PAR LE TRAIN

EN PARTANT PAR LE TRAIN, GAGNEZ DU TEMPS SUR VOTRE JOURNÉE. TRANQUILLEMENT. DEVANT UN BON PETIT DÉJEUNER. METTEZ NOIR SUR BLANC VOS DERNIÈRES IDÉES POUR VOTRE RÉUNION DU JOUR. ARRIVEZ FRAIS ET DISPOS, LES IDÉES CLAIRES. VOTRE JOURNÉE COMMENCE BIEN.

Voyages d'affaires SNCF

DIPLOMATIE

LE QUARANTE-CINQUIÈME SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Malgré de nombreux désaccords « techniques » Paris cherche à mieux associer Bonn à la défense européenne

Le quarante-cinquième sommet franco-allemand, réuni jeudi 28 février à Paris, se déroulera dans un climat paradoxal. A prendre l'un après l'autre les dossiers techniques de la coopération franco-allemande, on pourrait avoir l'impression que la belle entente Paris-Bonn connaît actuellement bien des vicissitudes, dont aucune n'est essentielle, mais dont l'accumulation a de quoi rendre moroses MM. Mitterrand et Kohl. Pourtant, jamais l'Elysée n'a autant qu'aujourd'hui affirmé sa volonté de jouer à fond la carte du « couple France-Allemagne », à la fois en matière communautaire et dans le domaine de la sécurité.

Les sujets de mésentente cordiale, il est vrai, ne manquent pas. A commencer par le budget de la CEE. Il va bien falloir trouver, en octobre prochain, des ressources supplémentaires. Donc, selon Paris et la plupart des autres capitales européennes, augmenter un trimestre plus tôt que prévu les ressources propres de la Communauté. Or le gouvernement de Bonn ne donnera son accord que si l'élargissement est devenu effectif; alors que, dans le meilleur des cas, Madrid et Lisbonne ne rejoindront les Dix que le 1^{er} janvier 1986.

Deux autres pommes de discorde communautaire entre la France et la RFA sont l'ECU et le blocage des prix agricoles. Les Français voudraient faire de l'unité de compte européenne une véritable monnaie, ce qui supposerait la création d'une banque centrale et la mise en œuvre d'une politique monétaire commune, deux éventualités que ni M. Stubborg, ministre allemand des Finances, ni la Bundesbank ne voient d'un bon œil. Quant aux prix agri-

coles, leur blocage défavoriserait les agriculteurs de RFA, et Bonn demande leur augmentation. A quoi Paris répond, non sans une certaine logique, qu'une telle décision supposerait précisément un accroissement des ressources propres, auquel les Allemands se refusent pour l'instant.

Le chancelier Kohl risque par ailleurs de se monter inflexible à propos d'un autre dossier où la position de son gouvernement est plus facile à défendre: celui des aides à la sidérurgie, dont il souhaite l'arrêt à la fin de l'année, en stricte application de l'accord conclu à ce sujet en 1981. La France et d'autres membres de la CEE qui sont loin d'avoir achevé leur restructuration voudraient obtenir un délai. Quant à l'affaire dite de l'« essence sans plomb », elle peut également donner lieu à une belle bataille d'experts.

Le rapport de M. Maurice Faure

Le sommet franco-allemand de jeudi, en dépit de ces divergences non négligeables, peut cependant donner à M. Mitterrand l'occasion de « verrouiller » l'union Paris-Bonn sur deux autres terrains. Le premier est celui de la défense. Non que, même dans ce domaine où l'entente entre les deux pays est généralement jugée capitale de part et d'autre du Rhin, on n'enregistre que des sujets de satisfaction. Les travaux préliminaires à la construction de l'aviation européenne de combat futur, par exemple, ne cessent de mettre en lumière des différences parfois essentielles, ministres français et allemands, ce qui concerne l'appréciation que l'on porte à Bonn sur l'initiative de

défense stratégique (« guerre des étoiles ») du président Reagan: cette appréciation est sensiblement plus favorable du côté allemand que du côté français. Il est vrai qu'une mesure plus positive pourrait être annoncée jeudi: la création d'un corps de volontaires franco-allemands chargés d'aider des pays du tiers-monde.

Mais surtout, on est décidé, à Paris, à se montrer plus attentif aux spécificités du « problème allemand » en matière de sécurité européenne. M. Mitterrand a conscience que les Dix à Fontainebleau de formation de nouvelles propositions en faveur de l'Union européenne, le montrent très clairement. Ce comité se réunit une nouvelle fois, ce mercredi à Paris, puis aura une dernière séance les 13 et 14 mars à Bruxelles, avant de rendre compte au « sommet » convoqué les 29 et 30 mars dans la capitale belge.

C'est précisément à propos de la défense que le rapport définitif qui sera présenté aux Dix par M. Faure sera plus précis et plus complet que celui qu'il leur avait soumis, à titre intérimaire, en décembre à Dublin. Dans son développement consacré à la sécurité, l'ancien secrétaire d'Etat de Rome écrit qu'il faut « tenir compte des cadres qui existent déjà » (alliance atlantique, UEO), mais aussi « des capacités et des responsabilités différentes, ainsi que des situations particulières des Etats membres de la Communauté ». Parmi les mesures que propose M. Maurice Faure: « Le développement et le renforcement de la concertation sur les problèmes de la sécurité dans le cadre de la coopération politique », ce qui supposerait notamment « des échanges de vues sur la nature des menaces extérieures visant la sécurité de l'Union (européenne) », et « sur la façon dont les intérêts de sécurité des Etats membres peuvent être affectés par le contexte international, en particulier par l'évolution des techniques d'armement et des doctrines stratégiques ».

Il s'agit ainsi d'« harmoniser, chaque fois que cela est possible, les positions des Etats membres » et d'appeler à prendre sur les grands problèmes que pose la préservation de la paix en Europe. Mais aussi, d'une façon plus concrète, les normes technologiques de fabrication des armements.

M. Faure a, par ailleurs, demandé qu'il soit ajouté à son texte initial un paragraphe qui est manifestement destiné d'une façon toute particulière aux Allemands de l'Ouest, dont certains redoutent qu'un ancrage trop voyant et trop insistant de l'Union européenne dans le camp oc-

cidental ne bloque la suite de leur processus de rapprochement avec la RDA. Ce paragraphe est le suivant: « La Communauté n'oublie pas qu'elle ne représente qu'une partie de l'Europe. Résolus à avancer par eux-mêmes, les Dix gardent à l'esprit la civilisation que nous partageons avec les autres pays du continent, dans la conviction que tout progrès de la construction européenne est conforme aux intérêts de l'Europe dans son ensemble ». Ce rajout aurait, dit-on, l'aval de l'Elysée et de M. Roland Dumas.

Quant à l'Union européenne proprement dite, l'accord franco-allemand paraît grand sur les deux points d'achoppement actuels en matière institutionnelle: le processus de décision au sein du Conseil, et les pouvoirs du Parlement. Paris et Bonn se retrouvent en effet pour estimer que l'unanimité entre les Dix ne devrait plus pouvoir être exigée que dans deux cas: pour l'élargissement de la CEE et pour celui des compétences de la future Union européenne. A la notion d'« intérêt vital », si facilement invoquée par les Etats membres depuis le fameux « compromis de Luxembourg » qui avait permis à la France d'en finir avec sa politique de la chaise vide, Bonn (et les capitales de Benelux) opposent celle d'« intérêt vital pour la Communauté ».

De même la France est-elle favorable au projet italo-allemand d'extension des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg. Ces pouvoirs seraient de « codécision » entre Parlement et Conseil, avec un arbitrage en cas de désaccord. Etant entendu que les attributions du Parlement seraient définies de façon exhaustive: relevantes seules de sa compétence les matières explicitement dévolues comme telles.

M. Mitterrand, qui a laissé entendre qu'il pourrait bientôt surprendre son monde par une nouvelle initiative européenne (lire l'article de Jean-Yves Lhonnau), pourrait rendre le chancelier Kohl un peu plus mal pour mettre la dernière main à une déclaration commune en faveur de l'Union européenne. Une telle initiative, à laquelle l'Italie se trouverait d'autant mieux associée qu'elle exerce actuellement la présidence tournante du Conseil européen, pourrait déboucher sur une invitation solennelle au « sommet » de Milan, en juin prochain. Une grande conférence intergouvernementale serait appelée par M. Mitterrand à se réunir pour mettre au point les modalités pratiques du passage à l'Union européenne. De préférence à Paris...

BERNARD BRIGOLEUX.

M. Dumas: les Français sont « sans inquiétude » quant au programme américain de défense spatiale

A moins de deux semaines de l'ouverture à Genève des pourparlers soviéto-américains sur les armes nucléaires et spatiales, M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a réaffirmé son programme de recherche sur l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, quels que soient les résultats de ces pourparlers. En revanche, ceux-ci se poursuivraient en dépit du comportement « totalement inacceptable » de l'URSS en Afghanistan, au Cambodge ou au Nicaragua, a dit le chef de la diplomatie américaine, qui s'est refusé à établir un lien entre les problèmes du désarmement et le comportement soviétique dans d'autres domaines.

De son côté, M. Paul Nitze, conseiller du secrétaire d'Etat pour le désarmement, a précisé, dans une déclaration devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain, mardi, que même si les recherches conduites dans le cadre de l'IDS parviennent à mettre au point un système de défense antimissile, celui-ci ne sera déployé que si sa survivabilité est si bonne qu'il ne peut servir de cible tentante pour une première frappe d'une part; s'il peut être produit à un coût raisonnable et ne peut être rendu inopérant par la construction de nouveaux missiles soviétiques, d'autre part. « Si les nouvelles technologies ne répondent pas à ces critères, elles ne seront pas déployées », a-t-il dit, avant d'estimer qu'il faudra au moins dix ans avant que l'on commence à mettre l'accent sur les armes défensives.

Cette notion de délai a fait preuve de l'optimisme dont a fait preuve M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures, qui prenait la parole, mardi, devant le forum organisé par l'International Herald Tribune. Après avoir estimé que l'IDS de M. Reagan posait le problème de la sécurité dans des termes « absolument nouveaux », qui contenaient « un élément de séduction », M. Dumas a dit: « Les Européens s'interrogent. Les Français et les Britanniques sont sans inquiétude [pour la crédibilité de leurs forces de dissuasion nationale], car ils demeurent persuadés qu'ils ont quinze ou vingt ans devant eux pour y penser. Notre dispositif est tel qu'il nous garantira jusqu'à là. » On note enfin qu'à quelques jours de la visite que M. Dumas doit faire en URSS, les experts s'en sont pris mardi aux commentaires français visant à « en finir avec Valia ».

« Visiblement, quelqu'un en France, en préconisant la remise en question des résultats de la deuxième guerre mondiale, voudrait suivre Washington et s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats socialistes », écrit le quotidien soviétique.

AU COURS DE SA RENCONTRE AVEC M. GROMYKO

Jean-Paul II évoque le sort des catholiques d'URSS

De notre correspondant

Rome. — M. André Gromyko s'est rendu à la Cité du Vatican dans la matinée de ce mercredi 27 février (1) pour rencontrer le pape Jean-Paul II dans son bureau privé du deuxième étage, où se tiennent traditionnellement les audiences accordées aux personnalités officielles.

Cette rencontre n'est pas un tête-à-tête, contrairement à celle du 24 janvier 1979, qui avait vu l'inséparable responsable de la diplomatie soviétique s'entretenir directement en russe pendant plus d'une heure avec un pape polonais élu depuis moins de six mois.

D'autre part, les incertitudes sur cette visite au Vatican ont duré jusqu'à l'arrivée du dirigeant soviétique à Rome, la rencontre avec le pape n'ayant été confirmée par le Saint-Siège que le 25 février. A en croire le quotidien communiste italien l'Unità, seul un long colloque entre l'ambassadeur soviétique à Rome et Mgr Achille Silvestrini (ministre des affaires étrangères de Saint-Siège) aurait permis finalement de déboucher la situation.

En six ans de pontificat de Jean-Paul II, le contentieux entre le Saint-Siège et Moscou s'est beaucoup alourdi (le Monde du 27 février). Au Vatican, les soupçons sur le rôle des Bulgares, voire des Soviétiques, dans l'attentat du 13 mai 1981 contre le pape ne sont pas dissipés. Les appels répétés de Jean-Paul II en faveur de la liberté religieuse à l'Est, ses dénonciations du totalitarisme, irritent le Kremlin; dans certains documents officiels du Saint-Siège, comme par exemple un texte du cardinal Ratzinger sur la « théologie de la libération », le 3 septembre 1984, les pays de l'Est sont désignés comme « des régimes qui sont la honte de notre temps ».

En mars 1984, le Vatican avait publié un document qui, invoquant la situation en Lituanie, affirmait que ce pays « était un Etat opprimé par l'étranger ». Le 26 août dernier, le pape ne fut pas autorisé à se rendre à Vilnius, la capitale de la petite République balte, pour les célébrations de saint Casimir.

Jean-Paul II dénonce publiquement le fait au cours d'un discours dominical, place Saint-Pierre, au grand dam des autorités soviétiques, qui préfèrent s'abstenir de toute réaction publique.

Le communiqué officiel publié à l'issue du tête-à-tête de 1979 affirmait que M. Gromyko et le pape s'étaient entretenus des problèmes de la paix, de la coexistence pacifi-

que et de la situation des chrétiens en Union soviétique. Le dirigeant soviétique évoquait les deux premiers points; le pape insistait sur le troisième. Il devrait en être de même aujourd'hui.

Certes, le pape a multiplié ces dernières années les appels à propos de la course aux armements. Le mois dernier, vingt-sept scientifiques du monde entier, dont quatre Soviétiques, se réunissaient sous le patronage de l'Académie des sciences pontificale pour s'interroger sur les risques et l'utilité d'une militarisation de l'espace. Mais, pour le Vatican, la rencontre sera surtout l'occasion de poser une nouvelle fois la question des droits des quelques millions de catholiques qui vivent à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique, et notamment en Lituanie et en Lettonie, mais aussi en Ukraine.

Les autorités de Moscou ne reconnaissent officiellement l'existence de l'Eglise catholique que dans les deux Républiques baltes. En revanche, l'Eglise catholique d'Ukraine, de rite byzantin, a été intégrée de force dans l'Eglise orthodoxe en 1945, même si actuellement 31 millions de citoyens ukrainiens continueraient à se réclamer de Rome.

« Comme des sonnambules »

Les rencontres de M. Gromyko, mardi 26 février, avec le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, puis avec le président du conseil, M. Bettino Craxi, ont surtout porté sur la question des armes nucléaires et spatiales, à la veille des négociations de Genève.

Dans un discours public, M. Gromyko a évoqué sur un ton extrêmement dur « ces personnalités qui, comme des sonnambules, marchent sans se rendre compte du bord de l'abîme ». Il a aussi rappelé que pour son pays, les trois thèmes des prochaines négociations (euromissiles, missiles stratégiques, militarisation de l'espace) sont étroitement liés. Son homologue italien a certes reconnu qu'il existait un « objectif inter-religieux » entre ces différents systèmes, mais il a souligné aussi qu'une trop rigide conception de cette intercommunication pourrait devenir un obstacle à la recherche d'un accord.

(Interim.)

(1) Et non jeudi, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 27 février (NDLR).

L'URSS menace de recourir à des sanctions financières contre le Bureau international du travail

De notre correspondante

Genève. — On savait à Genève que les Soviétiques n'avaient jamais admis qu'un rapport sévère, rédigé par des experts indépendants, sur les violations de la liberté syndicale en Pologne, citant les noms d'une soixantaine de travailleurs assassinés par les forces de l'ordre ait été pris en considération par le conseil d'administration du Bureau international du travail (le Monde des 30 juin et 20 novembre 1984).

Jusqu'à présent, les menaces proférées à cet égard, notamment par M. Ouhadenko, ministre des affaires étrangères d'Ukraine, étaient restées dans le vague, en dépit du retrait du BIT de la Pologne, avec laquelle tous les pays communistes s'étaient solidarisés. Mais rien n'avait été précisé quant aux décisions concrètes que ces pays pourraient prendre à l'endroit du Bureau international du travail.

Or, mardi 26 février, M. Leonid Kostine, le délégué soviétique, a non seulement critiqué les « ingérences étrangères d'Ukraine », mais a menacé de recourir à des sanctions financières. En outre, il s'en est pris personnellement au directeur général du BIT, M. Francis Blanchard (France), à qui il reproche de manquer d'objectivité et de ne pas attacher suffisamment d'importance aux propositions avancées par l'URSS, s'agissant en particulier de la réforme des structures de l'organisation (1).

Les Soviétiques veulent, en effet, que les employeurs des pays communistes soient représentés au conseil d'administration du BIT. Or la nature même de cette organisation est tripartite (gouvernements, employeurs, travailleurs), et la majorité du groupe des employeurs estime que les « employeurs » de ces pays repré-

sentent en fait leur gouvernement, ne serait-ce que parce qu'ils s'alignent toujours sur les positions des membres gouvernementaux de leurs délégations. Les Soviétiques souhaitent, d'autre part, qu'au lieu d'une répartition par groupes géographiques les pays communistes forment à eux seuls un groupe officiellement reconnu, pesant de tout son poids sur le fonctionnement de l'organisation.

M. Kostine a également critiqué l'ensemble des pays occidentaux, qu'il rend responsables de la « montée de l'antisocialisme au sein des activités du BIT », et à qui il reproche des violations massives des droits des travailleurs. Malgré ce ton menaçant, le représentant du gouvernement soviétique a souligné que la question du retrait éventuel de son pays ne se posait pas.

Il a refusé toute comparaison entre l'attitude de l'URSS, « pays profondément attaché aux organisations internationales », et la décision des Etats-Unis de quitter l'UNESCO. Il n'empêche que, selon lui, l'Union soviétique « n'acceptera pas la situation actuelle du BIT », si cette organisation n'évolue pas dans le sens qu'il souhaite.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Interrogé ce mercredi matin, M. Blanchard nous a déclaré en substance que les propos de M. Kostine illustraient la volonté soviétique de déstabiliser le BIT en tentant de plier l'organisation aux thèses soviétiques. Il s'est, en outre, étonné de l'accusation de « manque d'objectivité », alors que, comme le prouvent les débats qui se déroulent en ce moment même au conseil d'administration sur la base de rapports d'experts indépendants, de vives critiques sont également adressées à des pays occidentaux, notamment à la RFA et à la Grande-Bretagne.

ASIE

Pakistan

La participation aux élections a dépassé 50 %

Islamabad (AFP, Reuters, UPI, AP). — Les premières élections législatives depuis l'instauration du régime militaire en juillet 1977 ont été un succès pour celui-ci. Le taux de participation franchissant le seuil de la barre de 40 % des inscrits, considéré comme un seuil minimal par le général Zia-ul-Haq, a atteint 52,93 %, selon la commission des élections. Contrairement à ce qui s'était passé lors du référendum plébiscitaire de décembre dernier, ces chiffres officiels sont peu contestés par les médias locaux et les observateurs politiques.

Le scrutin s'est déroulé sans grandes complications. Quelques incidents isolés ont toutefois fait sept morts et une quarantaine de blessés (le Monde du 27 février). Les résultats, portant sur la quasi-totalité des 217 sièges soumis à élection, font apparaître un rejet de certains des candidats les plus ouvertement associés au régime. Ainsi, sept ministres et anciens ministres du général Zia sur les douze qui se présentaient ont été battus. Parmi ceux-ci figurent MM. Ali Ahmad Talpur (défense) et Raja Zafarul Haq (information et affaires religieuses) et M. Arbad Niaz Mohammad, personnalité influente du précédent gouvernement.

Après une campagne électorale aséptisée, au cours de laquelle les grandes manifestations publiques étaient interdites, — ainsi que la participation des formations politiques en tant que telles — les électeurs se sont surtout exprimés en fonction de

considérations locales et de la personnalité des candidats.

La défaite d'environ la moitié des membres du Majlis-e-shoor, l'assemblée fédérale consultative nommée par le pouvoir en 1981, ne peut être interprétée comme un vote de défiance massif à l'égard du régime. En effet, en sens inverse, près de la moitié des candidats considérés comme proches du régime antérieur — celui de Z.A. Bhutto — n'ont pas retrouvé les sièges qu'ils avaient remportés aux élections de mars 1977. (Le Parti populaire pakistanais avait alors obtenu la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale.) Cette fois, ce sont surtout des notables locaux qui ont été élus, en compagnie de candidats jeunes et issus du monde des affaires. En revanche, les représentants des partis religieux, protégés par le régime militaire, ne sont pas parvenus à tirer parti de son inspiration « islamique ».

« Le peuple a rejeté ces élections truquées », a déclaré le secrétaire général en exercice du rassemblement de l'opposition, le Mouvement pour la restauration de la démocratie, M. Arshad Chaudhry, qui assure que dans la province du Sind seulement 20 % des électeurs ont participé au scrutin. A Londres, où elle vit en exil, M^{me} Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre et dirigeante du PPP, a également assuré que le peuple a « infligé une défaite au général Zia-ul-Haq en boycottant la consultation ».

Les Pakistanais doivent élire, le 28 février, les membres de quatre assemblées provinciales.

« Chouracratie » plutôt que démocratie

Dans une interview à la revue Politique internationale (1), le général Zia-ul-Haq, chef de l'Etat pakistanais, explique sa conception de la démocratie, en ces termes :

« Il faut adapter ce concept aux nécessités du pays. On ne peut pas imposer un système identique au monde entier, comme s'il s'agissait d'une carabosse de force ! »

« Pour le Pakistan, j'ai adopté une nouvelle terminologie : je ne parle pas de démocratie mais de « chouracratie ». Choura, dans le concept islamique du mode de gouvernement, veut dire conseil, coopération, collaboration. Démocratie signifie pouvoir du peuple. « Chouracratie », pour l'Islam, veut dire exactement la même chose mais à cette réserve près que le pouvoir ne saurait être accordé indifféremment à tout le monde. »

« La différence entre votre concept de démocratie moderne

et notre concept islamique trouve sa source dans le contexte politique. En France, le degré d'alphabétisation est pratiquement de 100 %; pourquoi, dans ces conditions, ne pas permettre à chaque citoyen d'exercer son droit de vote ? Au Pakistan, en revanche, le degré d'alphabétisation n'est que de 27 % : si vous y donnez le droit de vote à tout le monde, rien ne va plus ! Prenez un peu de patience : il ne saurait être décrié ; et vous voudriez qu'il soit capable de soutenir un candidat sur la base de son programme ! Ça n'a pas de sens. »

« Cela étant, d'un point de vue général, je pense que la démocratie — quand elle est menée intelligemment — est préférable à l'autocratie ou à la dictature. »

(1) Numéro 26, hiver 1984-1985, 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.

Rejoindre l'élite

CLASSE PRÉPARATOIRE

CEPES

5 Centres
Coursier (Paris)
Nantes, Nancy
Orléans, Orléans

57, rue Charles-Lafitte, 92 Nautilly - Tél. : 722.04.94

150 من المال

3-Unis
pour la Mafia :
sont en prison

Trois bonnes d'enquête

Les trois bonnes d'enquête de la Direction de la Police judiciaire ont été mises en prison pour avoir détourné des fonds de la lutte contre la mafia. Elles ont été accusées d'avoir détourné des fonds de la lutte contre la mafia. Elles ont été accusées d'avoir détourné des fonds de la lutte contre la mafia.

Bonnie
tes manifestations
le gouvernement

Les manifestations du gouvernement ont été interdites. Les manifestations du gouvernement ont été interdites. Les manifestations du gouvernement ont été interdites.

Finlande
L'URSS a l'intention
d'envoyer des troupes

Finlande
L'URSS a l'intention
d'envoyer des troupes

FINNAIR

150 من الاموال

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

ARLES

Le porte-parole de l'Elysée rêve de revanche

De notre envoyé spécial

Arles. — Si calme d'habitude en hiver, un peu oublié même, Arles fait mine de s'étonner du visage qu'elle prend — télévision, presse nationale... — pour cette élection qui ressemble plus à une législative qu'à une cantonale. Qu'ils s'en réjouissent ou qu'ils s'en agacent, les Arlésiens savent qu'ils doivent cette soudaine célébrité à la personnalité du candidat socialiste : M. Michel Vauzelle, quarante ans, porte-parole de la présidence de la République. « Au cœur des plus hautes responsabilités », comme le proclame sans complexe le dépliant en quadrichrome que distribuent les militants socialistes.

L'élection cantonale d'Arles-ouest doit être avant tout analysée à la lumière de l'élection municipale de mars 1983. La gauche perd alors la mairie qu'elle détenait depuis un siècle (1) et que dirigeait depuis douze ans M. Jacques Perrot, communiste, conseiller général sortant en mars 1985. A sa place s'installe M. Jean-Pierre Camouin, médecin hospitalier soutenu par l'opposition.

Depuis 1977, M. Michel Vauzelle était l'un des adjoints au maire. En 1983, il avait senti monter vers la mairie une « vague anticommuniste » dirigée contre les méthodes de travail du PCF. Il voulait conduire au premier tour une liste socialiste homogène. Mais l'heure était à l'union de la gauche dès le premier tour... M. Vauzelle est discipliné. « Surtout à l'Elysée, dit-il, on doit avoir une attitude exemplaire ».

M. Vauzelle, les socialistes d'Arles, mais aussi d'autres Arlésiens, pensent toujours qu'à la tête de sa propre liste le porte-parole de l'Elysée aurait eu toutes les chances d'être élu. Les cantonales lui offrent une occasion de le montrer, mais elles peuvent aussi bien consacrer la montée en puissance de la droite.

Première interrogation : qui, à gauche, arrivera en tête au premier tour ? Les communistes s'appuient sur l'image de M. Perrot, sur leur forte implantation dans ce canton populaire, sur le résultat des élections européennes (2) et, enfin, sur leur action dans une ville frappée par la désertification industrielle. Ils

estiment que leur candidat devrait largement dépasser M. Vauzelle. C'est aussi l'avis des deux candidats d'opposition qui admettent avec un bel ensemble que « le seul défaut de M. Perrot est d'être communiste ».

Certains socialistes, au contraire, et notamment M. Yves Vidal, secrétaire fédéral chargé des élections, voient M. Vauzelle en tête. Cela supposerait qu'une partie des électeurs de l'actuel maire (qui n'est pas candidat) se reportent sur M. Vauzelle, plutôt que sur M. Gérard Jouve, le candidat d'union RPR-UDF.

Ce n'est pas impossible. M. Vauzelle n'est pas seul à penser que au-delà des clivages politiques, une partie de la bourgeoisie arlésienne ne serait pas mécontente, en élistant le porte-parole de l'Elysée, d'être « près du bon Dieu ». En outre, si M. Camouin estime positif le bilan de ses vingt premiers mois de mairie, il semble qu'il ait déjà une partie de ses partisans qui pourraient choisir, pour compenser, d'envoyer M. Vauzelle au conseil général.

Inconnues

Une arrivée en tête du candidat socialiste au premier tour supposait surtout un effondrement du PCF. Là est la principale inconnue du premier tour. Enfin, on affirme en ville qu'une petite fraction de vieux socialistes SFIO ne voteront jamais pour M. Vauzelle. Compte tenu de tous ces facteurs, le candidat du PS serait lui-même agréablement surpris d'arriver en tête. Son objectif est surtout de montrer que les socialistes ont repris leur « poussée » sur la ville. Les inconnues du second tour ne sont pas négligeables. A Arles, plus qu'ailleurs, l'incertitude pèse sur le rôle de la gauche, quel que soit le candidat arrivé en tête au premier tour et bien que communistes et socialistes affirment leur volonté de respecter scrupuleusement la discipline républicaine.

A droite, les choses sont plus simples. Après une phase confuse où la

candidature du maire et celle d'un candidat UDF ont été tour à tour envisagées, c'est finalement M. Jouve, cadre du privé, délégué régional du RPR, qui portera le drapeau de l'union de l'opposition. M. Jouve, qui, depuis 1981, a joué les kamikazes dans plusieurs élections, n'est pas assez implanté en Arles même, pour espérer plus qu'un vote purement politique. Son slogan est simple : « Faisons la reconquête d'Arles ».

Pervers

A sa droite, M. Francis Agostini, fils de socialiste, ancien officier parachutiste devenu agriculteur. Transfuge de l'UDF (qu'il a présidé à Arles), puis de RPR. M. Agostini a quitté ces deux formations avant d'être le deuxième adjoint arlésien au Front national, écarté, dit-il, par « les magouilles internes, la politique des petits copains ». Compte tenu des « attaques » dont son mouvement est l'objet de la part de la droite classique, M. Agostini refuse, pour le moment, de se prononcer sur son désistement éventuel.

Mais M. Jouve ne pense pas que beaucoup de voix lui échapperont parmi celles qui se seront portées au premier tour sur M. Agostini, surtout s'il affronte le PCF au second tour.

Il faut aussi compter avec l'ancêtre, l'imprévu, le grain de sable inattendu. Au dernier moment, un candidat étonnant est venu s'ajouter à la liste : M. Pierre Luchard, ancien footballeur professionnel (gardien de but), cadre à la mairie, syndicaliste FO, artiste de variétés et membre du PS jusqu'à ce qu'il se fasse exclure pour cause de candidature inopportune. Candidat au nom d'une fondation de « l'homme-citoyen », M. Luchard devrait prendre quelques voix à M. Vauzelle — qui n'est pas très content — et peut-être aussi au candidat du Front national, puisqu'il se place avant tout, comme lui, sur le terrain de la défense des intérêts locaux.

Quant à la fonction de M. Vauzelle, elle peut avoir des effets per-

vers. Elle le verra à l'Elysée : tous ses adversaires lui reprocheront d'être absent de la ville en temps ordinaire et de ne s'y installer qu'en période électorale.

Même le scanner que M. Vauzelle a obtenu pour l'hôpital d'Arles ne lui attire pas que de la gratitude. Certains Arlésiens semblent se demander si cet hôpital-là était vraiment prioritaire, quand « trois cents villes en France attendent un scanner », grommelle M. Agostini. M. Vauzelle espère, lui, que sa candidature créera une « dynamique » que n'aurait pas pu susciter un autre candidat socialiste. Arlésien d'adoption, le porte-parole de l'Elysée est guidé par un principe simple : « Je n'ai pas fait de politique ailleurs ». Cette volonté de s'implanter définitivement le conduit à faire fliche de tout bois : porte-parole de l'Elysée, certes, avec tous les avantages que cela entraîne pour la ville, mais aussi amoureux des chevaux camarguais et de la culture méditerranéenne. Ainsi, a-t-il offert le 22 février une « fiesta flamenco » gratuite, avec un groupe local de gitans, à une salle déchaînée. Quand il fait le tour des commerçants, il lui faut forcer son accent. Concession, mais pas de compromis : il ne se cache pas pour serrer la main des immigrés.

Cette élection qu'il ne peut « mathématiquement » gagner n'est qu'une étape avant la revanche des municipales, dans quatre ans. Auparavant, si son parti veut bien lui accorder son investiture pour les législatives de 1986, il sera volontaire pour briguer un siège de député.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Sauf la période de la deuxième guerre mondiale.
(2) Aux élections européennes de 1984, sur le canton d'Arles-ouest, le PCF a obtenu 27,85 % des suffrages exprimés, le PS 19,13 %, la liste de l'union de l'opposition 30,02 %, et la liste Le Pen 12,87 %. Aux cantonales de 1979, le PCF avait obtenu, sur le même canton, 46,40 % des suffrages exprimés, le PS 28,61 %, la droite 24,99 %.

CHARENTE-MARITIME

La gauche menacée par la vigne... et les vignettes

Correspondance

La Rochelle. — La vigne et les vignettes : points noirs pour la majorité départementale de gauche (1). Le terrain perdu aux élections européennes lui fait redouter les effets de la politisation accrue d'un débat que la situation économique ne lui permet pas d'aborder dans des conditions favorables (avec 16 % et même 20 % à Royan, le taux de chômage est ici largement au-dessus de la moyenne nationale).

L'opposition exploite à fond le record de France de la vignette automobile que la Charente-Maritime a pulvérisé avec 36 % d'augmentation. Quant à la viticulture, la crise profonde qu'elle traverse hypothèque les chances des représentants de la gauche dans les cantons saintongeais de Burie et d'Archiac, où les exploitants sont à la fois déçus et très mécontents. La crise du cognac est grave, et la vignette Bérégovoy sur les alcools n'a pas arrangé les affaires des producteurs.

Décidément, la vignette sous toutes ses formes est à l'index en Charente-Maritime, dont le chef-lieu est la ville natale de Paul Ramadier, l'inventeur de la formule en 1956.

Du coup, la gauche doit négocier pour sauver une majorité qui paraît sérieusement menacée. D'autant que son échec risquerait de faire basculer le conseil régional Poitou-Charentes. L'assemblée départementale a, d'ores et déjà, perdu son ministre, M. Michel Crépeau (MRG), ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, qui a choisi, dit-il, de réduire le nombre de ses mandats. C'est M^{me} Colette Chaigneau qui représentera le MRG dans le canton de La Rochelle III. Mais le maire de La Rochelle monte en ligne pendant toute la campagne pour soutenir les candidats de gauche. Le mot d'ordre étant de ne pas se tromper d'adversaire, la mobilisation s'est d'abord organisée autour des conseillers sortants, y compris ceux qui ont quitté le MRG en 1982 : MM. Josy Métais (Aigre-feuille) et Alain Jaubert (Pons). Aucun candidat de la gauche ne communiste ne leur est opposé.

Le MRG présente neuf candidats et le PS dix-sept, en oubliant curieusement

sement — l'un et l'autre — de mettre en piste un homme de gauche dans le canton de Royan-Ouest, dont l'élu est M. Jean de Lipkowski (RPR), député. Le PC, qui dispose de trois sièges au conseil général, est représenté partout et même campagne sur le thème général du combat anticrise. Les communistes ont fait savoir clairement que la préparation du second tour ne commencerait pas avant l'analyse des résultats du premier, cas par cas. Les reports de voix s'annoncent délicats. D'autant que les deux sièges renouvelables du PC à Burie et à Royan-Est sont détenus par des élus à forte personnalité, MM. René Boucher et Jean Papeau, qui ne se représentent pas. C'est un handicap difficile à surmonter pour le PC.

Dans l'opposition, on joue la carte de l'union. On soutient les conseillers généraux sortants. Mais, avec des accords de désistement « sans équivoque et sans délai », la compétition n'en est pas moins ouverte entre l'UDF et le RPR dans dix-sept primaires. Les responsables de l'UDF en auraient souhaité un peu moins, et il n'aurait pas décliné en particulier à M. Dominique Busse-veau (PR), à Royan-Est, d'être sans concurrent RPR.

Il ne manque pas non plus de situations un peu confuses, comme à Rochefort-Nord. Dans ce canton, le candidat investi par l'UDF, M. Jacques Monnetreau, compte parmi ses adversaires M. Bernard Rideau, ancien conseiller pour la communication de M. Giscard d'Estaing et ancien président de l'UDF en Charente-Maritime. Le Front national, qui, selon M. Anicet Naulleau, son secrétaire général, ne comptait que quatre adhérents il y a moins d'un an, et qui a totalisé 8,2 % des voix aux élections européennes, présente vingt-cinq candidats.

Six des vingt-neuf cantons dans lesquels on va voter sont nouveaux : quatre à La Rochelle, un à Rochefort et un à Saintes. C'est sans doute là que la décision se fera. — (Intérim.)

(1) La majorité départementale de gauche décline actuellement 28 sièges et l'opposition 17.

LE CRIF INVITE LES ÉLECTEURS A REFUSER « LE PIÈGE DE LA XÉNOPHOBIE »

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a rendu public, le lundi 25 février, une déclaration visant à « attirer l'attention sur le danger de voir introduire une nouvelle fois, dans le débat démocratique, des idées et des propos qui représentent un danger pour l'ordre public et la sécurité physique et morale des citoyens ».

Exprimant le souhait que « les électeurs ne se laissent pas prendre au piège de la xénophobie », qu'ils « acceptent pas les équivoques fausses et inexactes mettant en parallèle chômeurs et immigrés » et qu'ils « rejettent les arguments démagogiques », M. Klein affirme : « Nous, juifs, avons souffert de la discrimination, de la persécution, de la haine imbécile et primaire, ont-mises par des batailleurs d'extrême droite, jadis, au pouvoir et disposant, aujourd'hui, des médias. Nous lançons un cri d'alarme à tous les Français, au-delà de leurs querelles, aussi nobles soient-elles : nous invitons les partis démocratiques à se déclarer solennellement opposés aux idées véhiculées par ceux qui cherchent à faire porter le poids des soucis communs par la partie la plus faible de la population. Nous demandons à ces partis politiques de traiter les candidats qui véhiculeraient ces idées comme des adversaires et de ne pas leur faciliter l'accès à de nouvelles tribunes ».

● Le PCF et le scrutin du 10 mars. — Le bureau politique du PCF, réuni mardi 26 février, qui a souligné l'importance décisive du vote communiste du 10 mars, au premier tour, comme refus de se soumettre à la crise », a déclaré : « Les diverses forces de droite et le Parti socialiste rivalisent d'ardeur pour faire accepter la fatalité de la crise et de ses conséquences, conduire les travailleurs et les travailleuses à s'y soumettre avec résignation, détourner des vrais problèmes en multipliant les spéculations sur l'avenir. » Selon le PCF, « le tapage fait autour de La Pen entre dans ces manœuvres et sert celui-ci au lieu de le combattre ».

D'un département à l'autre

● SEINE-MARITIME : Annulation d'une réunion publique de M. Le Pen. — M. Jean-Marie Le Pen a annulé, mardi 26 février, la réunion publique qu'il avait prévu de tenir au Havre le soir même.

Cette décision fait suite au jugement de la cour d'appel de Rouen qui avait donné droit au directeur d'une ancienne salle de cinéma, de lui en refuser l'accès.

Sollicitée, la municipalité à majorité de gauche, s'étant également dérobée, le président du Front national a expliqué qu'il renouait à une réunion en plein air pour ne pas « donner aux révolutionnaires et aux tribuns l'occasion de faire couler le sang qu'ils recherchent depuis de nombreux mois ». De leur côté, quelques personnes, selon les organisateurs, avaient manifesté sans incident dans les rues du Havre à l'appel de diverses associations et partis politiques dont le MRAP, la LCR, le PSU, le Mouvement de la Paix et l'Association des musulmans et arabes du Havre.

● SOMME : Ne pas confondre RPR et RPR. — Le tribunal de grande instance d'Amiens (Somme) a ordonné, mardi 26 janvier, à un candidat de faire disparaître, dans les quarante-huit heures, ses tracts et ses affiches, qui portent le sigle « RPR ». M. Yves Dupille, conseiller municipal d'Amiens, auquel les accords nationaux entre le RPR et l'UDF ont préféré M. Jean Bouly (UDF) comme candidat « commun » des deux partis a en effet refusé de s'effacer, et se présente dans le canton d'Amiens-Nord en initiant ses affiches et ses tracts « Rassemblement Pour Réussir ».

Le tribunal a estimé que la similitude des sigles risque d'introduire « une confusion dans l'esprit des électeurs », et qu'elle crée « un trouble illicite ».

● Un débat sur le terrorisme. — Le Cercle Bernard Lazare organise, le jeudi 28 février, à 20 h 15, un débat sur le terrorisme, auquel doivent participer deux invités de la revue Esprit, MM. Jean-Yves Guérin et Olivier Mongin, ainsi que MM. Dominique Mols, de l'Institut français des relations internationales, Michel Wieworka, de l'École des hautes études en sciences sociales, et notre collaborateur Paul Belta (10, rue Saint-Claude, Paris 3^e).

IL Y A ENCORE DES COMMUNISTES A GAUCHE.

NOUS SOMMES heureux de vous l'annoncer : des communistes tout ce qu'il y a de plus communistes préfèrent la gauche et l'union : c'est nous !

Nous sommes des eurocommunistes, nous restons fidèles à notre engagement. La dérive de la machine communiste ne nous a pas abattus ; nous ne sommes pas blasés, nous savons que la gauche a besoin du peuple communiste... Nous vous proposons d'intervenir.

Les choses sont claires : un retour de la droite aux affaires signifierait la régression absolue ; aucun égoïsme d'appareil ne peut justifier cette catastrophe. Nous pensons d'abord à l'intérêt de notre pays, de ses travailleurs, de son peuple... Nous travaillons pour la gauche, pour sa victoire, pour le socialisme.

Tous, nous avons milité dans le PCF. Anciens dirigeants nous avons

crû en son rôle historique, pensé qu'il pouvait devenir démocrate et unitaire... Nous avons avalé pas mal de boias à cause de cette croyance ; il nous a fallu changer pour rester nous-mêmes. Le 25^e Congrès vient (encore) de le confirmer : le Parti communiste a déserté le camp de la gauche. Il n'a plus qu'une seule ambition : tenir en devenant « minorité de blocage ». Si par malheur il entraînait les électeurs communistes dans cette voie, quel super-bonus offert à Chirac, Giscard, Barre et même Le Pen !...

La gauche et le pouvoir de gauche ne sont pas des mots creux, ni des objets de musée. La gauche ça marche. Dans une situation difficile elle se bat, cherche, innove pour que la

société française évolue. Nous revendiquons son bilan. Le progrès social et démocratique peut se poursuivre ; il est possible d'améliorer les choses et de corriger les erreurs. Nous voulons que la gauche garde le pouvoir. Nous sommes solidaires de l'action du président de la République et du gouvernement.

Nous en appelons à tous ceux qui pensent que la place des électeurs communistes est dans la gauche unie : il faut agir vite. Notre choix n'est pas d'adhérer au PS, c'est en communistes que nous voulons intervenir. Aujourd'hui le parti de la gauche c'est le Parti socialiste, il faut qu'il soit le plus fort possible. C'est la clé du succès.

Eurocommunistes, vous voulez être efficaces : regroupez-vous, contactez-nous. Ensemble menons le combat communiste pour le vote socialiste et la victoire en 1986.

Nous soutenons le parti de la gauche. Pour que la gauche gagne en 86.

LES AMIS DE RCH

Cet espace communiste et bien à gauche vous est offert par les Amis de RCH. Aidez-nous. CCP : Anita Chicard 1 266 868 L Paris.

RCH : exclusivement par abonnement. 1 AN : 300 F

RCH (Rencontres communistes hebdo) directeur Henri Fiszbin 19, rue Béranger 75003 Paris — (1) 271.57.50

POLITIQUE

Réforme du mode de scrutin pour 1986 : M. Mitterrand n'est pas pressé

Bien que M. Mitterrand rappelle volontiers, en privé, qu'en raison de sa longue expérience passée de député et « par goût personnel » il est favorable au scrutin majoritaire, « plus pratique et plus confortable » pour les députés, il ne cache pas qu'il est décidé chaque jour davantage à grossir la « goutte » de proportionnelle qu'il veut « instiller » dans le scrutin majoritaire. D'après lui, le maintien du scrutin d'arrondissement n'empêcherait pas l'Assemblée nationale, selon le principe que « lorsqu'on a des voix on a des élus ».

Le test décisif pour M. Mitterrand de la collusion ou même du simple accord tacite entre la droite et l'extrême droite sera fourni par le comportement des candidats au second tour des élections cantonales, le 17 mars.

Si, « ne serait-ce que dans un seul canton », les partis de l'opposition classique contribuent au second tour à faire élire un candidat du Front national, M. Mitterrand considérera qu'il y a accord entre ces deux tendances. Peu importe, de son point de vue, que cet événement soit local et qu'il n'ait pas la caution des chefs de partis au niveau national. Si un tel cas se produit le 17 mars, le président de la

République en déduira qu'il se répètera lors des élections législatives de 1986. Dès lors une coalition se formerait en fait entre l'UDF, le RPR et le Front national pour laquelle le maintien du mode de scrutin majoritaire constituerait le clé de la majorité parlementaire pour l'année prochaine.

La riposte de M. Mitterrand est donc claire dans son esprit : la dose, la « goutte » de proportionnelle, augmentera en fonction du nombre des arrangements réalisés dans l'opposition.

Le chef de l'Etat n'est cependant pas pressé de voir aboutir sa réforme. Si le projet de loi doit effectivement être déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale dès la session de printemps qui s'ouvre le 2 avril prochain, celui-ci pourrait fort bien n'être adopté définitivement qu'à la session d'automne, qui commence le 2 octobre.

Il ne déplairait sans doute pas au chef de l'Etat, après avoir annoncé les grandes lignes de sa réforme onze mois avant le scrutin, de laisser planer l'incertitude sur les détails pendant cinq ou six mois encore afin d'embarrasser l'opposition et de la gêner un peu plus dans la mise au point de sa tactique.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac : le chef de l'Etat fait

« un effort gigantesque » pour favoriser l'extrême droite

L'opposition est de plus en plus fortement irritée que la majorité l'accuse de s'allier en fait, sinon formellement, avec M. Jean-Marie Le Pen. Tous les dirigeants des partis de l'opposition ont affirmé qu'il n'y avait eu qu'un seul accord entre eux et le Front national aucun accord national. M. Raymond Barre lui-même, dont la verve caustique avait toujours évité l'injure, s'est laissé aller à traiter M. Le Pen de « grande gueule », ce qui lui a d'ailleurs valu d'être qualifié de « gros potapouf ». Dimanche encore, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jean-François Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, a refusé le reproche de la gauche.

L'agacement de M. Chirac devant ces attaques (le Monde des 15 et 22 février) s'est transformé en véritable indignation au cours du déjeuner de l'Association de la presse municipale de Paris dont il était l'hôte mardi 26 février. Après avoir réaffirmé avec force qu'il ne concluait « aucune alliance » avec l'extrême droite, même pas au niveau local », il a laissé percer une colère mal contenue en lançant : « Je dis clairement à M. Mitterrand que je recommandais à beaucoup de gens le droit de faire un procès au RPR et à l'UDF si ces derniers acceptaient un compromis avec

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Pisani dénie à M. Ukeiwé la « faculté » d'organiser son propre référendum

Commentant la proposition faite la veille par le député RPR du territoire, M. Jacques Lafleur, et reprise aussitôt par le président du gouvernement du territoire, M. Dick Ukeiwé, d'organiser dès le printemps une consultation référendaire sur le contre-projet opposé par ce dernier à son propre plan, M. Edgard Pisani a notamment déclaré, mercredi 27 février : « M. Ukeiwé n'a pas faculté d'organiser ce référendum car c'est un acte politique et le gouvernement territorial qu'il préside est un gouvernement administratif. Par ailleurs, il faudrait être sûr que tous les maires et communes du territoire soient d'accord pour cette consultation. Si c'est seulement pour consulter Nouméa ce n'est pas la peine. »

M. Pisani a ajouté : « M. Ukeiwé est très imprudent. A supposer que toutes les communes organisent cette consultation, si une majorité de l'ensemble des Calédoniens se prononçait pour le maintien dans la République et si une majorité des Calédoniens se prononçait contre, en quoi, cela ferait-il avancer la solution ? »

M. Pisani s'est également interrogé : « Je me demande quel est le vrai Dick Ukeiwé. Est-ce celui que j'ai rencontré il y a quelques semaines, humain, ouvert au dialogue ou alors celui qui, tel un automate, vocifère, gesticule comme il semble le faire maintenant ? M. Ukeiwé peut inventer des trucs, moi je me réfère au droit de cette République qu'il prétend défendre. »

Interrogé sur le fait de savoir si l'on approchait d'une solution, le député du gouvernement a répondu : « Tous les jours d'un pas. Quelquefois deux, parfois on fait pas un pas. Mais l'important c'est la volonté d'avancer, d'accomplir mon devoir vis-à-vis de l'Etat qui m'a confié une mission et aussi vis-à-vis des populations qu'on ne peut pas laisser dans l'incertitude. »

La consultation

aurait lieu en septembre

Le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, M. Georges Lemaitre, qui ne s'était pas prononcé sur le projet de consultation, en Nouvelle-Calédonie, depuis la nomination de M. Pisani au poste de président du territoire, a déclaré, mercredi 27 février, à RTL, que le projet de consultation préparé par le gouvernement ne pourrait sans doute pas être garanti en l'état de sécurité au sein du territoire. « Chaque fois qu'on a des élections, on a des élections », a-t-il déclaré. « Ce qui est sûr, c'est que si on a une consultation, elle aura lieu en septembre. »

Pour sa part, le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Pierre Desbats, a vivement critiqué les propos tenus la veille par le député RPR aux DOM-TOM, M. Edgard Pisani, député de la Nouvelle-Calédonie, lors de son passage à l'encontre de M. Pisani (le Monde du 27 février). « Ce projet de consultation n'est qu'un coup de parti », a-t-il estimé. Provenant de surcroît d'un parlementaire qui entend se situer dans la pensée gaulliste, il ne peut que discréditer la direction politique du RPR. C'est un réel-

Le président de la République annonce une « surprise »

(Suite de la première page.)

Il s'agit de souligner que le phénomène Le Pen n'est pas apparu le 10 mai 1981 ni même aux élections cantonales de mars 1982. La droite classique en a semé les germes lors des élections municipales de 1983 en menant campagne sur des ingrédients — immigration, insécurité — qui ont assuré l'existence du Front national aux élections européennes de juin 1984.

Quant à la proportionnelle, les socialistes peuvent faire valoir à bon droit qu'ils y sont favorables depuis belle lurette et qu'ils n'ont pas toujours été aussi isolés qu'aujourd'hui. Le déroulement des élections cantonales et leurs résultats leur permettront, espérent-ils, de démontrer que

le scrutin majoritaire contraindrait la droite à tenir compte de l'extrême droite, à intégrer ses thèmes et à négocier localement avec ses candidats, alors que la proportionnelle évite, pendant la campagne, ce type d'inconvénient. Des experts du PS estiment, sur la base des résultats obtenus par l'extrême droite aux élections européennes, que le Front national serait en mesure d'être présent dans une douzaine de circonscriptions au deuxième tour des législatives de 1986 organisées au scrutin majoritaire.

M. Mitterrand, du moins, fonde quelques espoirs sur la démonstration. On comprend, raison, elle lors, que le chef de l'Etat ne se presse pas

de décider quel système électoral convient de mettre en œuvre en 1986. D'autant que la nature de ce système est déterminante compte tenu de l'union de la gauche — lorsqu'il s'agit d'apprécier si M. Mitterrand pourra ou non continuer de gouverner, après 1986, sans majorité de gauche.

Il est vrai que le débat sur l'extrême droite, comme le remarquent les communistes et l'opposition de droite, permet d'oublier un peu la rigueur économique et le chômage. Mais il ne les efface pas, pas plus qu'il n'efface le problème de l'immigration et de la délinquance. Pour M. Mitterrand et les socialistes, ce sont là les vrais dossiers politiques, les plus dangereux pour le pouvoir.

Le moment paraît donc propice à une réflexion sur les « bêtises » politiques que, par nature, on a tendance à commettre, un peu la marge de manœuvre du président de la République. La semaine dernière, M. Fabius avait été le trouble dans les rangs de l'opposition en annonçant par surprise que les élections

régionales auraient lieu en 1986 le même jour que les élections législatives au suffrage universel et au scrutin proportionnel.

D'autre part, le président de la République a demandé à ses collaborateurs de travailler sur l'idée d'un référendum, procédure qu'il n'emend pas l'absence de « référendum ». Sur quel sujet ? Le recensement du mandat présidentiel ? L'Europe ? On en parle beaucoup mais le président fâché que constitue le référendum organisé par Georges Pompidou en 1972 sur l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne, et qui, par déshonneur et par peur, avait conduit les électeurs, s'était soldé par un demi-échec.

Mais la petite phrase prononcée, mardi, par M. Mitterrand sur la « surprise » qu'il réserve à propos de l'Europe peut ouvrir bien des hypothèses. Cependant, la draine d'application du référendum, est l'Europe ? On n'a jamais vu un chef d'Etat annoncer une telle consultation plusieurs mois à l'avance.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

de l'introduction éventuelle de la proportionnelle, « car, avec le maintien de l'actuel mode de scrutin, le système national tendrait en fait à se transformer en système à deux tours, ce qui est contraire à l'esprit de la Constitution », qu'il a évalués à plus de cent cinquante.

« Coup de feu contre une permanence de l'UDF. — Mardi 26 février à 3 heures du matin, cinq coups de feu ont été tirés contre la façade de la permanence de l'Union démocratique bretonne, à Rennes, depuis le pont de la République. Les coups de feu ont été tirés par sept appels anonymes injurieux. Une plainte a été déposée et les enquêteurs ont retrouvé des balles de calibre 38. Pour l'UDF, il s'agit d'une proposition des éléments les plus extrémistes de la droite française. »

« L'UDF appelle tous les délégués à s'opposer de la façon la plus ferme à la montée d'idées mesquines et à la dégradation de la démocratie. »

« M. Charzat et les risques du scrutin majoritaire. — M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS, a estimé, lundi 25 février, que « le Front national risque de détenir le clé de la majorité au Palais-Bourbon » en 1986, si le scrutin majoritaire est maintenu. Pour M. Charzat, « la droite devrait révaluer l'examen critique qu'elle fait

Propos et débats

M. Labbé : un pion de l'opposition

Après la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, son président, M. Claude Labbé, a estimé que les thèses de son parti sont « radicalement opposées » à celles de M. Raymond Barre. Il a expliqué que « le redressement économique doit être engagé dès 1986 dans l'hypothèse d'une large victoire de l'opposition (...) Une bataille de ce genre se gagne dans les trois ou six mois, ensuite c'est impossible (...) Car, les grands équilibres doivent être rétablis, mais dans la durée. Dans l'immédiat, il faudra décider très clairement et autoritairement une baisse des prélèvements obligatoires. Assurant qu'il ne poursuit pas « un combat contre M. Barre », qu'il considère comme « un pion de l'opposition », M. Labbé a estimé : « Il est impensable que nous ayons ce débat avant de gouverner... M. Barre préfère exposer ses thèses devant des salles plutôt que de participer à des rencontres où nous pourrions nous mettre sur la table les uns des autres. »

M. Léotard (RP) : un processus de cohérence

« Le pouvoir est devenu beaucoup plus intelligent et il se lance dans un processus de cohérence », a noté M. François Léotard, mardi 26 février à Cherbourg (Calvados). Le secrétaire général du Parti républicain a estimé que « le pouvoir a trouvé un rythme de marche avec le Front national qui permet de ne pas parler des problèmes essentiels, que sont le chômage et les réalités économiques (...). Pour la première fois depuis 1982, la majorité présidentielle peut enfin respirer un peu avant d'engager la bataille des législatives. »

M. Marchais : enfant de la crise

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas né de rien, a expliqué M. Georges Marchais, qui était mardi 26 février à Montargis (Loiret). « La droite prétend aujourd'hui que la montée de l'extrême droite date de 1981 : c'est faux », a affirmé le secrétaire général du PCF avant d'estimer : « C'est à partir de 1982-1983 que ce phénomène a commencé à se manifester, c'est-à-dire au fur et à mesure que le gouvernement, à l'époque dirigé par M. Pierre Mauroy, a réorienté sa politique dans le sens de l'austérité et que la crise s'est aggravée. Selon M. Marchais, M. Le Pen est « l'enfant de la crise. »

M. Delanoë (PS) : de Gaulle s'était-il prostitué ?

Pour M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat du PS, c'est M. Jacques Chirac qui a commencé « par l'idéologie, à faire le lit de l'extrême droite ». Après avoir observé que « ce sont ses amis qui passent des alliances avec elle et en même temps lui donnent un soutien idéologique », M. Delanoë a répondu, mardi 26 février à Tours, aux questions posées par le président du RPR, de « prostitution » des socialistes avec les communistes : « Avant de discréditer M. Mitterrand, regardez, sur le fond même, comment vous vous comportez, vous et vos amis ? (...) Quelle curieuse idée de la démocratie que de considérer qu'une alliance est une prostitution. De Gaulle s'est-il prostitué lorsqu'il a pris des ministres communistes dans son gouvernement ? », a-t-il déclaré.

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
JEUNESSE : 12 ans, 13 ans, 14 ans, 15 ans, 16 ans, 17 ans, 18 ans, 19 ans, 20 ans, 21 ans, 22 ans, 23 ans, 24 ans, 25 ans, 26 ans, 27 ans, 28 ans, 29 ans, 30 ans, 31 ans, 32 ans, 33 ans, 34 ans, 35 ans, 36 ans, 37 ans, 38 ans, 39 ans, 40 ans, 41 ans, 42 ans, 43 ans, 44 ans, 45 ans, 46 ans, 47 ans, 48 ans, 49 ans, 50 ans, 51 ans, 52 ans, 53 ans, 54 ans, 55 ans, 56 ans, 57 ans, 58 ans, 59 ans, 60 ans, 61 ans, 62 ans, 63 ans, 64 ans, 65 ans, 66 ans, 67 ans, 68 ans, 69 ans, 70 ans, 71 ans, 72 ans, 73 ans, 74 ans, 75 ans, 76 ans, 77 ans, 78 ans, 79 ans, 80 ans, 81 ans, 82 ans, 83 ans, 84 ans, 85 ans, 86 ans, 87 ans, 88 ans, 89 ans, 90 ans, 91 ans, 92 ans, 93 ans, 94 ans, 95 ans, 96 ans, 97 ans, 98 ans, 99 ans, 100 ans.

A ses lecteurs qui vivent hors de France
Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
Il y a toujours une sélection de l'actualité internationale, économique et culturelle pour tous les lecteurs.

RAYMOND TRIBOULET
signera son livre
« UN GAULLISTE DE LA IV^{ème} »
paru aux ÉDITIONS PLEX
le jeudi 28 FÉVRIER
de 17 heures à 19 heures
à la librairie JULIARD
229, bd St-Germain Paris 7^e
(métro Soléinne)
Tél. : 705.10.24

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE
L'AGRICULTURE : CONSOMMER MOINS D'ÉNERGIE POUR EN PRODUIRE PLUS
■ Une interview de Louis Perrin, président des chambres d'agriculture
■ 60 carburants l'année des choix
MARDI 5 MARS DANS « LE MONDE » DATE 6
GÉOTHERMIE : LA CROISÉE DES CHEMINS
■ Une tribune de Jean-Claude Vialon, président du Groupement des entreprises du pétrole, du gaz et de la géothermie

مكتبة العصر

société

LES ACCUSÉS DE L'ATTENTAT D'ORLY AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

La version turque du génocide arménien

Le procès des accusés de l'attentat d'Orly a changé brusquement de registre, mardi 26 février. On en a donc, ou presque, fini avec le dossier judiciaire proprement dit, et l'on est passé sans transition au dossier historique, c'est-à-dire à l'examen des massacres des Arméniens en 1915. Mais, cette fois, ce n'était pas sur l'initiative de la défense, comme ce fut le cas dans la plupart des précédents procès d'Arméniens, quand le sujet a été mis sur le tapis. Ce sont les avocats des victimes turques et de la Turkish Airlines, parties civiles, qui avaient décidé de l'aborder alors qu'il n'avait pratiquement pas été évoqué par les accusés.

Du même coup, ce sont cette fois des témoins turcs, professeurs de droit ou d'histoire, qui sont venus présenter leur thèse. Elle est simple. Elle consiste essentiellement à récuser le terme de génocide. M. Mümtaz Soysal, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Ankara, s'est déclaré « surpris par la facilité, l'aisance et la légèreté avec lesquelles ce mot est utilisé aujourd'hui, tant par les Arméniens que par ceux qui se font l'écho de leur position ».

devoir des dirigeants d'un Etat menacé.

Vint la première guerre mondiale. D'un côté, la France, la Grande-Bretagne et la Russie. De l'autre, l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. Pour ce dernier, il s'agissait, en 1915, de faire face sur deux fronts, le front occidental des Balkans du côté des Alliés et le front oriental où les armées du tsar se faisaient pressantes. Or, pour les Russes, les Arméniens de la partie orientale de l'Anatolie apparurent comme une minorité facile à manipuler. De leur côté, ces Arméniens voyaient là l'occasion de réaffirmer leur nationalisme avec des espérances de succès. Mais dès lors qu'ils agissaient contre la Turquie, celle-ci n'était-elle pas en droit de les neutraliser, comme le ferait n'importe quel Etat en danger ?

Selon M. Soysal, ce fut donc le point de départ d'une tragédie humaine et mutuelle, car si les Arméniens eurent à en souffrir, les Turcs ne furent pas non plus épargnés dans ces sanglantes confrontations.

« Transporter et non déporter »

C'est pourquoi, en 1915, la décision fut prise de « transporter et non de déporter, car ils ne sortirent pas des frontières de l'Empire ottoman, les Arméniens de l'Anatolie orientale rebelles à la patrie ». Les conséquences, certes, furent tragiques. M. Soysal en convient, mais la mesure ne visait pas tous les Arméniens. La preuve en est que les fonctionnaires, les ambassadeurs et même des ministres arméniens restèrent en poste. S'il est bien vrai que le transfert de populations jusqu'à la Mésopotamie, à travers des terres hostiles et sous des climats brûlants, causa beaucoup de morts, engendra beaucoup d'orphelins, cela tenait aux dures conditions d'un Etat en train d'agoniser et que ravagèrent les famines et les épidémies. Qu'il y ait eu des massacres, M. Soysal ne le nie pas davantage, mais, dit-il, « ils furent réciproques, et aux accusations que l'on porte contre les Turcs je pourrais en apporter tout autant qui accablent les Arméniens ». Le professeur d'Ankara estime de

surcroît que « la première guerre mondiale terminée, les Alliés, lorsqu'ils voulurent tenter des procès contre les Turcs à raison de ces transports, ne purent les mener à bien car ils ne disposaient d'aucune preuve de la volonté d'extermination d'un peuple ».

Il soutient qu'aujourd'hui la question arménienne ne devrait plus se poser. Elle a été réglée définitivement, selon lui, par le traité de Lausanne de 1923. Les Arméniens peuvent vivre en Turquie. La Turquie est une République militaire. Son territoire est accueillant à toutes les minorités. Elles y sont assurées de garanties et peuvent y affirmer en toute tranquillité leur culture et leur identité. Ainsi, pour lui, le choix du terrorisme est « un choix trop facile ». Telle est donc la version turque de la question arménienne.

Figuration pour la défense

Maître Jacques Vergès, l'avocat de Varoujan Garbidian, a jugé « d'un cynisme jamais encore exprimé de cette façon cette manière de reconnaître, en fait, un million cinq cent mille assassinats et deux cent mille viols en proclamant que le bourreau avait été, lui aussi, victime ». Après cela, la défense s'est contentée de faire ostensiblement de la figuration.

Pour le reste, il est à retenir que M. Vergès a fait savoir, au nom de cette défense tout entière, que celle-ci renonçait à ses conclusions tendant à ce que M. Baklouty, ancien sous-directeur de la DST, soit tenu de préciser à la cour comment il avait obtenu les renseignements qui permirent les arrestations après l'attentat d'Orly, comme elle renonce aussi à l'audition des autres témoins auxquels elle paraissait tellement tenir le semaine dernière, à l'exception toutefois de celles de MM. Gaston Defferre et Joseph Franceschi dont le président Saurail n'a toujours pas fait savoir s'il les estime utiles. Pour M. Vergès, la défense aurait maintenant tous les éléments nécessaires pour convaincre sans difficulté le jury de ses thèses. C'est que les desseins de M. Vergès sont impénétrables ou, du moins, que tout est fait pour qu'ils le paraissent.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

A LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

M. Bernard Patault, préfet de police de Marseille a été condamné pour propagation de fausses nouvelles entre les deux tours des élections municipales de 1983

M. Bernard Patault, préfet délégué pour la police de Marseille, a été condamné, le mardi 26 février, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à 10 000 F d'amende pour avoir enfreint l'article 463 du code pénal : la cour qui jugeait ce haut fonctionnaire — après l'arrêt de la Cour de cassation du 6 décembre 1984 renvoyant l'affaire devant elle — a déclaré « Bernard Patault coupable d'avoir, par ses déclarations du 9 mars et de 10 mars 1983 sciemment et avec dessein, voulu combattre les listes menées par Jean-Claude Gaudin à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux, surpris ou détournés des suffrages lors des élections municipales de Marseille du 13 mars 1983 ».

Le préfet de police a été, en outre, condamné à verser un franc à titre de dommages-intérêts à M. Jean-Claude Gaudin et à ses colistiers MM. Jean Roatta et Roland Blum, qui avaient saisi la justice, en se référant à l'article L 97 du code électoral qui réprime « ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses auront surpris ou détourné des suffrages ou déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir ».

Le tribunal correctionnel de Marseille, qui avait été saisi, s'était déclaré incompétent le 12 août 1983.

L'affaire a son origine dans une série de déclarations de M. Patault, publiées dans la presse locale et nationale, à la suite de l'explosion, dans la nuit du 8 mars 1983, d'une bombe placée à bord d'une voiture stationnée rue Dragon, toute proche de la rue Breteuil, où se trouve la grande synagogue. L'explosion avait tué les deux hommes qui manipulaient l'engin.

De notre correspondant

La campagne électorale pour les élections municipales battait alors son plein, dans un climat extrêmement tendu, à la veille d'un second tour qui s'annonçait particulièrement serré entre les listes de la majorité conduites par M. Gaston Defferre et celles de l'opposition groupées autour de M. Jean-Claude Gaudin. Le 9 mars, alors que l'enquête débute, M. Patault, répondant à une interview téléphonique, déclarait : « Nous suivons une piste politique et raciste. Les gens qui ont monté cette affaire étaient en relations relativement étroites avec des politiciens de droite dans le Vaucluse et à Marseille ».

Le jour même, M. Patault indiquait : « Il est faux de dire qu'il n'y a pas d'arrière-fond politique dans cette affaire. Plusieurs éléments nouveaux, que nous avons recueillis, confirment que c'était bien la synagogue qui était visée ».

« Déclarations litigieuses »

Dans une déclaration téléphonique au Monde, le préfet de police ajoutait : « Les gens interpellés ou recherchés évoluent dans les milieux de droite » et il précisait : « Ce ne serait pas tant le RPR, mais plutôt l'UDF » (le Monde du 11 mars 1984). A l'audience du 24 janvier dernier, devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, M. Patault n'a pas contesté les termes de ses différentes déclarations.

Or si l'identité des deux hommes tués par la bombe, Daniel Scotti et Johnny Chicin, orientait l'enquête vers un établissement marseillais où ils avaient leurs habitudes et rencontraient un certain Marc Monge déjà condamné — dans la voiture duquel les policiers découvrirent à Carpentras (Vaucluse) des affiches électorales de M. Gaudin — il ne fut jamais établi que les trois hommes

aient collé des affiches pour les listes d'opposition. Pas plus qu'il n'a été prouvé par l'enquête que la synagogue était visée par les manipulateurs de la bombe.

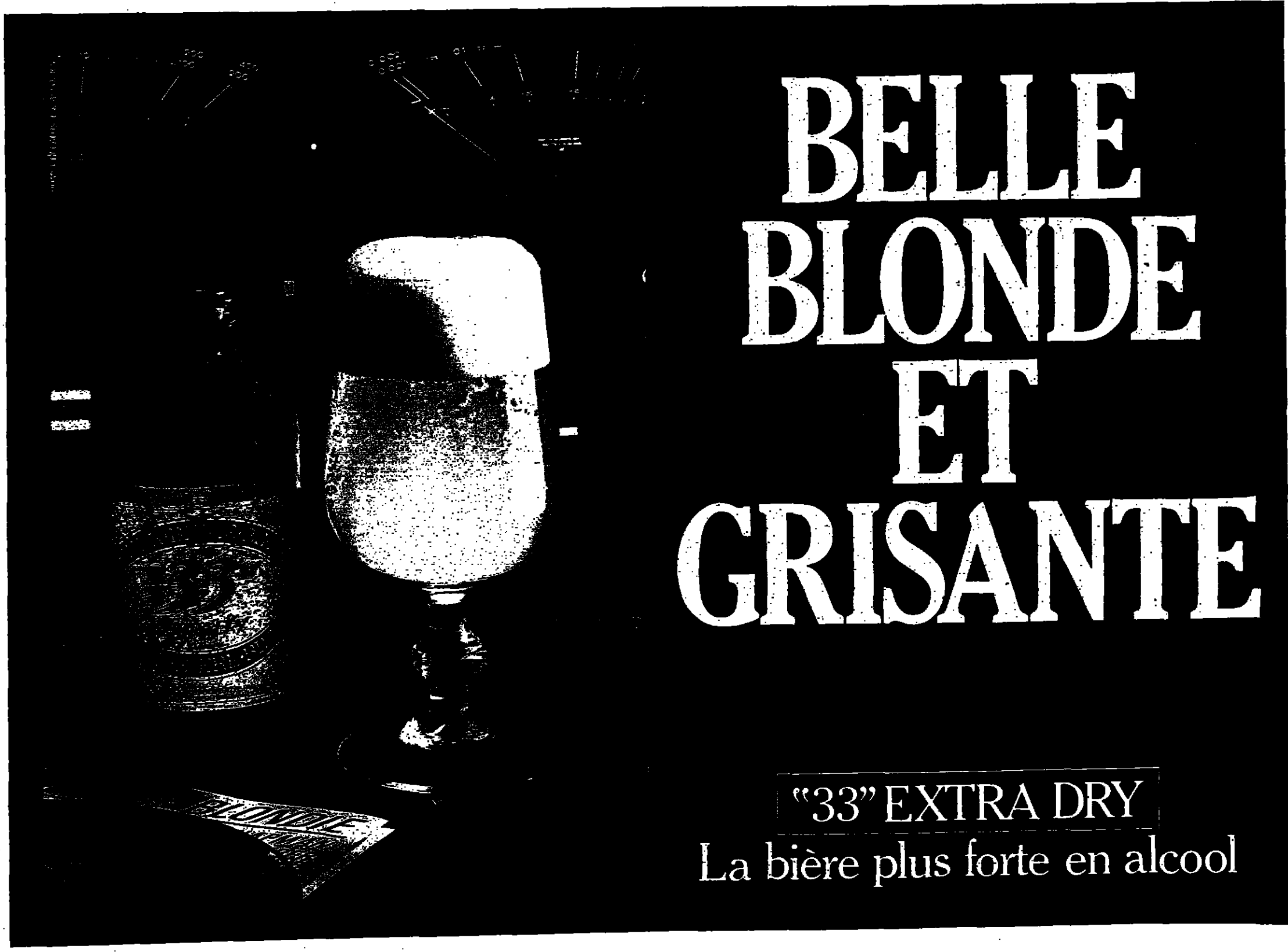
La cour d'appel souligne « que le préfet, commissaire de la République délégué pour la police, a tenu ses déclarations litigieuses entre les deux tours des élections municipales de Marseille très disputées (...) » et que, « dès lors, Bernard Patault devait respecter plus strictement l'obligation de réserve qui s'impose à tout fonctionnaire et, plus spécialement, au plus haut fonctionnaire de police du département ».

De plus, ajoute la cour, « depuis le 8 mars 1983, une information judiciaire était ouverte, et ainsi M. Patault a méconnu l'article C 24 du code de procédure pénale, selon lequel seul le procureur de la République peut fournir à la presse un communiqué écrit concernant des faits ayant motivé la poursuite ». Un des attendus précise encore que, en agissant comme il l'a fait, M. Patault « portait atteinte à l'honneur de M. Jean-Claude Gaudin » politiquement de droite — en l'accusant d'entretenir des relations relativement étroites avec des individus détenteurs d'explosifs ».

De son côté, M. Gaudin s'est déclaré « entièrement satisfait » par le jugement. « Je ne poursuivais pas de vengeance personnelle », a-t-il affirmé, mais je voulais que la justice soit rendue aux cent soixante-dix-neuf mille Marseillais et Marseillais qui m'ont fait confiance lors des municipales. Il était profondément scandaleux et inacceptable que, par ses déclarations orientées et profitant de sa fonction, le préfet de police ait pu influencer le scrutin. Cela était grave pour la démocratie. Aussi, par cette action, j'ai voulu que personne ne puisse se placer au-dessus des lois de la République (...). M. Patault, condamné, c'est M. Defferre désavoué ».

BELLE BLONDE ET GRISANTE

“33” EXTRA DRY
La bière plus forte en alcool



NOUVELLE CALÉDONIE
nie à M. Ukeiwe
» d'organiser
e référendum

SE L'ENERGIE
LE MOINS D'ENERGIE
POUR PRODUIRE PLUS
AGARDS 1983
DANS LE MOIS
DES CHEMINS
de Jean-Claude Lathière
compromettant des entreprises
par et de la géothermie

JUSTICE

Le voleur volé

Alors qu'il était parvenu à soustraire 20 millions de francs au Banco de Bilbao, M. Jean Saudry, trente-huit ans, cadre au siège parisien de cet établissement, 29, avenue de l'Opéra, s'est constitué prisonnier lundi 25 février, après avoir été lui-même escroqué de 8 millions de francs.

M. Saudry était très normalement parti en vacances de Noël mais, au lieu de rentrer après sa période de congés, il téléphona à la direction de la banque pour se vanter d'avoir détourné à son profit 20 millions de francs; en outre, il conseillait de ne pas prévenir la police afin d'éviter qu'il ne fasse des «révélations» sur de prétendues malversations commises à l'intérieur de la banque. L'argument fut sans effet, car la direction déposa immédiatement une plainte, et le 21 janvier dernier, une information était ouverte par le parquet de Paris chez M. Jean Cambos, juge d'instruction, pour escroquerie et chantage.

Les recherches effectuées dans la banque permirent d'établir que M. Saudry avait, le 3 décembre 1984, par un jeu d'écritures, transféré l'argent du compte d'une société italienne à un compte ouvert en Suisse au nom de Bionès. La brigade financière se rendant à Genève apprenait que M. Saudry avait retiré

17 millions de francs pour les verser sur un autre compte suisse, ouvert au nom de M. Azei Lopez Valdez, un Basque espagnol travaillant en France comme recteur. L'enquête devait révéler que M. Saudry avait connu M. Valdez par l'intermédiaire d'un employé du Banco de Bilbao, M. Augustino Honorado Alvarez, quarante-deux ans, également Basque espagnol. L'affaire semblait prendre un aspect politique, mais, après leur interpellation, les deux hommes ont avoué aux policiers que M. Saudry avait seulement voulu se venger de sa direction qui lui avait refusé une promotion.

Le 15 février, M. Valdez était placé sous mandat de dépôt, alors que M. Alvarez était laissé en liberté sous contrôle judiciaire, et des avis de recherche étaient lancés contre le cadre indélicat. Mais, lundi, M. Saudry s'est livré lui-même, accompagné de son avocat, M. Emmanuel Trink, en déclarant qu'il était désormais ruiné. Il a expliqué qu'il avait remis 8 millions de francs à un homme d'affaires américain qui lui avait proposé de lui faire passer cet argent en Amérique du Sud, puis avait disparu sans laisser d'adresse. M. Jean Saudry a été écroué, sous l'inculpation d'escroquerie et chantage.

M. P.

Erreur de flacon pour Klaus Barbie ?

Klaus Barbie, incarcéré à la prison Saint-Joseph de Lyon depuis plus de deux ans, a été victime, mardi 26 février, d'une erreur dans l'administration de certains de ses médicaments quotidiens, sans conséquence pour sa santé. L'ancien chef de la Gestapo de Lyon, qui a eu une attaque cérébrale en Bolivie, puis une hernie étranglée depuis son emprisonnement à Lyon, est âgé de soixante-deux ans et suit divers traitements médicaux.

Mardi matin, un gardien devait lui apporter un nouveau flacon d'un produit à base de paraffine, destiné à favoriser le transit intestinal, qu'il ingurgite selon sa volonté. C'est en prenant ce remède que Klaus Barbie

a ressenti des sensations de brûlure dans la bouche et a immédiatement craché. En fait, il semble qu'il y ait eu une erreur dans le choix du flacon, le produit donné étant à base de soude et ayant un goût immédiatement répulsif.

Bien que l'on paraisse convaincu qu'il s'agit d'une erreur excluant la malveillance, l'administration pénitentiaire prend au sérieux cette affaire. Un médecin s'est rapidement rendu dans la cellule de Barbie et, après l'avoir examiné, n'a pas jugé utile de le transférer à l'infirmerie de la prison. Une enquête a immédiatement été ouverte par le parquet de Lyon et prévoit une expertise du produit incriminé.

CATASTROPHES

Les obsèques des mineurs tués dans la mine de Forbach auront lieu vendredi

C'est seulement le mardi 26 février en fin de journée que les sauveteurs ont pu dégager et remonter à la surface les corps des trois dernières victimes de la catastrophe du «siège Simon», à Forbach (Moselle), qui a coûté la vie à vingt-deux mineurs, le lundi 25 février. Les obsèques seront célébrées au foyer Kreuzberg, à Forbach, le vendredi 1er mars. Jusque-là, les vingt-deux cercueils resteront exposés dans la chapelle ardente aménagée à la Maison d'œuvre de Strirring-Wendel.

Alors que la CGT a appelé à une grève de vingt-quatre heures le jour des obsèques (*Le Monde* du

27 février), la CGC a demandé à ses adhérents d'observer «une journée de deuil», tandis que la CFDT appelait à «une journée de recueillement» et la CFDT à un arrêt de travail d'une heure.

Pour ce qui concerne l'enquête, MM. Michel Turpin et Jean-François Raffoux, respectivement directeur du centre de recherches et chef du département technique de Charbonnages de France, ont indiqué qu'il ne sera pas possible de déterminer les causes exactes tant que le lieu de l'explosion n'aura pas été localisé et que les informations enregistrées par le téléviseur n'auront pas été analysées.

Une moyenne d'âge moins élevée que dans les autres bassins

Dans le paysage charbonnier français, la Lorraine constitue une exception. Bénéficiant de conditions géologiques moins défavorables qu'ailleurs, permettant une exploitation moderne, mécanisée, ainsi que des conditions de travail relativement moins pénibles, c'est le seul bassin charbonnier, avec la Provence, qui soit promis à un avenir à moyen terme. C'est aussi celui qui compte le plus de jeunes et où l'embauche de travailleurs immigrés a été relativement limitée.

La moyenne d'âge est la moins élevée de France : trente-trois ans pour les ouvriers du fond, contre près de trente-six ans pour l'ensemble du pays. L'embauche, bien qu'en constante diminution, s'est maintenue depuis dix ans, avec une pointe en 1982 due au projet de «relance» charbonnière du gouvernement de M. Mauroy, compensant en partie les départs en retraite (à cinquante ans) ou en préretraite.

L'an dernier, trois cents jeunes sortant des lycées spécialisés ont été ainsi embauchés. Cette année, toutefois, l'embauche a été totalement bloquée, les postes à pourvoir devant faire l'objet de mutations d'un bassin à l'autre. Les houillères du bassin de Lorraine constituent certes, grâce à leur productivité, nettement supérieure à la moyenne française, le principal «point d'ancrage» de la production de charbon en France d'ici dix ans. Reste que la production sera, comme partout ailleurs, réduite, et que les effectifs diminueront, plusieurs installations — puits de Sainte-Fontaine, une cokerie, une centrale thermique — devant être fermées en 1985 et 1986.

La Lorraine est également l'un des bassins où la proportion de travailleurs immigrés est la moins forte : trois mille deux cents cinquante-six immigrés sur un total de quinze mille sept cent trente-huit mineurs de fond, soit 20,6 % contre plus de 26 % en moyenne pour l'ensemble de la France (et près de 30 % dans le Nord-Pas-de-Calais).

Depuis une dizaine d'années, en effet, l'embauche massive de travailleurs étrangers (Marocains pour la plupart) a cessé, les établissements français fournissant l'essentiel des jeunes embauchés, bien que la proportion de ceux qui quittent la mine après quelques mois d'expérience reste très forte : environ un sur deux. Le travail de la mine demeure en effet, même en Lorraine, pénible et — on s'en aperçoit — dangereux.

Les efforts de mécanisation ont certes été relativement poussés dans le bassin, où les couches sont épaisses, bien que profondes (1 250 mètres à Merlebach) et très pentues (plus de 45° d'inclinaison pour un tiers des failles exploitées). Mais ils ont surtout porté sur l'amélioration des rendements, trop souvent aux dépens de la sécurité, selon les syndicats.

La CFDT souligne que les techniques existant, notamment pour réduire le taux d'empoussiérage — à l'origine de la silicose — ou la détection des poches de grisou, sont la plupart du temps mal utilisées. «La rentabilité a primé sur la sécurité», affirme le syndicat; «on a les techniques, mais elles ne sont pas utilisées. L'effort porte uniquement sur l'abaissement et le creusement des puits, pas sur la sécurité».

VÉRONIQUE MAURUS.

RELIGION

DANS UNE LETTRE AUX EVEQUES

Le cardinal Ratzinger exige le retour à un catéchisme national en France

La querelle sur la catéchèse rebondit. Dans une lettre adressée en janvier dernier aux évêques français, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office), exige le retour à un catéchisme national. Il confirme ainsi — malgré les efforts de l'épiscopat pour régler le conflit avec Rome — ce qu'il laissait entendre lors de ses conférences remarquées à Lyon et à Paris en janvier 1983.

Les évêques français avaient minutieusement révisé, en octobre 1984, le recueil de textes bibliques *Pièces vivantes* qui est un des éléments-clés de la catéchèse. Commentant la nouvelle version, le cardinal Ratzinger exprime sa méfiance envers ce recueil, en faisant remarquer que le travail accompli en accord avec la Congrégation du clergé à Rome, ne constitue pas pour autant l'approbation préalable prévue par le code de droit canonique (1). Il regrette vivement que la requête de sa congrégation pour une présentation des textes bibliques selon l'ordre classique, admise pour l'Ancien Testament, ne l'ait pas été entièrement pour le Nouveau Testament. Enfin, il exige que la conférence épiscopale française prépare «un catéchisme destiné à tout son territoire», un «texte de base incontesté» au plan national.

Cette exigence, le cardinal Ratzinger souhaite que les évêques en informent publiquement leurs fidèles. Or ce que demande le cardinal s'oppose à l'essence même de la réforme catéchétique telle qu'elle est menée en France depuis vingt ans. En 1967, les évêques français avaient en effet décidé de remplacer le catéchisme unique par un ensemble de textes plus diversifiés. «L'échec des trois catéchismes nationaux français, celui de Napoléon, puis celui de 1937, révisé et réduit en 1947, n'est plus à écrire, constate le Père Georges Duperray, professeur de catéchétique à Lyon (2). (...) D'un commun accord, et après un long travail de recherche, les évêques et les responsables changèrent alors de dispositif catéchétique, abandonnant le texte unique, déserté depuis des années».

Un désaveu

Actuellement, la catéchèse se fait en France, grâce au concours largement bénévole de quelque deux cent vingt mille catéchistes, à partir de «parcours catéchétiques». Ceux-ci varient selon les diocèses après avoir été jugés conformes au «Texte de référence» (guide général pour la catéchèse) voté par la conférence épiscopale à Lourdes en 1979 et agréé par Rome. Ils s'accompagnent de *Pièces vivantes*, recueil de textes privilégiés de la foi, adopté par les évêques en 1980, puis révisé, à la demande de Rome, en 1984. La

deuxième édition est attendue pour la rentrée 1985.

Pourquoi revenir à un catéchisme national? Et, tout d'abord, qu'entend le cardinal Ratzinger par le mot «catéchisme»? Dans sa lettre, il demande aux évêques de préparer un «catéchisme destiné à tout le territoire», appelé aussi «texte de base incontesté». Cela n'est donc ni *Pièces vivantes* ni le «Texte de référence» français, les deux seuls documents nationaux ayant été soumis à Rome.

Mais, à relire la conférence de 1983 du cardinal, on comprend mieux. Il avait déclaré: «Ce fut une première et grave faute de supprimer le catéchisme». Or, à l'époque, il ne parlait à aucun moment d'un catéchisme pour enfants, sous forme de questions-réponses, mais faisait référence au *Catéchisme* du concile de Trente, publié en 1566. Celui-ci était un manuel de théologie destiné aux curés en vue de l'instruction du peuple chrétien dans son ensemble. Le cardinal citait comme exemplaire la structure de ce catéchisme, faite des quatre composantes suivantes: le Symbole des apôtres, les sacrements, le Décalogue, le Notre Père.

La majorité des responsables de la catéchèse en France, à commencer par les évêques, sont opposés au retour à un catéchisme national, pour plusieurs raisons. D'abord, ils rappellent que les quatre éléments

jugés essentiels — Symbole, sacrements, Décalogue, Notre Père — se trouvent dans les «parcours» actuels, qui ont justement été conçus de façon très souple pour permettre une adaptation à l'auditoire, au milieu, à l'âge, etc.

Il s'ensuit ensuite de ce que le modèle proposé soit celui du concile de Trente (1545-1563). Aucune allusion au concile Vatican II, ni au synode de 1977 (consacré à la catéchèse), ni à l'exhortation apostolique de Jean-Paul II *Catechesi tradendae* (1979). Dans ces documents postconciliaires, il n'est pas question d'un catéchisme national. En somme, cette nouvelle exigence de Rome paraît comme un désaveu du renouveau catéchétique français, fondé sur un ressourcement biblique et soutenu par l'épiscopat depuis trente ans.

ALAIN WOODROW.

(1) «Il appartient à la conférence des évêques, à cela paraît utile, de veiller à ce que soient édités des catéchismes pour son territoire, avec l'approbation préalable du Siège apostolique» (Canon 715, art. 2). Autrefois, Pierre Nagouhian ne peut être considéré comme un catéchiste pour le territoire français.

(2) Lire le numéro spécial de *Lumière et Vie* sur la catéchèse (n° 169), particulièrement l'article de Georges Duperray: «Une nouvelle crise de la catéchèse» (2, place Gaillon, 69002 Lyon, 36 F.). Également le dossier du dernier numéro de *Notre histoire*, «Histoire des catéchismes» (30, rue de Miromesnil, 75008 Paris, 20 F.).

Le Grand-Orient de France accuse le Vatican d'avoir un comportement «réactionnaire»

Le Grand-Orient de France, l'obédience maçonnique la plus importante de France (trente-huit mille membres), a publié un communiqué, mardi 26 février, en réaction à la nouvelle mise en garde romaine contre la franc-maçonnerie. Dans ce communiqué, il accuse le Vatican de se comporter «de façon la plus souvent réactionnaire».

La mise en garde avait pris la forme d'un article «autorisé», publié dans *L'Osservatore romano*, la première page le 22 février. Ce texte, non signé, déclarait que «les principes de la franc-maçonnerie et ceux de la foi chrétienne sont fondamentalement inconciliables». Ce texte reprend, pour l'essentiel, la déclaration de la Congrégation pour la doctrine de la foi de novembre 1983, pour rappeler qu'il est interdit aux catholiques de s'inscrire dans les loges maçonniques. Ceux qui y adhèrent «commettent un péché grave, et la communion leur sera refusée».

Si cet article n'apporte rien de nouveau, on s'interroge sur son opportunité, d'autant que le nouveau code de droit canonique ne parle pas explicitement de la franc-maçonnerie. Dans les milieux du Vatican, on assimile cette nouvelle mise en garde à une «riposte» du Saint-Siège à une «campagne d'inspiration maçonnique» critiquant Jean-Paul II pour son «conservatisme».

Dans le communiqué du Grand-Orient, le grand maître, M. Roger Leray, estime qu'il est de son devoir de souligner la totale contradiction d'une Église opposée à elle-même. Au sein du Grand-Orient de France, ajoute-t-il, il y a des catholiques, prêtres le cas échéant, maçons affirmés, s'accommodant des oukases d'un Vatican qui se comporte (...) de façon la plus souvent réactionnaire».

MÉDECINE

Un traitement prometteur d'une forme rare de leucémie grâce à l'interféron purifié

Après avoir été retiré du marché à la suite d'accidents mortels (*Le Monde* du 5 octobre 1983), l'interféron alpha (une substance naturellement synthétisée par l'organisme pour s'opposer aux affections virales) est à nouveau expérimenté. L'équipe du professeur Michel Boiron (hôpital Saint-Louis, Paris) a communiqué, mardi 27 février, les résultats d'un essai thérapeutique sur trente-cinq patients atteints de leucémie à tricholeucocytes traités par interféron alpha purifié, obtenu par génie génétique.

Cette forme rare de leucémie de l'adulte — elle représente environ 2 % de l'ensemble des leucémies — se caractérise par une diminution du nombre des cellules sanguines (globules blancs, plaquettes) et par la présence dans le sang de cellules aux contours irréguliers (on parle de cellules «chevelues»), les tricholeucocytes. Jusqu'à présent, on ne disposait d'aucun traitement réellement efficace.

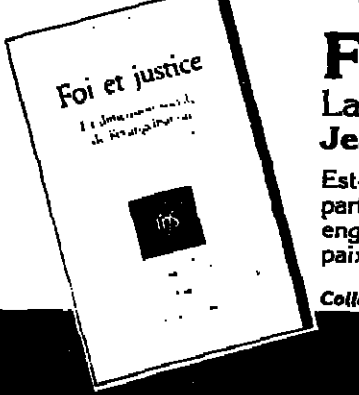
«Le recul est actuellement de quatre à sept mois», nous a déclaré le P. Michel Boiron. «Chez trente-quatre des trente-cinq patients, on a observé une normalisation lente mais continue de la formule sanguine ainsi qu'une diminution du nombre de tricholeucocytes dans le sang. On a observé très peu d'effets secondaires: une fièvre à peu près constante après l'injection, une fatigue, des nausées, quelques réactions allergiques».

Des résultats similaires ont été observés dans le service du P. Guiterman à Houston. «Ces résultats sont très encourageants», reconnaît le P. Boiron. En tout état de cause, cet interféron purifié (1) devra être testé dans d'autres pathologies, en particulier dans le SIDA et chez les greffés de moelle osseuse».

F. N.

(1) Cet interféron purifié est produit par les laboratoires Hoffmann-La Roche et Schering.

Dix ans d'histoire de la Compagnie de Jésus et de l'Eglise par l'ancien assistant général du Père Pedro Arrupe: une saisie de la «politique» des Jésuites.



FOI ET JUSTICE

La dimension sociale de l'évangélisation Jean-Yves CALVEZ

Est-il possible de rester évangélique tout en prenant parti au cœur des combats pour un monde juste: engagements politiques, équilibres économiques, paix internationale, cultures et nationalités.

Collection «CHRISTUS» — 99 F

Chaz votre libraire

DDB DESCLÉE DE BROUWER

EN BREF

■ Un nouveau meurtre à l'actif du GAL. — Grâce à une expertise balistique, les policiers de Bayonne ont acquis la certitude que Christian Olasoaga, un jeune homme originaire de Saint-Jean-de-Luz, a bien été assassiné par le GAL, le 18 novembre 1984 à Briston, près d'Hendaye. En fait, c'était un réfugié basque qui était visé. La méprise explique que les tueurs n'aient pas revendiqué le meurtre.

Mais l'analyse des projectiles extraits du corps de la victime prouve qu'ils ont été tirés par la même arme que, le 8 février 1984 à Hendaye, avait causé la mort des deux réfugiés basques espagnols Angel Gurumendi et Vicente Perena, attentat revendiqué par le GAL. (Corresp.)

■ Attentat à Toulouse avant le meeting de M. Le Pen. — Un attentat a causé des dégâts matériels, mercredi matin 27 février, au Palais des congrès de Toulouse où M. Jean-Marie Le Pen doit tenir un meeting le mardi 5 mars. Une charge explosive avait été placée sur le balcon ceinturant le premier étage du bâtiment. Des inscriptions étaient tracées sur les murs: «Nouméa-Toulouse-Colonne 5», «Le Pen suivi d'une croix gammée», «Toulouse ville accueillante Le Pen... is» (sic). Le 4 juin 1984, une explosion avait déjà détruit la salle des fêtes de la piscine municipale de Toulouse où M. Le Pen devait tenir un meeting. L'attentat avait été revendiqué par un mouvement inconnu jusqu'alors, le SCALP (Section carterisme anti-Le Pen). L'attentat de mercredi a été revendiqué par deux coups de téléphone reçus à 9 h 20 au bureau régional de l'AFP au nom d'un groupe inconnu: «ACD» («Assez déconne») sic.

■ Trois attentats à Marseille. — Trois attentats, qui n'ont pas fait de victime, ont été commis vers 1 heure du matin, mercredi 27 février à Marseille, contre deux agences bancaires et une agence de voyages situées sur la Canebière. Vers 0 h 45, une première charge explosait contre la porte de la Société marseillaise de crédit. Quelques minutes plus tard, deux autres engins éclataient devant une agence de la Société générale, à une cinquantaine de mètres du premier attentat, et un bureau d'Air France, 300 cents mètres plus bas. De faible puissance, les charges n'ont provoqué que de légers dégâts. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués mercredi en début de matinée.

■ Hold-up dans une bijouterie à Paris. — Un hold-up a été commis, mardi 26 février, peu après 10 heures, dans une bijouterie du quartier des Champs-Élysées à Paris. Les deux gangsters armés avaient pris en otage, à la sortie de son domicile, dans le dix-neuvième arrondissement, M. Jacques Uzan, neveu du propriétaire du magasin. Ils ont forcé M. Uzan à ouvrir la bijouterie et se sont emparés de bijoux dont la valeur est estimée à 10 millions de francs. La somme était destinée à payer la pension trimestrielle d'un millier de mineurs retraités.

■ Un acheteur de reins au tiers-monde. — La presse allemande critique vivement le projet d'un homme d'affaires, M. Hajo Harms, qui envisage d'acheter à des «donneurs» vivants du tiers-monde des reins destinés à être greffés, qu'il paierait 300 000 francs pièce. L'Association des médecins allemands qualifie ce projet de criminel et immoral et s'emploie à le faire interdire. Comme les autres pays d'Europe, l'Allemagne fédérale ne dispose pas d'un nombre suffisant d'organes à greffer.

ENCYCLOPEDIE DELMAS pour la vie des affaires

M. et Ch. TAITHE La pratique des SUCCESSIONS

Extrait du sommaire:

- Comment se recueille une succession
- Principes généraux
- Comment se règle une succession
- Organisation de l'indivision
- Comment se déclare une succession
- Bien à déclarer

J. DELMAS & Ch.

1984, 110 p., 204 p., 170 p.

Testaments et donations

Gide, Lohr, Nouv.

1983, 84 p., 170 p., 145 p.

Viagers

M. et Ch. Taithe

1984, 74 p., 240 p., 190 p.

Prix Public TTC au 15.2.85

Chaz votre libraire

سكرا من الامم

Le Monde

... LE MONDE -- Jeudi 28 février 1985 -- Page 11

ARTS ET SPECTACLES

Marivaux - Chéreau

INTRIGUES, MASQUES ET VERTIGES

Il y a eu le Prince travesti à Chaillot, il y a la Double Inconstance à Créteil, il y aura l'Heureux Stratagème à l'Odéon. La Comédie-Française présente le Triomphe de l'amour. Marivaux ne quitte pas la scène. Il retrouve Patrice Chéreau à Nanterre avec la Fausse Suivante.

L'AUTEUR le plus joué au théâtre actuellement est certainement Marivaux — suivi de près par Tchekhov. Jeunes troupes et grandes institutions exercent leurs facultés d'analyses diverses sur son théâtre, qui n'aurait servi qu'à tester aux élèves pour des exercices d'articulation, et sortait peu de la Comédie-Française. Dans la frivolité et les dentelles, on jouait beaucoup le Jeu de l'amour et du hasard, pièce qui semble aujourd'hui oubliée.

Marivaux en son temps n'était pas apprécié, on trouvait son langage beau, mais obscur et précieux. Les précédentes « lectures » se sont faites sous le signe de la lutte des classes et du matérialisme — Marx et Staline des Lumières, même combat. A présent, on explore les zones d'obscurité, les infandres des précieuses, on y cherche le secret de sa connaissance des conflits entre l'individu social et son double enfantin, fait de désirs bruts et d'agressivité. Retour à un théâtre de personnages et de psychologie, comme pour Tchekhov, ou Strindberg que l'on redécouvre également.

Dans le cas de Marivaux, les adolescents sauvages et narcissiques de la Dispute (par Chéreau en 1973), lâchés ensemble après avoir été enfermés sans miroirs, sans se voir ni voir personne d'autre que les domestiques noirs qui les ont élevés, ces adolescents ne sont sans doute pas étrangers au changement de cap.

Il y a une filiation entre Marivaux et Chéreau, une entente particulière. Le premier spectacle

« public » de Patrice Chéreau était l'héritier de village (1964). Quand, par la suite, il a mis en scène les Soldats de Lenz, ou même le Don Juan de Molière (1968), on retrouvait l'univers rude et raffiné, la solitude des cours défilants, les appels au fantôme de l'amour. Avant la Dispute, Chéreau a monté la version italienne de la Fausse Suivante à Spolite et pour quelques représentations à Nanterre (1971) alors maison de la culture. L'histoire se passait dans un brio-brac somptueux, et racontait « un cynisme plus désespéré encore que celui des liaisons dangereuses, dans la mesure où les personnages de Laclos peuvent se rattraper par la maîtrise d'une morale qu'ils sont en train d'inventer, et que les personnages de Marivaux ne soupçonnent même pas ».

L'histoire de la Fausse Suivante est simple, apparemment : Lelio fait une promesse écrite de mariage à la Comtesse. Le premier qui se désiste devra payer une somme importante. Une union plus avantageuse est proposée à Lelio avec une jeune fille qui, pour le connaître sans être reconnue, prend des habits d'homme, se fait appeler « le Chevalier ». Elle séduit la Comtesse.

Aujourd'hui, Patrice Chéreau ne veut plus se souvenir des options qu'il avait, voilà trois ans. La Fausse Suivante vient après Lucio Silla, l'opéra de Mozart, et avant Quatre-vingt, de Heiner Müller, inspiré par les Liaisons dangereuses.

C. G.

« QUAND on prépare une saison, dit Patrice Chéreau, de loin, on se dit que des contacts existent entre les éléments du programme. Une fois entré dans le travail, une fois le nez dessus, on ne voit plus que des objets particuliers. Plus tard, un sens général peut se dégager, mais plus tard. Je ne porte pas sur scène un lien éventuel, mais des différences. Je m'en nourris. Et pour l'instant je vais à la découverte de « comment jouer Marivaux ».

— Ce n'est pas la première fois. — Entre deux spectacles, on oublie à quel point c'est difficile. D'un spectacle à l'autre, les raisons pour lesquelles on y revient changent. Mais il y a toujours les qualités rares de Marivaux. Son théâtre ne ressemble pas au reste de la littérature dramatique française.

Ses personnages ne veulent pas, ne peuvent pas dire la vérité. Ils tournent autour, tracent des cercles concentriques. Ils trichent, ils masquent, n'aiment pas les aveux. La vérité n'est pas dans ce qu'ils disent, elle s'en déduit. Marivaux n'explique rien. Au contraire de Molière, il ne donne aucune clef. Il n'écrit pas l'Avare, par exemple, il montre des gens qui sont, entre autres choses, avarés. Il dit qu'existe un point de clarté au-delà duquel on ne peut pas aller.

— Son théâtre n'est pas hermétique, c'est affaire de construction. Une réplique s'enchaîne à la réplique précédente en la reprenant, comme ça se passe dans la réalité : on reprend les mots, on les développe, et on évite de répondre à la vraie question. Chez Marivaux, les gens se saisissent des

paroles sans tenir compte du sens général de la scène. Les comédies de Shakespeare procèdent de cette manière. Les travailler avec les élèves m'a énormément apporté.

— Sur quoi s'appuient les comédiens ?

— Entrer dans une scène, dans un rôle, est effectivement difficile, c'est tellement loin des habitudes. De plus, la Fausse Suivante est une pièce de jeunesse. Marivaux l'a écrite à trente-six ans, elle appartient à la première partie de sa carrière, et se situe entre deux traditions : celle des comédies des caractères — comme la Dispute qui est sa dernière œuvre — et celle des comédies



d'intrigue à l'italienne, avec les conventions d'époque — le travestissement, le rôle des domestiques — que Marivaux a affinées par la suite. Là, le problème est de rendre ces conventions crédibles. Marivaux se coule dans les stéréotypes et en fait autre chose.

— Pourquoi remonter la Fausse Suivante ?

— La pièce a de quoi faire rêver. Elle est chaotique, surprenante, elle brasse des situations tellement insensées, violentes, agressivement contradictoires !

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 12.)



Marcel Maréchal est un grand acteur truculent, Georges Feydeau est un grand auteur comique. « Pour faire un bon vaudeville, disait-il, vous prenez une situation à faire frémir un garçon de la morgue et vous en dégagez le côté burlesque. »

Feydeau - Maréchal

LA TRISTESSE RADICALE DU RIRE

Le directeur général d'une grande compagnie d'assurances, Victor Emmanuel Chandebise, se trouve avoir exactement les mêmes traits de visage, la même taille, la même corpulence, le même âge, qu'un homme non handicapé, nécessairement, qui gène tout de même sa vie comme garçon de corvées dans un hôtel, et que ses employeurs et les clients appellent Poche.

Une telle ressemblance de hasard n'est pas impossible. Elle peut déterminer des événements sinistres, par exemple des témoignages hâtifs à propos d'un assassinat, et l'emprisonnement d'un innocent. Elle peut être la cause, aussi, d'un malentendu « comique », mais pas vraiment, parce que, à la rigueur, s'il est drôle que des parents ou des amis intimes d'un grand bourgeois polytechnicien ou énarque rient de lui en raison de sa ressemblance avec un débile mental, en revanche il est difficile d'envieser qu'un être handicapé devienne objet de fou-rire soit directement, soit par référence.

Cette similitude apparente d'un chef d'entreprise et d'un handicapé a néanmoins été choisie par Georges Feydeau comme point fort de sa comédie la Puce à l'oreille. « Vous prenez la situation la plus tragique qui soit et vous essayez d'en dégagez le côté burlesque », disait Feydeau.

Comme d'autres pièces de Feydeau, la Puce à l'oreille fait saisir à quel point le rire est, quelque chose d'équivalent. Lorsque le chef d'entreprise, en petite tenue, erre pour une raison ou une

autre dans les couloirs de l'hôtel, le directeur, croyant avoir affaire à Poche, l'engueule et le bouscule, et même lui fiche des coups puisque celui qu'il croit être Poche se rebiffe, se révolte, pour une fois. En revanche lorsque Poche se rend au domicile du chef d'entreprise pour lui rendre quelque chose que celui-ci a oublié à l'hôtel, les parents et le médecin du PDG, qui prennent Poche pour Chandebise, croient que le PDG a eu une attaque, qu'il est devenu fou, et ils essaient de s'emparer de lui, de l'étendre.

Or si nous imaginons que ces événements sont vrais, rien de ce que nous fait voir Feydeau, les insultes et les coups du directeur de l'hôtel, le désarroi des parents du chef d'entreprise, la panique de Poche et de Chandebise quand ils sont l'objet de malentendus qu'ils ne comprennent pas, ou, rien de tout cela n'est comique. Feydeau prend soin de ne mettre en scène que des erreurs, des insultes, des violences, des peurs, et alors le spectateur, pris de court ou voulant écarter un malaise, un retour sur soi, éclate de rire par réflexe. Tandis que lorsque Poche est Poche et déambule avec ses sautes dans les escaliers de l'hôtel, maladroit et attachant, ou lorsque Chandebise est Chandebise et règle un détail de ses affaires d'assurances avec présence d'esprit, le spectateur reste sans réaction, comme si rien n'avait lieu, même si tel ou tel détail de la conduite « fataliste » de Poche ou de l'humour froid de Chandebise pourrait donner à sourire, d'instinct, sans méchanceté.

Ainsi le public de la Puce à l'oreille écoute et regarde calmement, sérieusement, ce qui pourrait le faire sourire, et rit à tout rompre de ce qui est sinistre. Feydeau l'a voulu, et c'est bien sûr cela le vrai quiproquo de la chose. C'est que, comme dit Feydeau, « l'auteur comique pense triste d'abord », alors que le spectateur tout-venant réagit comme il peut sur le moment, d'instinct, par les larmes ou par le rire, sans « penser d'abord ».

Le double rôle, passionnant, du chef d'entreprise et du handicapé est sûrement ce qui a incité l'acteur Marcel Maréchal à mettre en scène la Puce à l'oreille. Maréchal est merveilleux dans l'un et l'autre personnage, avec, semble-t-il, une préférence intime pour le malheureux Poche, flottant, lunaire, et totalement étranger aux désordres dont il est victime et coupable.

Les avalanches démentielles de méprises et d'ahurissements qui déboulent à toute vitesse du début à la fin de la Puce à l'oreille, comme dans toutes les pièces de Feydeau, sont bien rythmées par Maréchal dans un décor escarpé de René Allio. Les sautes sont excellentes, Daniel Berlioz en tête dans le rôle du malchanceux Camille qui ne peut pas prononcer les consonnes, puis Alexis Nitze, François Duvernoy, Catherine Lachens, Michel Demiaute, Michèle Grélier, Jean-Pierre Moulin, Alain Crassas, tous...

MICHEL COURNOT.

* Théâtre national de Marcellin, 19 h ou 20 h 30 selon les soirs.

Comédie Française

298,10,20

mars 85 en alternance

AUDREAU

FÉLICITÉ

Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT les 1, 5, 8, 13, 21, 26, 30 mars à 20 h 30

MARIVAUX

LE TRIOMPHE DE L'AMOUR

Mise en scène de Alain HALLÉ-HALLÉ les 3 et 17 mars à 14 h 30 les 2, 4, 7, 10, 11, 15, 18, 25, 27, 31 mars à 20 h 30

TRISTAN L'HERMITE

LA MORT DE SENEQUE

Mise en scène de Jean-Marie VILLÉGER les 24 mars à 14 h 30 les 3, 6, 12, 16, 17, 20 mars à 20 h 30

MOLIERE

LE MISANTHROPE

Mise en scène de Jean-Pierre VINCENT les 27 et 31 mars à 14 h 30 les 23 et 24 mars à 20 h 30

location facilitée : les soirées ouvertes

Des salles entièrement réservées à la location (sans abonnements) pour les spectacles les plus demandés.

BULLETIN DE RÉSERVATION POUR LES SOIRÉES OUVERTES

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

TÉL.

Ci-joint un règlement de

Je souhaite réserver _____ places

à □ 33 F □ 48 F □ 65 F □ 93 F

pour la représentation de :

□ samedi 9 à 20 h 30 Le Triomphe de l'Amour

□ dimanche 16 à 14 h 30 Félicité

□ jeudi 14 à 20 h 30 La Mort de Sénèque

Les demandes seront traitées dans l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.

Bulletin à retourner accompagné d'une enveloppe timbrée au moins 10 jours avant la date de la représentation choisie :

COMÉDIE FRANÇAISE - LOCATION-BP 266

75021 PARIS CEDEX 01

Comédie Française

Mick Jagger

UN ALBUM EN SOLO, LES TEMPS CHANGENT



Les années 60
sont-elles passées à la trappe ?
Après vingt-trois ans de carrière
avec les Rolling Stones,
Mick Jagger enregistre un album en solitaire.
Il est à Paris pour le vendre.

A force d'en parler — et depuis le temps ! — on n'y croyait plus, à cette aventure en solitaire. On préférait d'ailleurs ne pas y croire : Mick Jagger en solo, n'était-ce pas les années 60 qui nous tournaient le dos ? Après tout, les Rolling Stones, on y tient. Et ils s'y tiennent : depuis plus de vingt ans, le seul groupe de cette époque bête qui en soit vraiment resté un, sans changer de formule. Ou si peu : Mick Taylor remplaçant à la guitare Brian Jones par forfait et Ron Wood succédant à Mick Taylor par jet de l'éponge, c'était triste mais rien que le temps n'ait fini par aplanir.

Oh bien sûr, les Rolling Stones ne sont plus ce qu'ils étaient mais ce sont les Rolling Stones, dépositaires d'une conscience, garde-fous d'une tradition du rock'n roll. Le flamboiement des débuts perd ses plumes au fil des albums mais ils sont là : leur dernière tournée fut la plus importante jamais effectuée aux États-Unis. Tandis qu'ici, le chanteur des Rolling Stones, en somme, c'est les Rolling Stones sans les Rolling Stones.

Alors, il faut imaginer ce qu'est l'époque qui veut ça, le marché à ses exigences. Les grands phénomènes des dernières années ont tous été à la première personne : Prince, Michael Jackson, Bruce Springsteen, Huey Lewis, David Bowie et même le Boy George de Culture Club qui s'accapare l'exclusive médiatique. L'identification à un individu est plus facile qu'à un groupe, et quand la concurrence grandit au rythme des trois minutes d'un vidéo-clip enchaîné à un autre, il faut imposer une image, vite et fort.

Dans les années 60 et même les années 70, les groupes étaient portés par

les rêves communautaires, autant de principes que les années 80 ont étrangement au profit du... profit. Avant, on ne parlait pas d'argent, c'était suspect, c'était « salir » le rock. On était pour la musique libre, la musique gratuite. Qu'on se souvienne du scandale en France, dont le Pink Floyd faillit ne pas se remettre, quand Gini parraina la tournée (pouah ! trahison !). Dix ans plus tard, on ne parlait que de Vespas, le sponsor de la tournée des Rolling Stones, et comme c'était merveilleux, tant d'argent offert au rock. Aujourd'hui, plus on dévoile les chiffres, plus on a de chances de les multiplier, et plus ils sont gros, plus belle est la musique, puisqu'on en parle de moins en moins, de cette musique, et qu'on la comptabilise de plus en plus.

Il le dit lui-même, Jagger : « J'ai fait ce disque parce que CBS m'a fait une offre que je ne pouvais pas refuser ». Ironie ? Un peu des deux sûrement. L'important est qu'il ne l'aurait pas dit il y a quinze ans.

A priori, on peut penser que cet album solo est un nouveau souffle, une façon de se tailler une nouvelle jeunesse. C'est vrai qu'on vieillit plus vite ensemble. Les autres déteignent : on a beau garder sa forme et son teint juvénile, on est victime par association des dents qui tombent de Keith Richards, de la calvitie grisonnante de Charlie Watts, des penchants casaniers de Bill Wyman. Et si, à l'inverse, cet album était un signe de vieillissement ? De tout temps, Jagger a dit qu'il ne finirait pas comme Sinatra, la bedaine en avant et le verre à la main. Mais comment ne pas imaginer que cette expérience en solo n'est pas une sorte de sortie, le test d'un projet individuel — il n'empêche ni

ne remet en question l'existence des Rolling Stones, puisqu'ils sont depuis peu en studio à Paris pour l'enregistrement de leur prochain album.

Rien ne presse, Jagger a quarante ans, mais, passé cinquante, il est plus facile de garder une dignité en chantant seul qu'en faisant le fanfaron devant un groupe qui aura l'air d'anciens combattants. « La dignité ? s'étonne-t-il en riant. Je n'en vois pas dans le métier de chanteur, que ce soit seul ou dans un groupe. Je ne pense pas en ces termes. Quant à projeter une image, quelle qu'elle soit, ça n'a jamais été mon souci. Les gens attrapent ce qu'ils veulent bien attraper. Si vous me le demandez, je ne pense pas que le rock ait jamais signifié un style de vie. Il peut y avoir une culture rock pour certaines personnes, si c'est tout ce qu'elles ont. »

Mais, dans ce cas, c'est beaucoup plus une non-culture. Fin d'après-midi, le lundi 25 février : seul, un journal du matin, le visage caché derrière des lunettes noires, la silhouette élégante, « sport mais classe », la démarche souple en tennis, Mick Jagger traverse rapidement le hall de CBS. « C'est lui », murmure la standardiste au réceptionniste avant de décrocher le téléphone : « Il arrive ». Quand on a dit « c'est lui », on a tout dit : « lui » depuis vingt-trois ans sur le devant de la scène, impeccable, magnétique, si peu atteint par les rides que la pellicule ne les imprime pas. Une star. Commerciallement, il pèse moins qu'un Michael Jackson ou un Bruce Springsteen, mais il porte en « lui » ce petit quelque chose qui électrise et qui meuble une pièce, comme par enchantement.

Le lendemain, mardi : sortie mondiale de l'album. Jagger est venu le

défendre devant la presse : entretiens à la chaîne, un par un ou en groupes, il a l'habitude, reçoit amicalement et décontracté. Mi-mondain mi-gouailleux, la lippe immense et boudeuse, il fait semblant (sans en faire trop) de s'intéresser aux questions qu'on lui répète à longueur de journée, détournant d'une pirouette celles qui l'ennuient, place au bon moment une ou deux expressions en français, avec son accent tellement charmant, dit juste ce qu'il faut pour ne pas percer le mystère qui tient la légende depuis toujours. Un vrai pro. Un as. « C'était, explique-t-il, le bon moment pour faire ce disque. Pour la première fois, je me sentais en confiance. J'ai écrit les chansons très vite et, après avoir passé l'année en studio avec les Stones, c'était l'occasion de faire un break. Chanter seul est une carrière différente. Il faut recommencer et, en plus, supporter la comparaison avec ce qu'on a fait avant. Ça ne marchera pas forcément autant. A l'avenir, je mènerai probablement les deux carrières de front. »

Ce disque solo, Jagger ne l'a pas fait exactement en solitaire. Il signe la production avec deux des grands manitous du moment : Nile Rodgers, l'homme de Chic, producteur notamment de David Bowie, habitué des hit-parades, et Bill Laswell, l'homme de Material, plus avant-gardiste, entre jazz et electro-funk. Quant aux musiciens, ils sont une vingtaine à se partager les morceaux. La crème du Who's Who des vingt dernières années, tendances rock, jazz, funk et reggae confondues : Jeff Beck, Pete Townshend, Herbie Hancock, Sly Dunbar, Robbie Shakespeare, Ray Cooper. « Qu'attendiez-vous ? demande-t-il. Que je descende dans la

rue à la recherche de nouveaux talents ? Il est plus commode d'entrer en studio avec des musiciens dont on est sûr. La plupart des gens, aujourd'hui, travaillent sur ordinateur, ils programment, procèdent par étapes. Moi j'aime jouer « live ». On enregistre quatre instruments en même temps. Pour ça, il faut des professionnels. Mais en aucun cas je n'ai cherché un substitut aux Rolling Stones. »

Et Jagger acteur ? Les propositions ne manquent pas, reconnaît-il, mais les rôles n'ont aucun intérêt. Comme ce James Bond que David (Bowie) et moi avons refusé : travailler neuf semaines pour des cacahuètes sur un rôle stupide, j'ai mieux à faire. Deux projets sont en vue pourtant. En attendant, un moyen métrage qui servira de vidéo-clip a été réalisé au Brésil par Julian Temple (Rolling Stones, David Bowie, Sex Pistols...). Il réunit cinq chansons et met en scène, autour de Jagger, sa femme, Jerry Hall et Dennis Hopper. Et puis là, de nouveau, un album avec les Stones : « C'est retrouver la famille, dit Jagger. Les plaisanteries, une façon de travailler un peu désorganisée et qui se construit peu à peu. C'est plus confortable. On n'a pas le souci de se demander si le bassiste ou le batteur vont réussir à jouer leur partie. C'est différent : avec mon album, il a fallu beaucoup plus préparer les choses. » Cet album a pour titre *She's The Boss* (« On est tous victimes des circonstances », ironise-t-il). Le plus étonnant est finalement ce qui devrait être le moins : c'est un bon disque. Meilleur que le prochain ?

ALAIN WAIS.

* *She's The Boss* : CBS, 86310.

Marivaux-Chéreau

INTRIGUES, MASQUES ET VERTIGES

(Suite de la page 11.)

« Il y a treize ans, la méchanceté de Marivaux m'enchantait plutôt. A présent, j'en suis atterré. Dès qu'on commence à se demander ce que veulent réellement les personnages, on a peur. »

— Ils veulent l'amour.

— L'amour leur est refusé. Marivaux n'a de cesse de le tuer, chez tous. Tous en souffrent. C'est une pièce incroyable sur la difficulté d'aimer, sur la difficulté d'admettre qu'on aime, sans réclamer des preuves à l'autre. Mais Marivaux n'est pas Strindberg. Il est net et coupant.

— Cynisme ?

— Le cynisme compte moins que l'amour-propre. Les personnages craignent de dire ce qui risquerait de les mettre à la merci de l'autre, parce qu'il pourrait en profiter. Lelio et la Comtesse ont voulu se prémunir contre l'extinction possible de leur passion, ils ont signé un contrat. Comme un contrat de mariage, une garantie et un piège. Ils ont placé la barre très haut, y compris financièrement. Je peux comprendre ça. L'argent n'est pas seulement un symbole. On y regarde à deux fois avant de payer, dans tous les sens : donner de l'argent, prendre la responsabilité de la trahison, la subir. Ils se débattent, mais ne se

lâchent pas. Et l'argent a un côté honteux, les disputes deviennent sordides, quand les affaires de sentiments cherchent une réalité matérielle et la trouvent dans l'argent...

« Dans la réalité aussi, même quand on sait de quoi quelqu'un est capable, on veut imaginer qu'on est à l'abri, qu'il sera différent avec vous. »

« Tous ces mouvements vont

comment lui a pensé les choses. Je sais seulement que ses textes sont d'une profondeur psychologique insoudable. Quand il travestit une femme en homme, il sait que lui faire porter les habits ne suffit pas. Elle doit prendre le langage d'homme. Et dans le cas du Chevalier, vraisemblablement, elle n'en a pas connu. Elle doit chercher dans ce qu'elle craint des hommes. Elle voit dans l'amour que lui porte la comtesse ce qu'elle déteste en elle. Il arrive qu'on se mette à haïr quelqu'un parce qu'on sait trop qu'on a en soi les mêmes traits. »

« Marivaux cherchait une vérité, il en était obsédé. Quand on lui reprochait son écriture compliquée, il répondait : « Tout ce que j'écris, c'est parce que je l'ai entendu. » Mais il ne faut pas prendre ce qui est dit pour argent comptant, parce qu'on resterait hors de la vérité des personnages. Ils parlent pour conjurer le silence. Ils sont obligés de traverser leurs pensées, de renverser les obstacles dont ils s'entourent. Ils s'engagent dans un jeu dont ils ne sont pas maîtres, c'est à ça qu'on reconnaît les grandes pièces. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

* A partir du 5 mars, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre.



Patrice Chéreau en répétition.

— Qui est la victime ?

— La Comtesse et Lelio se ressemblent, et les personnages de Marivaux ne sont jamais tout à fait clairs. L'unique but du Chevalier est de séparer la Comtesse de Lelio, qu'elle veut pour elle. Mais elle ne supporterait pas qu'il se conduise avec elle comme avec la Comtesse.

plus loin que les simples péripéties de l'imbroglio. Le rôle des valets prend de l'importance. Ce sont des gens qui n'ont pas d'histoire et veulent à toute force se mêler à l'histoire des maîtres, jusqu'à la paralyser.

« Marivaux met en marche un pur mécanisme d'intrigue qui devient vertigineux, et dépasse les personnages. Enfin, je ne sais pas

CARRE SILVIA MONFORT
531.28.34

La
Milliardaire
DE G.B. SHAW

« LA MILLIARDAIRE, un patchwork où l'humour...où l'argent joue un rôle indémodable. »
LE MONDE

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL

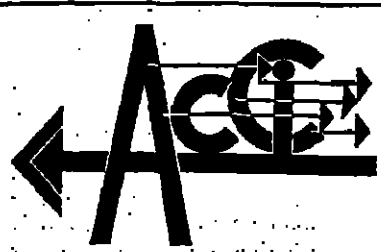
HOTEL DE L'HOMME SAUVAGE
JEAN-POI FARGEAU-STUART SEIDE
THEATRE GEMIER jusqu'au 31 MARS

HERNANI
VICTOR HUGO-ANTOINE VITEZ
GRAND THEATRE jusqu'au 31 MARS

GRAND FOYER. LE VIOLON VIOLET DE CAMILLO OSOROVITZ,
SPECTACLE POUR LES ENFANTS, du 23 JANVIER au 16 MARS.
AVEZ-VOUS LU VICTOR HUGO ? LE 28 FÉVRIER AVEC MICHEL
BUTOR, LE 6 MARS AVEC HENRI CUECO, LE 13 MARS AVEC
ALAIN BADIOU, à 18h30.

7 2 7 • 8 1 • 1 5

L'ACIC FÊTE
CHAYNES
compositeur et son
SOIXANTIÈME
ANNIVERSAIRE



1975-1985
L'ACIC FÊTE
SON
DIXIÈME
ANNIVERSAIRE

avec les solistes de
l'atelier musique
de Ville-d'Avray
sous la direction de
JEAN-LOUIS PETIT

et Odette Chaynes-Décaux
piano
Jeanne LORJOD
ondu Martinet
Denise MEGEVAND
harpe
duo HORREAUX-TRÉHARD
guitares

MARDI 5 MARS
à 20 h 30, au
MUSÉE GUIMET
6, place d'Iéna, PARIS (16^e)
Location sur place
une demi-heure
avant le concert.

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRETES ET DES COMPOSITEURS

مكتبة الأحرار

صلى الله عليه وسلم



ISABELLE Huppert



SOPHIE Marceau

LES MONSTRES SONT-ILS ENCORE SACRÉS ?

L'une semble grimper l'échelle du succès,
l'autre la redescendre.
Ni l'une ni l'autre n'ont vraiment l'âge de leurs rôles.
Sophie Marceau, la pute de l'Amour braque,
vient d'avoir dix-huit ans ;
Isabelle Huppert, la punkette de Signé Charlotte,
va avoir trente ans.

A l'âge qu'a aujourd'hui Sophie Marceau promulguée star, Isabelle Huppert tournait des rôles de moins en moins secondaires dans des films de moins en moins mineurs : *César et Rosalie*, *les Voleuses*, *Dupont la joie*. Puis, quand elle a vingt ans, il y a l'événement de la *Destinée* : un physique a priori ordinaire peut faire figure d'héroïne. L'absence est anoblée comme valeur à l'égard de la présence ; un jeu hypernaturaliste, fait à base de flottements, devient modèle.

De 1973 à 1982, Isabelle Huppert va jouer, presque toujours avec le soutien de Gaumont, les rôles principaux de quatorze films, enchaînant coup sur coup *Violette Nozibre* et *les Sœurs Brontë*, *Louise* et *Sauve qui peut la vie*. Aujourd'hui elle explique ainsi cette flambée de carrière : « C'était parti un peu doucement, et puis il y a deux, trois années où plein de metteurs en scène ont eu envie de tourner avec moi, Godard, Pialat, et Cimino aux Etats-Unis. Après, j'ai eu l'impression d'avoir été au bout de ce qu'ils cherchaient en moi, qui devait être, pour Godard comme pour Pialat, la passivité. Je ne pouvais plus rien en tirer. Alors je me suis servie des films pour changer, à vue ; d'autres changeant dans l'ombre. Entre vingt et trente ans je suis arrivée, film après film, à me débarrasser de l'enfance ; chaque fois une peau différente s'enlevait, douloureusement ; j'avais du mal à y renoncer. Je pensais qu'il fallait faire un deuil pour devenir une femme, maintenant j'ai compris qu'il y a des choses qu'on peut garder éternellement. »

En 1982, la *Truie*, de Joseph Losey, est un peu le chant du cygne de sa ronde face juvénile tachetée de rous. Dans *Coup de foudre*, elle va se déguiser en petite bourgeoise déléguée. Puis elle s'arrête : la naissance d'un enfant. Quand elle revient, c'est métamorphosée en gadget sexuel, pour servir la coupe à une vedette masculine, Coluche, dans la *Femme de mon pote*. Pour la sortie du film, elle se répand

en interviews, où elle commente la nouvelle Isabelle Huppert : femme-femme, dévergondée à l'écran mais sereine dans la vie. Elle a plus cette religion enragée du métier (trois ans plus tôt, elle disait : « Je n'ai pas de vie, ma vie c'est le cinéma, quand je ne tourne pas je n'existe pas. »). Pour un « nouveau Coluche », le film est un semi-échec. Et celui qui lui succède, la *Garce*, qui reprend publicitairement la recette de la *Balade*, Isabelle Huppert ayant juste remplacé Nathalie Baye au côté de Richard Berry, l'est encore plus nettement.

Elle rêvait d'incarner de grandes figures mythiques et, après la *Dame aux camélias*, qui n'était pas vraiment taillée sur mesure, la comtesse sanglante Elizabeth Bathory. La voilà maintenant en train de jouer une Charlotte qui n'est pas celle de Goethe, mais de sa sœur, Caroline Huppert. Et, pour le lancement du film, la voilà à 11 heures du matin au bar d'un hôtel, teinte en blond platine presque albinos, un chinchilla sur les épaules, des lunettes noires, un peu chancelante, d'énormes boucles d'oreille d'un orange aveuglant, et une blouse écharcée, sur la taille une ceinture orange, une mini-jupe moulante en un mini-rouge indistinct de cuir noir, des bas à rayures. « Je ne sais pas où j'en suis, dit-elle. Je sors d'un film et j'en suis là où on est quand on sort d'un film, on ne sait plus où

on en est justement. Le changement, je l'ai voulu, pas par nécessité mais par goût, par plaisir. Les gens sont longs à s'apercevoir du changement, il faut leur en donner des signes extérieurs très violents. J'aime bien m'habiller de façon extravagante, c'est un masque de plus. J'ai toujours dit que j'avais beaucoup de mal à être moi-même ; on a l'impression qu'on court après quelque chose de vrai qui n'est jamais là où on croit. Et ce sentiment de se retrouver dépersonnalisé quand on n'est plus dans un rôle, je le ressens très fort. Un vêtement extraordinaire redonne un semblant d'écran. »

L'idée de la durée devrait m'angoisser. Je fais des choses qui en sont le signe même. Durer, c'est changer. Je n'ai jamais l'impression d'avoir fini, j'ai toujours l'impression de commencer, et ça, les gens, ça les angoisse. Ils ont envie que ça dure, mais pas que ça change. Or pour durer il faut changer. Ce serait contre nature biologiquement de ne pas changer. Peut-être que ça trouble davantage les gens quand on est un acteur, parce que ça leur est renvoyé de façon exagérée. Moi, à l'intérieur de mes changements, j'ai l'impression d'une permanence : ce qui ne change pas, c'est mon existence. Ce qui peut changer, c'est ce qui l'accompagne, ce sont les couleurs, les physionomies ou les compositions. Au lieu de travailler avec mes papiers je travaille avec mes sens... »

H. G.

SOPHIE MARCEAU vient de bondir au-dessus de son image : l'adolescente moyenne type de la *Boum*, hissée par le succès du film au niveau d'archétype, non seulement se racroche en cours de parcours à un rôle conçu pour Isabelle Adjani mais, pour l'incarner diversement, accepte en toute inconscience de se mouler dans l'image de Louise Brooks éternisée par *Lulu*. Dans l'*Amour braque*, la voici en robe écharcée 1930, un long collier de perles flottant sur le décolleté, la frange noire tombe strictement sur les yeux, les deux acroche-cœur symétriques donnent une vague géométrie au visage.

Pour l'interview, Sophie Marceau n'a pas besoin de se protéger, comme Isabelle Huppert, derrière un costume de promotion : les vêtements qu'elle porte sont indiscutables tant ils sont courants. « Au départ, pour des raisons de production, de distribution et de vente du film, mon rôle était destiné à Adjani. Zulaoski, qui n'avait pas eu le temps de se restaurer, avait accepté ce choix. Puis il m'a rencontrée et il a voulu que ce soit moi qui joue le rôle, ça s'est passé très clairement. Le rôle est devenu autre chose : voir une fille de trente ans qui fait la pute est beaucoup moins touchant que de voir une gamine de dix-huit ans qui n'a pas d'autre possibilité de survie. Quant à Louise Brooks, la citation n'était pas trop consciente. Avant de commencer à tourner, nous avons cherché des costumes. Rien ne m'allait : la mode est faite pour des filles grائdes, minces et plates comme des garçons ; moi, j'ai des formes assez rondes et de la poitrine. Zulaoski a voulu exploiter ce côté hors de mode dans des robes faites sur mesure dans le style de Poiret. Pour ce qui est de la coupe de cheveux, il tenait à la frange pour faire ressortir le regard

et sculpter plus angulairement le visage. Il a pris un soin particulier pour le maquillage : trouvant le trait trop long au bord des yeux, il l'a fait raccourcir, et il a fait éclaircir les ombres des joues. »

Les films d'Isabelle Huppert et de Sophie Marceau sortent à une semaine de distance. Il est significatif de voir *Paris-Match* consacrer sa couverture et six pages à Sophie Marceau alors qu'il n'en donne que deux à Isabelle Huppert en la faisant poser avec sa sœur. L'hédomadaire adore les histoires de famille, mais encore plus le jeune âge. Les limites de la starisation sont sans cesse reculées : Sophie Marceau est une star parce qu'elle a dix-huit ans : « Ce n'est pas l'âge qui est survalorisé, dit-elle, ce sont les mots. J'ai fait la *Boum*, un film qui a marché par hasard, et on m'a déjà appelée star. Mais on devient star parce qu'on a un acquis, une personnalité, une vie. Pour l'instant j'ai dix-huit ans et je n'ai pas l'impression d'avoir fait assez de choses pour mériter ce titre. Ce sera un travail au fil des années, une recherche et peut-être une assise que je prendrai dans une carrière. Les débats et les fins se ressemblent toujours, quelles que soient les histoires, mais le plus intéressant est le milieu. Moi aussi un jour, comme Isabelle Huppert, j'aurai trente ans, une petite fille et deux pages dans *Match* au lieu de six. Peut-être aussi je n'aurai rien du tout. Mon conte de fée a commencé par un hasard, ça continue comme une chance, je touche du bois, j'ai découvert une passion. On ne sait pas vraiment pourquoi une personne marche ou pas, pourquoi un film marche. Mais il faut des échecs pour apprécier la gloire, pour l'entretenir, la rythmer et l'enrichir, sinon elle crève. »

HERVÉ GUIBERT.

Les Saisons du cœur

UN FILM ROOSEVELTIEN DE ROBERT BENTON

EN 1935, Royce Spalding, shérif de Waxahachie, une bourgade du Texas, est tué, accidentellement, par un jeune Noir en état d'ivresse, qu'il voulait ramener à la raison. Sa veuve, Edna, se trouve sans ressources avec deux jeunes enfants. Refusant, comme le lui conseille son banquier, de vendre sa maison dont toutes les traites ne sont pas payées, elle entreprend, aidée par Moze, un vagabond noir qui lui a offert ses services, de semer du coton dans les quelques hectares de terre non cultivés qui constituent le reste de son patrimoine.

Rien dans les quatre films tournés depuis 1972 par Robert Benton, *Bad Company*, Le chat connaît l'assassin, *Kramer contre Kramer*, la Mort aux enchères, n'annonçait cette inspiration, ce retour à l'Amérique rurale de la dépression économique, cet hymne au courage et à la foi d'une femme qui met tous ses espoirs dans le travail de la terre. Rien, même si le réalisateur a été, auparavant, co-scénariste de *Bonnie and Clyde*. Or il semble qu'actuellement le cinéma américain se penche sur les problèmes agricoles, au point qu'on parle d'un mouvement écologique où les *Saisons du cœur* rejoindraient la *Rivière*, de Mark Rydell (1) et *Country*, les *Moissons* de la colère, de Richard Pearce (2). « Non », dit Robert Benton, c'est une rencontre de pur hasard. Je n'ai pas vu ces films, je ne peux pas en parler ; l'action est contemporaine, je crois, dans *Country*, qui doit être une condamnation de la politique agricole de Reagan, la *Rivière* est une défense de l'écologie.

« Mon propos est beaucoup plus personnel. Je voulais faire un film se rapportant à mon enfance, sans pour autant raconter une histoire qui me concerne directement. Ma famille est installée à Waxahachie depuis quatre générations. J'y ai été élevé. Mon arrière-grand-père était shérif de la ville en 1882. Il a été tué par un ivrogne qui titubait sur une voie de chemin de fer, non

loin de l'endroit où nous avons tourné le scène de la mort de Royce Spalding. Mon arrière-grand-mère, elle, avait quatre enfants à élever. Elle a survécu grâce à un travailleur noir qui s'appelait Moze. Avec lui, elle a cultivé du coton, des légumes, elle a subvenu aux besoins de la famille et a pu envoyer ses enfants au collège. Assez curieusement, c'était une femme très forte en affaires. Aucun des enfants n'a hérité de cela. Moze a vécu assez longtemps pour élever ma mère. J'ai pensé que, puisque c'était réellement arrivé, je pouvais me risquer à le transposer dans un film. »

« J'étais jeune quand mon père est mort. A son enterrement, un de ses frères m'a pris à part. Il a sorti une balle de revolver de sa poche et il m'a dit qu'elle avait été retirée du corps de mon arrière-grand-père. L'homme qui l'avait tué était un Noir. Pourtant il n'y a jamais eu de racisme chez nous. Mon père jouait le Ku Klux Klan mauvais. Je n'ai jamais assisté à des scènes de violence raciale. »

Robert Benton est né en 1933. Dans les *Saisons du cœur*, il a donc réplacé l'histoire de son arrière-grand-mère au temps de la Dépression, et y a ajouté certains souvenirs personnels d'après 1935. Ainsi cette tornade qui désole alors que Moze et Edna sont en train de labourer, et qui va ravager une partie de la ville. Ce phénomène était fréquent, au Texas. Les violentes tempêtes abîmaient les récoltes, laissaient des masses de poussière, asséchaient les puits. Dans le film, Moze sauve Edna et ses enfants en les faisant descendre à la cave. La maison ne s'écroule pas. Signe qu'Edna a raison de s'obstiner.

« Une tornade s'est abattue sur Waxahachie, dit Robert Benton, pendant que j'étais au cinéma avec mon père. La projection s'est arrêtée. Nous avons attendu. Quand la tempête a cessé, nous avons couru à la maison. Ma mère s'était réfugiée sous la table de la salle à manger, entourée de coussins et de cou-

vertures. Elle était seule. Vous savez, elle aussi avait une forte personnalité. Lorsque je suis venu faire des repérages à Waxahachie, dont le centre a très peu changé depuis les années 30, on m'a dit : « Ah ! vous êtes le fils de Dorothy Benton ! », et j'ai obtenu tout ce que je voulais. »

Pour le rôle d'Edna Spalding, qui représente autant sa mère que son arrière-grand-mère, Robert Benton a choisi Sally Field, « parce qu'elle a la faculté naturelle de s'intégrer à un personnage ». Il est certain que Sally Field est prodigieusement énergique, émouvante. Mais l'originalité du film vient de ce qu'il n'a pas un aspect « rétro ». Il est tourné comme un film social américain des années 30. Avec sa part de romanesque (l'histoire d'Edna, du coton et du locataire aveugle, la saison

secrète du beau-frère avec l'institutrice qui reviendra à son mari), avec sa part d'humanisme rooseveltien. Le lynchage d'un Noir et l'intervention du Ku Klux Klan sont condamnés sans ambages, mais les rapports de la population blanche et des gens de couleur, force de travail, sont ce qu'ils étaient, à l'époque, selon l'idéologie démocrate et libérale dont se réclame, aujourd'hui, Robert Benton. Les comportements, les costumes ne font pas « reconstitution historique ». La mise en scène a retrouvé l'ambiance de soutien au « New Deal », avec la foi en l'effort individuel, la réalisation d'une expérience difficile et nécessaire (la cueillette du coton sous un soleil ardent est un des grands moments du film), l'esprit d'entraide et les valeurs morales de la communauté.

Les *Saisons du cœur*, film rooseveltien sous Reagan ? Robert Benton est tout à fait d'accord et il est heureux qu'on l'ait compris. Avant de réaliser son film, il a vu et revu *Hallelujah* et *Notre pain quotidien*, de King Vidor, des productions de la Warner, consacrées à la crise économique et à son redressement. Il est revenu aux sources, en somme, jusque dans les pratiques religieuses (les Benton sont protestants, « disciples du Christ ») renforçant un mode de vie, de pensée. La scène finale de la communion des fidèles est bouleversante en ce qu'elle affirme le lien des vivants et des morts, la tolérance, l'ouverture sur l'avenir. Sally Field, Lindsay Crouse, Ed Harris, Amy Madigan, John Malkovich, Danny Glover, etc., nous arrivent tout droit d'un cinéma de confiance en

l'homme et d'optimisme mesuré qui ne se dilue pas dans les bons sentiments, même s'il vient, vraiment, du cœur.

« J'aurais peut-être dû avoir des idées plus élevées, dit Robert Benton, mais c'est ainsi : un film de nostalgie, d'un homme de cinquante ans qui se réinstalle concrètement dans le passé. J'ai atteint l'âge où je peux faire un film « vieille mode » un peu comme un exemple et ce n'est pas de l'affectation. »

JACQUES SICLER.

★ Voir les films nouveaux.

- (1) Sortie en France prévue le 13 mars.
- (2) Sortie en France prévue le 3 avril.

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^e Varenne
Robert JACOBSEN
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h
DU 16 JANVIER AU 15 AVRIL

GALERIE DENISE VALTAT
88, rue La Boétie, 75008 PARIS - 369-27-40
THIOLLIER
MARS

FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN
Centre culturel portugais
51, avenue d'Iéna, Paris-16^e - 720-86-54
ARSHILE GORKY
peintures - dessins
12 h à 18 h de lundi au samedi
du 17 janvier au 9 mars

Lilya PAVLOVIC-DEAR
Galerie DU PRÉVOT
8, rue de Prévoit, PARIS-4^e
PEINTURE
du 28 février au 17 mars

Galerie CAMILLE RENAULT
133, bd Haussmann, PARIS-9^e
ŒUVRES RÉCENTES
du 5 au 28 mars

ISSY-LES-MOULINEAUX
SALON SUD 92
du 2 au 17 mars 1985
VERNISSAGE DIMANCHE 3 MARS à 11 h
THÉÂTRE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
25, avenue Victor-Croizon
Ouvert tous les jours de 14 h à 20 h
DIMANCHE de 10 à 12 h et de 14 à 20 h.

GALERIE COARD
22, rue Jacques-Callot (6^e) - 326-99-73
Roger VIEILLARD
Du 28 février au 30 mars

La Maison de la Lithographie
116, boulevard de la Tour de 11^e - 75017 PARIS - 467-227-2018
BALTA
LITHOGRAPHIES-PEINTURES
21 février 1985 - 21 mars 1985

LE THÉÂTRE DE LA MADELEINE
CARRÉ MARTEL 104 - 2
Ouvert tous les jours
RICHARD BOHRINGER et ROLAND BLANCHE
L'OUEST, LE VRAI
de SAM SHEPARD
LOCATION OUVERTE : 265 07 09 et agences

Sally Field.



MUSEE GUIMET
MARDI 5 MARS
IMPOSITEURS

SELECTION

CINÉMA

Les Saisons du cœur de Robert Benton

La grande dépression dans les campagnes d'Amérique. Sans prohibition ni gangsters, mais avec l'hostilité de la nature et Sally Field, femme courageuse.

- ET AUSSI : *Brasil*, de Terry Gilliam, explosif, explosant ; *les Favoris de la lune*, d'Otar Iosseliani, l'œil géorgien ; *Heimat*, d'Edgar Reitz, terre allemande ; *les Deux Anglaises*, de Truffaut, et Jean-Pierre Léaud.

THÉÂTRE

Kung Lear à l'Odéon

Dernier spectacle invité pour la seconde saison du Théâtre de l'Europe : Shakespeare, Ingmar Bergman et ses comédiens. A partir du 4 mars.

- ET AUSSI : *Hernani*, de Chaillet, Hugo, c'est beau ; *Max Gorki*, au TCF de Saint-Denis, quelques jours encore pour Mariel Guittier.

MUSIQUE

Luigi Nono à l'IRCAM

En prélude à l'exposition « Les Immatériaux », l'IRCAM présentera à l'Espace de Projection deux œuvres de Luigi Nono : *Sofferte Onde serene* pour piano sur scène et piano sur bande, inspiré par les innombrables cloches de Venise, « signes de vie sur la lagune », et *Qui ai gliodi nostri* pour deux contraltos, ensemble instrumental et électronique, où « le son fait sonner l'espace, musique planante éparse comme les fils des archipels ». Une occasion trop rare d'entendre un des grands musiciens de ce temps (IRCAM, du 5 au 9 mars, 20 h 30).

Musicora 85

Le premier Salon de la musique ancienne et classique aura lieu au Grand Palais du 5 au 10 mars, et regroupera l'ensemble des professionnels : facteurs, luthiers, importateurs, éditeurs, associations, conservatoires, musées, etc., sur 5 000 mètres carrés de stands, avec de nombreux concerts et colloques. Le Festival des Instruments anciens, qui se déroule parallèlement, sera marqué notamment cette semaine par le *Clavecin bien tempéré*, par K. Gilbert (Saint-Julien-le-Pauvre, le 2), *Acis et Galatée*, de Haendel, représenté par la Camerata d'Amsterdam (Conciergerie, le 3, à 20 h) et le *Magnificat*, de Bach dirigé par J.-Cl. Malgoire (Saint-Thomas-d'Aquin, le 5).

- ET AUSSI : Soirée I. Wychnegradzky (Centre Pompidou, le 1^{er}) ; Shin-ichi Fukuda, guitare (Cortot,

le 1^{er} ; le *Médium*, de Menotti, avec R. Crepin (TMP/Châtelet, les 2, 5, 7, 9, à 18 h 30) ; la *Passion selon saint Matthieu*, de Bach, dir. M. Corboz (Pleyel, le 4) ; concert pour Amnesty International, avec Y. Egorov, Ch. Ludwig et l'Orchestre national (Pleyel, le 5) ; le *Combat de Tancrède et Clorinde*, par la compagnie D. Houdart-J. Heuclin (Th. Essai, du 6 mars au 6 avril, 19 h et 21 h, sauf dimanche et lundi).

DANSE

La Compagnie Quentin Rouillé

Installé à Caen depuis 1980, Quentin Rouillé, ancien danseur de Carolyn Carlson, mène de front un travail pédagogique et une création chorégraphique de qualité. *Les Saisons* est un ballet d'ambiance en deux parties où les couleurs, la musique, la danse suggèrent la tendresse des beaux jours, l'intimité de l'automne, le froid blanc de l'hiver dans un style à mi-chemin entre l'expressionnisme et l'abstraction. (Théâtre de Paris, 20 h 30, dimanche 17 h.) *Printemps, été, hiver*, 27 février, 1^{er} et 3 mars, *Automne*, 28 février, 2 mars.

- ET AUSSI : Jean-Claude Ramseier au Centre Robert-Desnos de Rio-Orangis (création pour cinq danseurs et six musiciens, musique de Patricio Villaroel), 1^{er} au 3 mars, 20 h 30.

EXPOSITION

Klaus Rinke au Centre Pompidou Lavier, Raynaud, Toroni à l'ARC

Il ne se ressemblent pas, mais ils ont chacun à leur manière un pied dans le conceptuel, le minimal et les structures élémentaires. Toutes choses que l'explosion de la nouvelle vague picturale a balayées. Aussi est-on déjà amené à regarder d'un autre œil, presque comme des « classiques des années 70 », ces artistes encore jeunes.

Pignon au Grand Palais

Les combats de coqs, les pousseurs de bié, les batailles et les seigneurs de la guerre, les vagues et les plongeurs, les nus, la mer, l'homme, la terre et le soleil, en cent quarante-sept tableaux et soixante-dix aquarelles, pour les quatre-vingt ans de l'artiste. Une exposition de la délégation aux arts plastiques.

- ET AUSSI : *L'impressionnisme et le paysage français*, au Grand Palais. *Gravures françaises de la seconde moitié du XVIII^e siècle*, au Louvre. *Charlotte Perriand*, au Musée des arts décoratifs. *Villes d'eau en France*, à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (roubrique étagé) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie : contemporaines.

INSTRUMENTATION DE KLAUS RINKE. Forum. Jusqu'au 15 avril.

CCI

NOUVEAUX PLAISIRS D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 22 avril.

DES OBJETS SANS PROBLÈME. Jusqu'au 15 avril.

RFI

IMAGE ET SCIENCE. Jusqu'au 20 mai.

LA VOIX. Maintenance et allures. Jusqu'au 10 juin.

LES GRANDS PRIX AUTOMOBILES. Photographies de B. Balthus. Jusqu'au 8 avril.

HENRIETTE BICHONNIER ET SES ILLUSTRATIONS. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 25 mars.

Musées

L'IMPRESSIONNISME ET LE PAYSAGE FRANÇAIS. Grand Palais, place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F ; samedi : 16 F, (gratuit le 18 mars) ; jusqu'au 22 avril.

L'ÂGE D'OR DE LA PEINTURE DANOISE, 1800-1850. Grand Palais, (voir ci-dessus). Entrée : 20 F ; samedi : 15 F. Jusqu'au 4 mars.

EDOUARD PIGNON. Grand Palais, avenue du Grand Palais (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Lorrain. Grand Palais, avenue du Grand Palais (265-99-48). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

MAC 2000 : ART 85. Grand Palais (265-45-13). 01, de 11 h à 20 h. Jusqu'au 5 mars.

LES PEINTURES DE HANS HOLBEIN LE JEUNE AU LOUVRE. Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée par le jardin (265-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuit le dimanche) ; jusqu'au 15 avril.

GRAVURES FRANÇAISES DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVIII^e SIÈCLE. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 mai.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE. Etat actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

GUSTAV MAHLER (1860-1911). Un homme, une œuvre, une époque. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-37). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 31 mars.

BERNARD LAVIER - JEAN-PIERRE RAYNAUD. Nègre et blanc. NIELE TORONI. Arc au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 avril.

DONATION REDON-TOULOUSE-LAUTREAU : le langage de la Centre d'ART DU VANNIER - ASPECTS DE L'ART EN TERRE D'ISLAM. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

DESSINS DE RODIN. Premier volume de l'édition. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 avril.

ROBERT JACOBSEN. Musée Rodin (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

PERMANENCE DE L'ORFÈVRE FRAÏSSÉ. Collections du Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 17 mars.

CHARLOTTE PERRIAND. « UN ART DE VIVRE ». Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 1^{er} avril.

AFFICHES DU CINÉMA FRANÇAIS. Musée de la Publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 15 avril.

LE STYLE ET LE CHAOS. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 19 h ; jeudi jusqu'à 22 h. Du 1^{er} mars au 30 avril.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (273-21-15). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuit le dimanche). Jusqu'à fin mars.

DE LA MODE ET DES LETTRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Paul-Serret (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 14 avril.

APRÈS LA PLUIE. LE BEAU TEMPS. LA MÉTÉO. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (747-49-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 7 F. Jusqu'au 15 avril.

FERDINAND BERTHOUD (1727-1807). Musée de la marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 mars.

SALON DE LA MARINE 85. Musée de la marine (voir ci-dessus). Jusqu'au 1^{er} avril.

SILLAGES POLYNÉSIENS. Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin (271-24-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSES DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

GÉNÉRATION POLAROID. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mars.

VILLES D'EAUX EN FRANCE. ENSA, 11, quai Malakoff (260-34-57). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PIERRE VITTEL 1824-1936. CRÉATION D'UNE VILLE THERMALE. Institut français d'architecture, 6, rue de Valenciennes (533-96-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 16 mars.

PEINTURE : LA VOIE ABSTRAITE. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

PROMÈNE HISTORIQUE DANS LE 1^{er} ARRONDISSEMENT. Du boulevard Saint-Antoine au boulevard de Valenciennes. Centre culturel de la Région, 19, rue Merlin. Sauf lundi, de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

ARSHILE GORKY. Peintures et dessins. Centre culturel portugais, 51, avenue d'Alsace-Lorraine (260-34-57). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 9 mars.

LAMSWERDE. Sculptures. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 mars.

LE CHAMAN-ARTISTE. L'art contemporain des Indiens Hicholots du Mexique. Centre culturel de Mexico, 2, boulevard Raspail (549-16-26). Sauf dim. de 10 h à 18 h ; sam. de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'à 3 avril.

LES ENFANTS SOUS LE TROISIÈME RÈGNE. 1824-1945. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim., de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 mars.

DÉCOUVERTE DU MONDE. Cartographies et photographies. Centre culturel français, 5, avenue de la République (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

VASQUEZ DE SOLA. Cass de Espéla, 7, rue Quinze-Vingts (723-94-31). De 16 h 30 à 20 h 30. Jusqu'au 17 mars.

CHOUCHAN. Gouaches. Association artistique armenienne, 9, rue des Poètes (553-51-50). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Du 1^{er} au 30 mars.

LA GÉOMÉTRISATION DE L'HOMME. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-60-70). Jusqu'au 16 mars.

TIRELLES : OBJETS D'ART. De l'antiquité au XIX^e siècle. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 7 avril.

LA FACTURE INSTRUMENTALE. Images d'archives. Centre d'information de Festival du marais, 68, rue François-Miron (887-74-31). Sauf dim., de 14 h à 18 h ; sam., de 15 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 avril.

DU NEUD AUX NOUAGES : le macramé. Bibliothèque Forney, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 mars.

PARIS : LA DÉFENSE. Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine, 5^e étage. 11 h à 21 h 30. Jusqu'au 31 mars.

PARIS : LA DÉFENSE. Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine, 5^e étage. 11 h à 21 h 30. Jusqu'au 31 mars.

POUGNY et ses amis : BLOND, KIKOÏNE, KREMEGNE. Galerie Collette Dubois, 420, rue Saint-Honoré (260-13-44). Jusqu'au 23 mars.

TRANSGRESSIONS. Galerie Gillespie-Lagasse-Salomon, 57, rue du Temple (278-11-71).

LES ANNÉES 60. Peintures. Galerie G. 19, rue de l'Abbé-Grégoire (548-10-22). Jusqu'au 30 mars.

ANCEL, peintures, pastels. Galerie Robert, 28 bis, bd Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 16 mars.

POUL ANKER BECH. Peintures récentes. Galerie J. Massol, 12, rue de la Boétie (265-93-65). Jusqu'au 30 mars.

ARDASH. Galerie Gorky Basmaïan, 90, boulevard Raspail (222-00-97). Jusqu'au 15 mars.

ALAIN BATTEFOULIER. Envers et recto de théâtre. Galerie Archétype, 17, rue des Francs-Bourgeois. Jusqu'au 16 mars.

ALEXANDRA BOULAT. Galerie Beau Lourd, 6, rue Antoine-Dubois (633-13-30). Jusqu'au 16 mars.

PETER BRINGS. Sculptures récentes. Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 28 mars.

P.-M. BRISSON. Œuvres récentes. Galerie Pasmic, 6, rue Martel (770-39-59). Jusqu'au 16 mars.

BERNARD BUFFET. Fantasmagorie. Galerie Maurice-Carlier, 6, avenue Marignan (225-61-65). Jusqu'au 30 mars.

LUCIANO CASTELLI. Works on paper. Galerie Faridch Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 16 mars.

CLAYETTE. Les grandes répliques du théâtre de V. Hugo. Galerie Procureur, 35, rue de Seine (334-92-01). Jusqu'au 30 mars.

FRED DEUX. Le rituel. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 7 mars.

MARTINE DIEMER. Galerie Bernard Jordan, 54, rue de Valenciennes (296-57-47). Jusqu'au 14 mars.

JIRI GEORG DOKOUPIL. Œuvres récentes. Galerie Crouzet-Husson, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 26 mars.

DORNY. Topomorphoses. Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Du 1^{er} au 30 mars.

JEAN DUBUFFET. Exercices lithographiques 1982-1984. Galerie-atelier Bortas, 7, rue Principale (326-26-97). Jusqu'au 11 mai.

FANTI. Peintures. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazurine (329-32-37). Jusqu'au 23 mars.

ALBERT FERAUD. Galerie J.-P. Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 6 avril.

PIERRE FICHET. Peintures. Galerie Prode, 38, rue de Seine (325-21-05). Du 1^{er} au 23 mars.

LARRY FINK. Galerie Viviane Eden, 12, rue Saint-Merri (271-03-12). Jusqu'au 16 mars.

JOCHEN GERZ. Travaux photographiques 1984. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 30 mars.

ESTHER HESS. Essai et vent. Galerie SITE-ART Présent, 10, rue Quincampoix (508-58-96). Jusqu'au 15 mars.

ALFRED HERDLICKA. Pastels. Galerie Valmy, 22, rue de Seine (354-66-75). Jusqu'au 16 mars.

FERDINAND KULMER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (548-84-28). Jusqu'au 6 avril.

JEAN-LUC LE FLOCH. Galerie L. Durand, 19, rue Mazurine (326-25-35). Du 1^{er} au 23 mars.

G. ET C. LEPAPE. Peintures, dessins. Galerie Ile des Arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-02-01). Jusqu'au 15 avril.

MALVAL. Papiers croisés. Galerie, 13, rue Mazurine (325-90-84). Du 1^{er} au 16 mars.

ROBERT MAPPLETHORPE. Galerie D. Temples, 1, impasse Beaubourg (272-14-00). Du 2nd au 30 mars.

CARLO MARIA MARIANI. Galerie Eolia, 10, rue de Seine (326-36-54). Jusqu'au 29 mars.

JONIER MARIN. Dessins 1999-1985. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (326-72-51). Du 1^{er} au 31 mars.

MAYO. Chapeaux sans de peinture. Galerie A. Boute, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 20 avril.

JURGEN MEYER. Galerie Montemayor-Delol, 31, rue Mazurine (354-85-30). Jusqu'au 17 mars.

MINAUX. Pastels. Galerie Tendances, 104, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 30 avril.

FRANÇOIS MORELLET. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Éclaireurs (277-63-60). Jusqu'au 12 mars.

MALCOLM MORLEY. Peintures. Galerie G. Lavrov, 42, rue Beaubourg (272-71-19). Jusqu'au 25 mars.

PEREZ CELIS. Peintures récentes. Galerie Belloc, 10, rue de Belloc (553-53-69). Jusqu'au 16 mars.

CHRISTIAN PERRAIS. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Du 2nd au 30 mars.

EDOUARD PIGNON. Hommage à Picasso. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 22 mars.

ANDRÉ QUEFFURUS. Galerie D. Montin, 11, Pastourelle (277-04-26). Du 28 février au 11 avril.

JEAN-PIERRE RAYNAUD. Gilbert Brownstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles (278-43-21). Jusqu'au 31 mars.

DAVID SALLE. Galerie D. Temples, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Du 2nd au 30 mars.

SHANON. Collages 1970-1984. Galerie Jaquet, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 30 mars.

TROUFLIET. Crayons de couleur. Galerie Jean Puyrol, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 30 mars.

TONGIANT. Le Désage. Galerie Karl Flinker, 25, rue de Valenciennes (325-19-73). Jusqu'au 30 mars.

VIOLANTE. Galerie Nouveaux artistes, 184, avenue Jean-Jaures (240-24-93). Jusqu'au 19 mars.

EUGEN WILLI. Aquarelles. Galerie musée de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 23 mars.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Les Mille et Une Nuits. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Peille (684-77-95). De 10 h à 21 h ; dim., de 10 h à 12 h. Jusqu'au 17 mars.

CERGY-PONTOISE. Charles Semer, sculptures polychromes. Centre culturel André-Malraux, place des Arts (030-33-33). Du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

CORBEIL-ESSONNES. Ethnologies de l'imaginaire : Canalis, Foudras, Fournier, Ramon, Robella, CAC Pato-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (089-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ; dim., de 16 h à 19 h. Du 1^{er} au 30 mars.

CRÉTÉL. Vera Suckley. Maison des arts André-Malraux, place Salvador.

Alende (899-90-50). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mars.

LA DÉFENSE. Exposition Terra. Galerie de l'Esplanade (796-25-49). De 11 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mars.

JOUVEN-LES-BOIS. Vitrines en couleur : mobilier contemporain. Fondation Carier, 3, rue de la Manufacture (936-46-46). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

LE VESINET. André Victor Hugo. Hommage à J.-L. Barthelemy, CAL, 59, boulevard Carnot (976-32-75). Tous les jours, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars.

MALAKOFF. Rodin Vignes. Peintures. Théâtre 71, place du 11 Novembre (655-43-45). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 mars.

COMMUNICATION ENVIRONNEMENT

FR 3-Toulouse fête son magazine

Un cocktail de célébrités se réunissent au rendez-vous. Léonard Cohen, chuchotait-on. Les chanteurs canadiens, souffrant, déclaraient fort au dernier moment, mais l'écritain Jacques Lanzmann, Johnny Hallyday, Sophie Marceau et son dernier metteur en scène André Zuluaga étaient bien présents sur le plateau toulousain de FR 3 Régions pour fêter le 500^e numéro d'un phénomène quotidien : « La vie à plein temps ». Occasion aussi pour ouvrir plus largement ses ornières à l'étranger et prendre en duplex de Barcelone, l'architecte Ricardo Bofill, et depuis Houston, le scénariste Patrick Baudry. L'émission commençait comme à son habitude à 12 heures par une brève revue de presse et s'achevait trois quarts d'heure plus tard, animée par Philippe Bachman. « La vie à plein temps », magazine quotidien de FR 3 Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon est, d'abord, familial : 60 % des habitants du coin entrent chez eux pour déjeuner, ensuite nation-

nal. Après trois ans d'existence, il peut se vanter d'avoir accueilli ce que les lettres, la danse, le chuchot, le cinéma ou le théâtre a de plus prestigieux. L'antenne régionale est ouverte à tous les événements français : 45 minutes de magazine, cinq jours par semaine. Ses organisateurs - Catherine Levy chargée de la programmation, Daniel Pervais de la réalisation et Philippe Bachman, animateur-vedette - ne savent pas où dormir de la tête. Dure tâche. Peu de moyens : un seul studio, trois personnes seulement, branchées sur Paris et l'œil tourné vers ce qui se passe en région, un peu d'argent mais avec le budget de deux « Droit de réponse », il faut financer l'année entière. Malgré toutes ces contraintes, « La vie à plein temps », est devenu après trois ans d'existence une institution, comme « Apostrophes ». Il recueille 75 % d'écoute sur dix-huit départements. Un miracle quotidien.

MARC GIANNESINI.

PLUS DE PRODUIT TOXIQUE A LA LITTORALE DE BÉZIERS

« Il n'y a plus d'isocyanate de méthyle à l'usine de La Littorale de Béziers », ont confirmé, mardi 26 février, le ministère de l'environnement et la direction de l'usine, filiale d'Union Carbide. Cette substance toxique, à l'origine de la catastrophe de Bhopal en Inde, en décembre dernier, a été entièrement transformée en pesticide et, précisément à Béziers, « on ne peut plus parler de risque de fuite ou de danger particulier ».

La reprise de la fabrication du pesticide dépend maintenant des conclusions d'un rapport d'expertise réalisé par le Commissariat à l'énergie atomique sur la sûreté de l'approvisionnement et de l'exploitation de l'usine de Béziers. Ce rapport, remis le 26 février au ministère de l'environnement, devrait être rendu public dans quelques jours, lorsque les responsables de La Littorale auront vérifié qu'il ne dénote aucun secret industriel. Conformément à la demande de M^{me} Huguette Bouchard, ministre de l'environnement, ce document sera ensuite examiné par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'usine, le 8 mars prochain, ainsi que par le conseil départemental d'hygiène.

DES ÉCOLOGISTES BLOQUENT UN NAVIRE CHARGÉ DE PLOMB EN LOIRE-ATLANTIQUE

Des membres de l'organisation Greenpeace bloquent, à l'embouchure de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), le bateau norvégien *Esst-Flora*, chargé de deux mille tonnes de plomb tétratéthyde (PTE) et de plomb tétraméthyle (PTM) (nos dernières éditions datées 27 février).

A 7 h 30, mardi 26 février, ils ont amarré un canot pneumatique à l'arrière du navire, afin d'empêcher toute manœuvre de l'*Esst-Flora*, qui doit se rendre en Afrique du Sud. Les écologistes - des Français, des Danois, des Néerlandais et des Allemands notamment - veulent ainsi protester contre les risques liés au transport maritime du PTE et du PTM, produits toxiques utilisés comme substances antituméfiques dans l'essence. Mais ils veulent surtout souligner l'incapacité des gouvernements européens à mettre un terme à la contamination de l'environnement due au plomb ajouté à l'essence.

Quant aux représentants du port autonome de Saint-Nazaire, ils ont affirmé, mercredi 27 février, que l'action de Greenpeace « pose un problème de sécurité, car les normes exigent qu'un navire prenne immédiatement la mer dès lors que les opérations de chargement sont terminées ».

Naissances

— Michèle et Samuel LEPASTIER, Joachim et Eléonore sont heureux d'annoncer la naissance d'Orlane.

Paris, le 14 février 1985.

Mariages

— Sophie ALCAN et Pascal MORVILLERS sont heureux de faire part de leur mariage.

Saumur, le 16 février 1985.

Décès

— M^{me} Rosalie Averty, son épouse, M. Jean-Christophe Averty, son fils, M. Gilles Averty, son petit-fils, M^{me} Karine Averty, sa petite-fille, M. Christophe Averty, son petit-fils, Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles AVERTY,

survenu le 25 février 1985 à Paris.

Le service religieux en l'église Saint-Pierre de Montrouge aura lieu le jeudi 28 février, à 15 h 45, suivi de l'inhumation au cimetière de Bagneux dans le caveau de famille.

12, passage Rimbaud, 75014 Paris.

— Daniel Rosenthal, Et Pascal Binet, ont la douleur de faire part du décès subit de leur mère,

M^{me} Christiane COMBEAUX,

le mercredi 6 février 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 11 février 1985, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, suivies de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent et prient pour elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Castin-Pinel, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Odette Constans, son épouse, M. et M^{me} Michel Constans, M. et M^{me} Jean-Waltespiller, M. et M^{me} Pierre Constans, M. et M^{me} René Constans, M. et M^{me} Olivier Boiret, ses enfants, ses petits-enfants, et arrière-petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

Robert CONSTANS, fondateur des Editions C.D.U. et SEDES,

survenu à Paris, le 20 février 1985, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité à Paris, le mardi 26 février.

2, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

— Lyon.

M^{me} Jean-René Derré et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-René DERRÉ,

survenu le 22 février 1985.

— Le président de l'Université Lyon-II a le regret de faire part du décès de

M. le doyen Jean-René DERRÉ,

survenu le 22 février 1985.

[Ancien élève de l'école normale supérieure, docteur d'Etat, M. Jean-René Derré a été professeur dans plusieurs instituts français et universitaires à l'étranger avant de devenir doyen de la faculté des lettres de Lyon, puis directeur de l'UFR à l'université de Lyon-II. Il a occupé cette fonction jusqu'en juin 1977. Depuis il dirigeait dans la même université le Centre d'études et de recherches sur la littérature française moderne et contemporaine et sur la littérature comparée.]

— M. Maurice Dunand a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice DUNAND, née Mireille Cavalier, survenu le 14 février 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 16 février 1985 à Lézignan, 74140 Douvaine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La direction et le personnel du Centre de recherches historiques, Le Groupe d'anthropologie historique de l'Occident médiéval de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Pierre FENOT, ingénieur CNRS,

survenu le 24 février 1985, dans sa trente-deuxième année, et s'associent à la peine de sa famille.

Naissances

— M^{me} Alex Garnier, M^{me} Claude Guillemain, M. et M^{me} Jean Varille et leurs enfants, Michel et Nathalie Varille, M. Jean Germain, ses enfants et petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès, le 21 février 1985 à Lyon, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Alex GARNIER, médaillé militaire, croix de guerre, croix du combattant volontaire.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à la chapelle de l'hôpital de la Croix-Rousse à Lyon. Les cendres seront inhumées au mas de Castédat à Lourmarin (Vaucluse).

— La société SOPREMAS, Son président, Et les membres du conseil d'administration, Ses collaborateurs,

ont le très grand regret de faire part du décès du

général Jacques de GUILLEBON, administrateur, président d'honneur, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ex-chef d'état-major du général Leclerc,

grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, grand-croix de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1^{er} mars 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, où les honneurs militaires lui seront rendus.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Essertaux (Somme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, cours Albert-I^{er}, 75008 Paris.

— La maréchale Leclerc de Hautecloque, Philippe Peschaud, président national de l'Association des anciens de la 2^e D.B., Le conseil d'administration, Et tous les anciens de la 2^e D.B.

ont la grande douleur de faire part du décès de M. Jean de GUILLEBON, survenu le 25 février 1985, à l'hôpital du Val-de-Grâce, du

général de corps d'armée Jacques GUILLEBON, polytechnicien promotion 30, ancien chef d'état-major de la division Leclerc, ancien commandant de l'Ecole polytechnique, ancien directeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale,

compagnon de la Libération, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 (dix citations).

Les obsèques solennelles seront célébrées en l'église Saint-Louis des Invalides, le vendredi 1^{er} mars, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu à Essertaux (Somme), dans l'intimité, à 15 heures.

— On nous prie de faire part du décès de

Jean-Claude LEVY, juge au tribunal de grande instance de Metz,

survenu le 22 février 1985, à Nancy, dans sa quarante-septième année.

Sa famille, Ses amis, vous invitent à partager leur peine.

10, rue Saint-Dizier, 54000 Nancy.

— M. Guy Martineau, maire de Saint-Aignan-sur-Cher (41), son fils, M^{me} le docteur Madeleine Martineau-Clergeon, sa belle-fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} MARTINEAU, née Renée Chabault,

dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le 27 février 1985, à 15 h 30, au cimetière de Contres (41).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Mireille Poggioni et ses enfants, M^{me} André Poggioni, M. et M^{me} Dominique Poggioni et leurs enfants, M^{me} Annie Poggioni et ses enfants, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Robert POGGIOLI, préfet honoraire, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 26 février 1985.

La bénédiction aura lieu à l'hôpital de La Timone, le 28 février, à 10 heures, et l'inhumation à 16 heures, au cimetière de Caudé, à Nice (06).

[M^{me} le 10 janvier 1909 à Nice, M. Poggioni est entré, en 1933, dans le corps préfectoral et a occupé de nombreux postes de haut-niveau avant d'être nommé, en 1953, préfet de l'Inde. Il devient la même année secrétaire général de la mairie de Marseille, en 1972, président de la Foire internationale de cette ville, après son admission à la retraite. Il conserve ces fonctions jusqu'en 1981.]

Naissances

— M^{me} Maurice Rubinski, son épouse, M. et M^{me} Daniel Mirisch, Valérie et Karine, M. et M^{me} Eric Hansen, Michael et Nicolas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Nathan Rubinski, ses parents,

M^{me} Michel Raich, sa belle-mère, M. et M^{me} Ludovic Rubinski, Catherine, M. et M^{me} Richard Rubinski, M. et M^{me} Gérard Rubinski, Sacha, M. et M^{me} Bruno Rubinski, Joy,

ses frères, sœurs et neveux, Toute la famille, Parents et alliés,

ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, à cinquante-neuf ans, de

Maurice RUBINSKI, chevalier de l'ordre national du Mérite, président d'honneur du conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes de l'Oise,

président du conseil régional de l'ordre des chirurgiens-dentistes de Picardie, vice-président du Syndicat départemental des chirurgiens-dentistes de l'Oise.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 février 1985, à 15 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue des Domeliers, 60000 Compiègne.

4, avenue du Maréchal-Haripe, 75017 Paris.

— Madame André Simeon a le regret de faire part du décès de

Monsieur André SIMEON, ancien employé du journal *le Monde*

survenu le 24 février 1985 à son domicile.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 février 1985, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil.

— M. Claude Weil, M. et M^{me} J.-M. Forrier et leurs enfants, M. Edouard Weil, M. René Salatiel,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Nicole WEIL,

survenu le 23 février 1985.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

Remerciements

— Dephag Doublet Vandoyeur et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie, remercient tous ceux qui ont partagé leur douleur lors du décès de

Pierre DOUBLET,

le 4 janvier 1985.

— M. Jean Saintout, M^{me} Suzanne Bergmann, M. Bruno Saintout, M^{me} Gisèle et Roseline Saintout, Et toute la famille,

très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées, adressent leurs sincères remerciements aux personnes qui se sont associées à leur peine.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à la cathédrale Notre-Dame de Paris, le mercredi 6 mars à 18 h 15, à la mémoire de

Pierre COCHEREAU, organisateur titulaire depuis 1955, décédé le 6 mars 1984.

Communications diverses

— Les legs destinés à Or Ha'Hayim (Institution de deux mille élèves internes à Bnei-Brak Israël) sont exemptés de tous les droits de succession. Pour tous renseignements s'adresser à l'Association Or Ha'Hayim, 3, rue Richer, à Paris-9. Tél. : 246-48-37. Le matin demander M^{me} S. Dahan ou M. J. Charbit. Documentation spéciale « Legs » sur demande.

— L'abbé René Laurentin, exégète et théologien, donnera, le jeudi 28 février, à 18 h 30, salle P.-J. Eyraud, 23, avenue de Friedland, à Paris-8, une conférence sur le thème : « La Bible et la foi catholique, l'exégèse contredit-elle les dogmes de l'Eglise ? Allons-nous assister à la guerre des exégètes ? » (Prix : 15 F).

Renseignements : tél. (1) 260-56-32.

— L'Institut d'études occitanes, 6, rue René-Villeneuve, à Paris-11, organise, le vendredi 1^{er} mars, à 20 heures, une conférence de Philippe Marval sur le thème : « Le Félibrige rouge », et le samedi 2 mars, à 20 h 30, un concert « baroque » avec des œuvres de Montéclair, Campra, Boismortier, Corrette, Vivaldi.

VENTE A FONTAINEBLEAU

HOTEL DES VENTES
5, rue Royale, place du Château
DIMANCHE 3 MARS à 14 heures
Assemblée, bijoux, argenterie
Tableaux anciens et modernes
Bon mobilier des 17^e et 18^e s.
M^{me} J.-P. OZENAT, commissaire-priseur
Tél. : (6) 422-27-62

LES AVENTURES DE LA RAISON

Le Monde
doctes et documents

LES AVENTURES BRADELCH
ATELECHOMBARTDELAUWE
DES COMBES DURANDCARALD
Y GENETTE GREEN GUILLAU
E HABERHAS JACQUART LARO
RITLACOSTELVOT ARDMELHE
RMOLES PAHATPECKERPHIC
ORINE SEVE SFEZPERBER T
HONTODOROVTOIRAINETOI
ENIEDVERNES DE LA RAISON

Du 1^{er} juillet au 2 septembre 1984, le Monde Aujourd'hui a interrogé des chercheurs (philosophes, mathématiciens, biologistes, historiens, psychologues, linguistes) sur l'usage et les formes de la rationalité contemporaine. Il leur a demandé s'il y avait du neuf sous le soleil de la raison, et si tout n'était pas joué dans le ciel éternel des idées.

Les réponses publiées ont été regroupées dans une brochure de 36 pages.

EN VENTE AU « MONDE » EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE « LES AVENTURES DE LA RAISON »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 22 F (Frais d'expédition inclus) F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DE LA VENTE AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

économie

REPÈRES

Dollar : vif repli à 10,30 F

Le vif repli amorcé sur le cours du dollar dans l'après-midi du mardi 26 février, et suivi d'une remontée, s'est confirmé mercredi 27 février en fin de matinée, sur un afflux de ventes bénéficiaires : le « billet vert » est revenu, à Paris, de 10,60 F à un peu plus de 10,30 F, et, à Francfort, de 3,47 DM à 3,37 DM. Ces ventes sont dues aux déclarations pessimistes, mardi, de M. Volcker, président de la Réserve fédérale, et, le 27 février, à une intervention collective des banques centrales de plusieurs pays.

Dettes : accord entre la Yougoslavie et le FMI

La Yougoslavie a conclu avec le FMI un accord de principe sur l'octroi d'un crédit stand by pour 1985-1986. Cet accord doit permettre un réajustement de près de 3 milliards de dollars qui sont dus par Belgrade aux banques et aux gouvernements occidentaux. Il s'agit du cinquième arrangement conclu avec le FMI depuis 1981.

Gaz : la France tente de régler ses achats aux Pays-Bas en ECU

Gaz de France, qui a obtenu de la société néerlandaise Gasunie un réajustement de son contrat de fourniture de gaz naturel (le Monde du 21 février), négocie actuellement la possibilité de régler ses achats en ECU, et non en florins comme précédemment. Cet accord, qui prévoit la livraison jusqu'en 2003 de quelque 5 milliards de mètres cubes par an (pour un total de 7 milliards à 8 milliards de francs), reste toutefois soumis à l'approbation du gouvernement néerlandais qui n'a pas donné son feu vert, notamment en ce qui concerne le mode de financement.

Pétrole : baisse des prix sur le marché libre

Les cours du pétrole brut, après trois semaines de raffermissement, ont recommencé à chuter sur le marché au jour le jour depuis le début de la semaine. Le cours du Brut Brent de la mer du Nord, qualifié de plus traité, qui avait atteint 29 dollars par baril pour livraisons en mars, et à 28,40 dollars pour une livraison en mai, soit 1 dollar par baril de moins que la semaine passée. La hausse du cours du dollar, la fin prochaine de la grève des mineurs britanniques - qui soutenait la demande de fuel - et l'annonce d'une augmentation de la production de l'OPEP sont à l'origine de cette chute des cours.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE.L.	10,5000 - 10,5100	+ 149 + 170	+ 230 + 315	+ 450 + 550
Scm.	7,5161 - 7,5263	+ 2 + 24	- 31 + 15	- 427 - 307
Yen (100)	4,0191 - 4,0253	+ 132 + 142	+ 276 + 299	+ 840 + 888
DM	3,0577 - 3,0632	+ 117 + 125	+ 231 + 247	+ 622 + 662
Flarin	2,6971 - 2,7018	+ 83 + 89	+ 157 + 170	+ 438 + 472
F.R. (100)	15,0797 - 15,1159	- 3 + 32	- 9 + 83	- 219 + 6
S.S.	3,6020 - 3,6142	+ 144 + 158	+ 283 + 296	+ 532 + 590
L. (1 000)	4,8860 - 4,8921	- 147 - 129	- 299 - 268	- 1 826 - 954
C.	11,8382 - 11,8513	- 295 - 263	- 632 - 565	- 1 352 - 1 186

TAUX DES EUROMONNAIES

	3	6	9	12	15	18	21	24	27	30	33	36	39	42	45	48	51	54	57	60
SE.L.	8	5 1/8	5 1/8	5 3/4	5 7/8	5 7/8	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16	5 15/16
DM	5 5/8	5 7/8	5 7/8	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
Flarin	6 1/8	6 3/8	6 3/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
F.R. (100)	10	10 1/2	10 1/2	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8
S.S.	82	87	87	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
L. (1 000)	13	13 1/4	13 1/4	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8	13 5/8
C.	13	13 1/4	13 1/4	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
R. éamp.	10 3/8	10 5/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8	10 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

Les Dix sont parvenus à un accord sur la réduction des excédents de vin

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Dix se sont mis d'accord mardi soir 26 février sur la nouvelle réglementation applicable au marché du vin, confirmant ainsi les orientations arrêtées en décembre par le conseil européen de Dublin. La réforme, qui vise à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de vins de table et à se prémunir contre les risques de progression de la production espagnole, cela, bien sûr, dans la perspective de l'élargissement de la Communauté, repose sur deux principales mesures : la mise en œuvre systématique d'une distillation obligatoire à très bas prix - à 50 % du prix d'orientation pour les dix premiers millions d'hectolitres, à 40 % au-delà - en cas de vendanges pléthoriques, dans le but de dissuader les viticulteurs d'accroître leurs rendements ; l'encouragement à l'arrachage de vignes afin de rendre le potentiel de production de la Communauté plus conforme à une consommation qui est en baisse.

Le différend surgi entre la France et l'Italie d'une part, la Commission et les autres Etats membres d'autre part, quant à l'opportunité de limiter le droit à replantation des vignes a été réglé par un compromis. Son objet est d'éviter que les dispositions concernant l'arrachage ne soient détournées de leur objectif - la réduction de la production - sans pour autant gêner les viticulteurs qui ont besoin d'utiliser toutes leurs terres pour gérer dans des conditions normales leur exploitation.

Il a été entendu que l'abattement sur le droit à replanter ne serait imposé qu'aux seuls viticulteurs qui demandent à bénéficier de primes d'arrachage. On veut éviter ainsi la situation où un viticulteur empêcherait de l'argent pour arracher la vigne sur quelques hectares de sa propriété et utiliserait les crédits ainsi obtenus pour remplacer, dans une autre partie de son exploitation, la vigne existante par des cépages à rendement plus élevé. Au vu de l'évolution de la situation, le conseil décidera, à la fin de l'année, à la majorité qualifiée - ce qui signifie que rien ne pourra se faire si la France et l'Italie, ensemble, s'y opposent, - s'il y a lieu de prévoir dans d'autres cas une limitation du droit à replanter.

Eviter la fraude

Ce n'est pas la première fois que le conseil aménage le règlement «vin». Fort des expériences décevantes du passé, la réforme maintenant décidée vise à faire en sorte que les dispositions de marché, dont l'objet est de pénaliser les viticulteurs qui augmentent leur production, soient effectivement appliquées, bref, que la fraude soit évitée. Il s'agit de garantir aux viticulteurs français qu'ils ne seront pas soumis à des disciplines auxquelles, en revanche, parviendraient allégrement à se

soustraire leurs collègues italiens. Pour ce faire, la Commission se voit octroyer d'importants pouvoirs de contrôle et de gestion.

La distillation obligatoire, pierre angulaire du dispositif, devrait donc jouer chaque fois que nécessaire. Les quantités devant être distillées à bas prix seront fixées par la Commission pour chaque région, au vu de la progression de la production par rapport à une période de référence (1981-1982 à 1983-1984). Cette façon de partir de la situation existante est le seul élément qui, dans la réforme, soit favorable à l'Italie : celle-ci a des rendements moyens sensiblement supérieurs à ceux existant en France et surtout en Espagne. Or on interdit en fait par avance aux Français et surtout aux Espagnols - car ce sont eux qui sont principalement visés - d'accroître leur productivité.

Les ministres se sont aussi engagés à pratiquer au cours des années à venir une politique de prix « restrictifs » : dans le vocabulaire communautaire, cela signifie des ajustements de prix inférieurs à ce qui serait nécessaire pour compenser l'inflation. Les crédits qui seront affectés à la politique d'arrachage ont été fixés à 430 millions d'ECU, soit près de 3 milliards de francs, sur cinq ans. C'est moins que ne proposait la Commission. Aussi, la part de l'opération prise en charge par le Fonds européen sera limitée à 50 %, le reste étant supporté par les trésors nationaux. Il a été entendu qu'une partie des primes - jusqu'à 15 % - pourrait être attribuée, non pas directement aux producteurs, mais aux coopératives. Un moyen d'amener ces acteurs puissants à piloter une restructuration du vignoble dont l'objectif doit être l'amélioration de la qualité.

PHILIPPE LEMAITRE.

MONNAIES

Un fol mardi après-midi sur le dollar

Mardi 26 février, en fin d'après-midi à Paris, dans une salle de change, entre chien et loup : les marchés européens se ferment, à l'exception de celui de Londres, et, depuis le début de l'après-midi, les places américaines ont pris le relais. Après une nouvelle étape de hausse qui a poussé le dollar de 10,54 F à 10,64 F et de 3,45 DM à près de 3,48 DM, un peu de calme est revenu.

Au vu des performances des derniers jours, tout le monde est devenu prudent, et, même, on s'inquiète. Les opérateurs téléphonant aux spécialistes des prévisions sur graphiques, qui les ont prévenus que le dollar était entré « en zone rouge » : « Qu'est-ce qu'on fait ? » A vrai dire, depuis dix jours, la question posée chaque soir a reçu le lendemain matin la même réponse : « C'est la hausse », et ces mêmes opérateurs n'ont cessé de racheter les dollars qu'ils avaient vendus précédemment, par prudence, et par crainte d'interventions des banques centrales, qui ne se sont pas produites. Décourageant...

Soudain, à 17 h 15, sur les écrans des terminaux d'ordinateurs en liaison avec le monde entier (réseau Reuters ou Teletype), un flash d'information digne, et immédiatement, les chiffres commencent à danser sur les consoles : « Le dollar ?... la camp », rugit un opérateur. Effectivement, les cours du « billet vert » dégringolaient à vue d'œil : de 10,60 F on passe, en quelques minutes, à 10,50 F, puis à 10,45 F, et de 3,47 DM à 3,45 DM puis à 3,43 DM. A 19 h 45, ils sont retombés à 10,32 F et 3,375 DM. Une chute de 30 centimes en quelques heures, de quoi rendre caduque le plus solide des opérateurs.

Sombres prédictions

Que s'est-il passé ? Les banques centrales sont-elles intervenues massivement ? Mais non, elles n'en ont plus les moyens, ou le désir. Tout simplement, M. Paul Volcker, l'immense (2 mètres de haut) et tout-puissant président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, a profité de son passage devant la sous-commission bancaire de la Chambre des représentants à Washington pour effectuer quelques déclarations percutantes. « Je n'aime pas ce qui se passe sur les marchés des changes. » Et de réitérer ses

sombres prédictions sur l'avenir du dollar : « Du fait de la taille du déficit budgétaire, le gonflement des emprunts américains, à l'étranger, contiendra les gorges de sa propre destruction. » Il a agité le spectre d'une chute du dollar dans l'avenir, ce qui menacerait la santé de l'économie américaine et relancerait l'inflation.

Le discours n'est pas nouveau. Il avait été tenu dans la même enceinte un an, auparavant, M. Volcker, qualifiant même l'endettement extérieur de « pistolet braqué sur le cœur des Etats-Unis ». Mais, en février 1984, le dollar valait 8 F, contre 10,50 F aujourd'hui, et plus il monte haut, plus les risques d'un repli augmentent. Quand ? « Je ne sais pas quand », estime M. Volcker, mais le scénario est en place. « Dans les douze mois qui viennent, estiment les spécialistes, de quelle ampleur ? De 10 % à 15 %, selon ces mêmes spécialistes, qui jugent un tel recul tout à fait salutaire.

Moins 20 centimes en une demi-heure

Dans l'immédiat, en tout cas, l'effet de ces propos a été dévastateur. Sans doute le dollar s'est-il redressé quelque peu : après la fermeture de New-York et des marchés de la côte Pacifique, Hongkong, dans la nuit, était « plus ferme » et, mercredi matin, en Europe, les cours du « billet vert » étaient remontés au voisinage de 3,43 DM et 10,50 F, pour rechuter, toutefois, mercredi matin, à 3,37 DM et 10,30 F environ. Mais l'alerte avait été donnée, et, surtout, la rapidité du repli du dollar a été telle - près de 20 centimes en une demi-heure - que l'incertitude s'est encore accrue sur les marchés. Certes, la demande de dollars est toujours forte, avec, pour l'instant, une zone de résistance aux environs des cours de mercredi matin (3,43 DM et 10,50 F), et certains opérateurs voient la devise américaine s'avancer jusqu'à 3,50 DM et même davantage, 4 DM dans l'année, soit plus de 12 F. D'autre part, rien dans l'immédiat, si ce n'est les propos « assassins » de M. Volcker, ne menace vraiment le dollar, mais le scénario de repli évoqué par le président de la FED recommande, comme l'an dernier, à hanter les esprits. « Nous sommes en zone rouge... »

FRANÇOIS RENARD.

Chez Citroën du 15 au 28 février 1985.

Reprise sauvage

5000 F

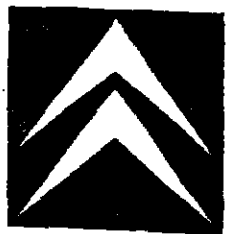
au moins

pour tout achat d'une voiture neuve.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000 F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement, si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 15 au 28 février 1985 !

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.



CITROËN préfère TOTAL

صكزا من الاميل

CONJONCTURE

Le diagnostic de l'INSEE pour le premier semestre

- Stagnation de la production industrielle
- Déficit de moins de 10 milliards du commerce extérieur
- Faible hausse des prix et des salaires

La production industrielle risque de stagner au premier semestre, tandis que le commerce extérieur, après un mauvais premier trimestre, se rééquilibrera au second grâce à une concentration exceptionnelle des ventes d'Airbus. Tel est en substance l'essentiel du diagnostic porté par l'INSEE sur l'état de santé de l'économie française dans sa note de synthèse présentée le 27 février.

Après avoir noté que « l'assainissement entamé depuis deux ans se poursuit avec rapidité et persévérance », l'Institut de la statistique estime que la hausse du dollar (noté parité de 9,70 F a été retenue par l'INSEE pour ses calculs contre 9 F dans sa note de conjoncture de décembre dernier) devrait être à peu près compensée par la récente baisse des prix du baril de brut en dollars. L'INSEE estime tout de même que la rigueur de l'hiver alourdira de 1 milliard de francs par mois, au premier trimestre, la facture énergétique. Le déficit dans ce domaine passerait donc d'environ 15-16 milliards de francs par mois (estimation INSEE de décembre) à 16-17 milliards de francs. Au deuxième trimestre, il reviendrait à 15 milliards de francs par mois.

L'excédent des produits manufacturés s'améliorerait un peu, passant au-dessus de 8 milliards de francs par mois du fait des moindres importations.

Tout compte fait, le déficit commercial oscillerait entre 6 et 9 milliards de francs au premier trimestre, puis disparaîtrait au second du fait de la vente d'une trentaine d'Airbus (cette concentration des ventes ne se prolongerait pas au-delà de juin). Mais sur l'ensemble du premier semestre, le déficit commercial resterait voisin de 7 à 8 milliards de francs (dans sa note de décembre, l'INSEE prévoyait un déficit de 12 milliards de francs).

M. Bérégovoy envisage de façon positive la possibilité d'une croissance plus forte

« La hausse du dollar n'a pas que des inconvénients : elle a contribué à la relance du commerce mondial », a souligné M. Pierre Bérégovoy, mardi 26 février. Le ministre de l'économie et des finances, s'exprimant à l'occasion du forum organisé par l'International Herald Tribune, a précisé que la hausse du dollar intervenait aujourd'hui « dans un contexte profondément différent, du point de vue de l'inflation, de celui des années 1981-1982 ».

En 1985, a poursuivi le ministre, la question qui se pose est la suivante : « L'économie française peut-elle bénéficier d'une croissance plus forte tout en poursuivant le rééquilibrage de ses comptes extérieurs ? » Pour répondre positivement à cette question, M. Bérégovoy affirme qu'il n'y a pas de lien mécanique entre le rythme de croissance et le déficit commercial. Il ne croit pas qu'« une économie en récession soit plus apte à équilibrer ses comptes extérieurs qu'une économie en croissance ».

Le ministre part du principe que « la croissance recherchée en 1985 procède d'une réduction du déficit public et d'un transfert de ressources du secteur public vers les secteurs privés », que l'inflation a été réduite de moitié par rapport à 1980, que les marges des entreprises se sont rétablies, que le franc se porte bien et que l'économie mondiale connaît une croissance de l'ordre de 5 % (alors qu'en 1982 elle était en baisse de 2,1 %). Ce sont tous ces facteurs qui lui permettent d'« envisager de façon positive la possibilité d'une croissance plus forte ».

La rigueur, qu'il faut maintenir, n'étant pas selon lui synonyme d'immobilisme, M. Bérégovoy a réaffirmé sa volonté de faire baisser les taux d'intérêt et de rendre plus fluides les marchés monétaire et financier.

Il a annoncé qu'il portait de 5 à 10 millions de francs le seuil au-delà duquel les investissements étrangers en France seront soumis à autorisation administrative.

AFFAIRES

MACHINISME AGRICOLE

Les exportations ont évité un trop grand recul des sociétés françaises

L'activité de l'industrie française du machinisme agricole s'est maintenue en 1984 grâce aux exportations. Le chiffre d'affaires total s'est élevé à 14,5 milliards de francs, en hausse de 3,5 % en francs constants, ce qui traduit une baisse en francs constants de 2 %. Celle-ci est plus prononcée pour les tracteurs (- 5 %), dont il n'a été construit en France que 36 100 unités (1). Les ventes intérieures des quelque 500 firmes opérant en France (consommation apparente) ont diminué en francs constants de 3 %, avec un chiffre d'affaires de 17,9 milliards de francs. Le secteur n'occupe plus que 30 400 personnes contre 45 600 en 1974.

Les exportations ont donc progressé de 19,3 % avec une valeur de 5,6 milliards de francs. Cette tendance se manifeste depuis le creux de 1980. Elle s'explique certes par le dynamisme des entreprises, mais aussi par la délocalisation des productions. En effet, à côté de l'activité exportatrice des PME, qui dominent dans ce secteur de l'industrie française, il faut compter avec la stratégie des grands groupes internationaux qui transfèrent leurs unités de production là où les coûts sont les moins élevés. C'est ce qui explique la progression étonnante des exportations françaises vers les États-Unis : 71,5 % avec 583 millions de francs, ou l'Allemagne fédérale (+ 15,3 % avec 608 millions de francs), pays où le marché est pourtant en récession d'environ 15 %.

La Grande-Bretagne reste le premier client de la France (16,7 % des exportations), mais elle achète moins : 939 millions (- 8,7 %). L'Allemagne fédérale est à l'égalité avec les États-Unis (10 % environ) et les autres pays de la CEE restent les principaux clients avec ensemble 18 %.

En valeur réelle, les importations ont tendance à diminuer. Elles se sont élevées à 7,3 milliards de francs.

Chez Renault

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL EST SUPPRIMÉ

M. Georges Besse qui présidait le 26 février un conseil d'administration de Renault a décidé de supprimer le secrétariat général et d'assurer lui-même les fonctions dévolues auparavant à M. François Doublin, président du MRG, et qui a, de ce fait, quitté la Régie. La communication, les affaires publiques et les affaires juridiques lui seront donc désormais rattachées.

M. Besse n'a pas l'intention d'annoncer ses options stratégiques — économiques et sociales — avant avril ou mai, mais des décisions sont déjà prises. Ainsi, selon les Echos, l'américanisation de l'Espace, annoncée par AMC et par Renault en octobre est restée en cause. Cela semble poser quelques problèmes de production à l'usine de Romorantin qui doit fabriquer mille Espace par mois au minimum alors que les ventes sont faibles (huit cent trente-sept en janvier).

en 1984 (+ 5,8 % en francs courants, mais - 0,5 % en francs constants). Le taux de couverture des importations par les exportations est remonté à 76,6 %. Il avait atteint 83,5 % en 1975 et était descendu à 61,6 % en 1982. Pour plus d'un tiers, ces importations proviennent d'Allemagne fédérale et pour plus d'un quart d'Italie. Les autres fournisseurs sont : la Belgique et le Luxembourg (8,2 %), la Grande-Bretagne (7,9 %), les États-Unis (6,8 %), Japon (3,8 %).

Ne pas baisser les bras

Les ventes de ce dernier pays menacent surtout la production française des équipements mécaniques de jardins et espaces verts. La baisse du pouvoir d'achat et les mauvaises conditions climatiques ont entraîné un recul du marché des motoculteurs et motoboues de 19 %. Les firmes françaises ont cependant mieux résisté que les importateurs puisque leurs livraisons n'ont chuté que de 10 % contre 24 % pour la concurrence étrangère. Le marché des tondeuses à gazon a mieux résisté (622 000 unités vendues), mais la production française

a baissé de 14,5 % et les importations, qui ont augmenté de 8,4 % en nombre d'appareils, représentent plus des deux-tiers du marché.

Pour cette année, le président du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA), M. Jean-Claude Garret, estime peu probable une progression du revenu agricole et prévoit donc une « légère poursuite de la baisse de la demande intérieure ». La situation monétaire internationale, allée aux efforts de la profession, devrait continuer de favoriser la hausse des exportations. Dans la situation de crise que connaît le machinisme agricole au plan international, la France peut, selon le Syndicat, améliorer sa position relative. Le prix du matériel national a augmenté moins vite que celui du matériel importé.

« En période de difficulté, fait valoir M. Pierre Saubot, président de la commission du commerce extérieur du SYGMA, les transferts de technologie prennent plus de valeur et les réseaux de distribution ont tendance à remettre en cause leur source d'approvisionnement. Sur certains marchés du tiers-monde, d'Amérique centrale et du Sud, la situation s'améliore vite, et les achats agricoles sont une priorité. Ce n'est donc pas le moment de baisser les bras », estime M. Saubot.

J. G.

Un maintien relatif en Europe

L'industrie européenne du machinisme agricole (1) représentait en 1983 3 600 unités de production, employant 239 000 personnes et un chiffre d'affaires de 87 milliards de francs. Les quatre principaux producteurs sont la RFA (24 milliards de francs), l'Italie (18 milliards), la France (14 milliards) et le Royaume-Uni (14 milliards). Ces quatre pays représentent 62 % du chiffre d'affaires européen. Sur une base 100, mesurant l'activité de ces pays en 1976, l'Allemagne, la France et l'Italie se trouvent en 1983 à des niveaux très voisins, proches de 90. En revanche, les ventes du Royaume-Uni ont chuté de 44 %.

Pour la même année, la consommation apparente de matériel agricole s'est élevée à 69 milliards de francs dont 16 milliards en France, 13 milliards en RFA, 10 milliards en Italie et 10 milliards au Royaume-Uni, soit pour ces pays 72 % du total. Seul, le marché français s'est maintenu au niveau de 1976. En RFA, il a chuté de 26 %, en Italie et en Grande-Bretagne de 23 %.

Enfin la différence entre le chiffre d'affaires à la production, et la consommation apparente du marché intérieur européen donne un solde net de 18 milliards de francs représentant les exportations sur les autres régions du monde.

(1) Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Quand M. Reagan attaque le libéralisme au cœur

Libérale, la politique économique de M. Reagan ? On le dit un peu vite, assimilant le succès de l'économie américaine à l'efficacité de la théorie libérale, qui inspirerait le président et ses conseillers. Les mesures prises une à une par la Maison Blanche devraient pourtant dessiller les peupliers des Européens.

On connaît déjà l'énorme déficit budgétaire américain, formidable moteur de relance de type keynésien. Le 25 février, M. Baldrige, secrétaire d'État au commerce, a fait mieux. Il a proposé de modifier un article de la loi antitrust, afin de faciliter les fusions d'entreprises. La justice ne pourrait plus s'opposer a priori à un projet de fusion, en arguant qu'elle « pourrait conduire » à des pratiques anticoncurrentielles. Il lui faudrait dorénavant prouver a posteriori qu'elle « a conduit » à de telles distorsions (le Monde du 27 février). C'est apparemment peu, mais c'est fondamental.

Car en assouplissant la loi antitrust, la Maison Blanche ne se contente pas de briser un pilier du système américain mais s'attaque au cœur même du libéralisme économique : les conditions de la concurrence. Il n'est pas de principe libéral plus fondamental qu'une loi antitrust. L'assouplir, c'est risquer de blesser le concurrent, c'est faciliter la création des monopoles, la calamité selon le credo libéral. Adam Smith s'étranglait au simple soupçon qu'une association « pourrait conduire » à des situations monopolistiques...

Sans doute n'est-ce là qu'un projet. Il ne sera d'ailleurs pas facile de le faire adopter par le Congrès, qui souhaite au contraire restreindre les OPA (Offre publique d'achat), notamment pétrolières. Mais il est clair que le président américain se moque bien du dogme. Il n'a en tête que le sort de son économie « réelle », de son industrie, de ses grandes entreprises et de ses banques qui réclament un tel assouplissement. Dès 1982, il envoyait aux orties une plainte de certains constructeurs d'informatique contre IBM, « quasi-monopole » s'il en est. Aujourd'hui, certaines firmes des secteurs traditionnels comme la sidérurgie veulent fusionner. M. Baldrige a expliqué que, sans modification de la loi antitrust, la montée des protectionnismes serait irrésistible dans le contexte d'un dollar fort. Bel argument puisque la Maison Blanche a déjà adopté de telles mesures protectionnistes dans l'acier et ailleurs.

Un libéral M. Reagan ? ou simplement un pragmatique sans complexes ?

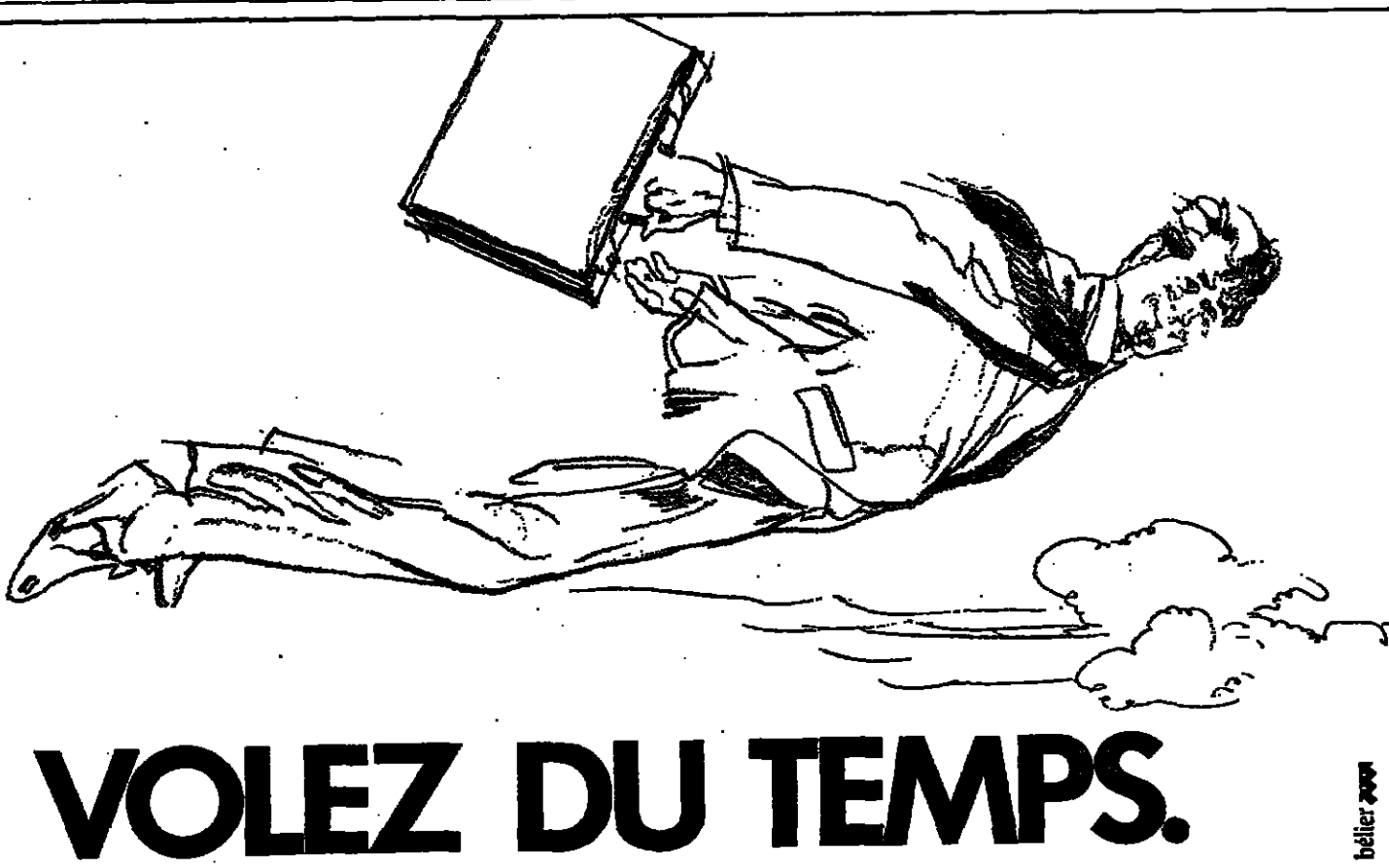
ERIC LE BOUCHER.

Pour faciliter et rentabiliser vos affaires, choisissez l'avion. L'achat d'une carte d'abonnement Air Inter vous donne droit, entre autres avantages, à 30 % de réduction sur tous les vols.

Choisissez votre formule parmi les multiples possibilités offertes par Air Inter : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes...

Pour tous renseignements, appelez Air Inter Paris (1) 320.13.60 ou votre agent de voyages.

LE RACCOURCI
AIR INTER



VOLEZ DU TEMPS.

bélier 2000

ÉNERGIE

LA PRODUCTION DE MÉTHANOL A PARTIR DU BOIS

Le projet de Clamecy en question

Génées par la baisse des prix des énergies traditionnelles - et la diminution des fonds publics de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie - les énergies nouvelles traversent une période difficile. Après le retrait d'EDF de la centrale solaire expérimentale Themis, un autre projet risque d'être remis en question : la production de méthanol à partir de déchets de bois. Alors que l'usine

pilote, implantée à Clamecy, dans la Nièvre, devait, selon les plans initiaux, entrer en service à la fin de l'an passé, les travaux n'ont pas encore commencé, seule l'ingénierie du projet, conçu par Creusot-Loire Energie - désormais Framatome - ayant été réalisée.

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui assure pour l'essentiel le financement du projet (69 millions de francs sur 4 ans) reconnaît que celui-ci « pour l'instant est suspendu ». La décision finale dépend de la volonté de l'industriel maître d'œuvre de développer cette filière. Chez Framatome, on se contente d'assurer que « les études du projet se poursuivent », aucune décision définitive n'ayant été prise. Il semble, toutefois, que le projet ait peu de chance d'aboutir, cette filière se révélant trop coûteuse pour connaître les développements internationaux prévus.

Le projet pilote de Clamecy, lancé fin 1983, dans le cadre de plan « carburants de substitution » (1), devait produire une trentaine de tonnes de méthanol par an. Moins que le développement du procédé en France, limité à quelques unités sur l'ensemble du territoire en regard aux grandes quantités de bois nécessaires - 500 tonnes par jour environ - l'objectif principal de cette expérience était de permettre à l'industriel d'exporter sa technologie vers les grands pays forestiers (Brésil ou Guyane).

Son abandon éventuel risque de provoquer de vives réactions dans la Nièvre, l'implantation de cette unité étant destinée à compenser, en partie, la baisse d'activité de l'usine Rhône-Poulenc de Clamecy spécialisée dans la fabrication de charbon de bois. La mairie de Clamecy, dirigée par M. Bernard Bardin, député PS, vient d'ailleurs de créer un fonds d'action économique pour aider les industriels qui projettent de créer des usines ou ateliers nouveaux (règles sur les prix de vente des terrains ou de construction de bâtiments).

V.M.

(1) Le méthanol peut être incorporé aux carburants classiques à raison de 3 % maximum.

DES MANIFESTANTS BLOQUENT LES ACCÈS A LA CENTRALE DE BRENNILIS

Le Finistère malade du nucléaire

De notre correspondant

Brest. - Mobilisation dans le centre Finistère pour le nucléaire. Depuis lundi 25 février, des manifestants bloquent l'entrée de la centrale nucléaire de Brennilis pour protester contre sa fermeture. Les élus de toutes tendances politiques et la population sont décidés à poursuivre le blocus si une table ronde avec les pouvoirs publics ne débouche pas sur des propositions concrètes pour remplacer ce réacteur qui procure 220 emplois.

Signe des temps. En février 1980 les habitants de Plogoff refusaient farouchement un projet de centrale, défiant jour après jour les forces de l'ordre. Aujourd'hui, à quelques kilomètres de là, en dans ou on veille la nuit pour défendre la « ville ». Des grèves, des engins de terrassement, des tonnes à finir obstruent le passage. Pas question d'entrer.

Dans les monts d'Arrée, Brennilis (70 mégawatts) est pourvoyeur d'emplois et de ressources. Les 220 personnes attachées à la centrale, en majorité des ingénieurs et des techniciens, vivent dans les communes voisines. A elle seule, la petite commune de Botmeur (120 habitants) touche 160 000 F de taxe professionnelle, soit 72 % de son budget.

« La fermeture de la centrale signifie pour nous la mort d'une région », clament en chœur les élus.

Brennilis et les cantons alentour vivent depuis plusieurs années sur le fil du rasoir. La centrale, mise en service en 1966, a présenté à plusieurs reprises des signes de fatigue. Aujourd'hui, elle tourne à plein rendement, mais, pour EDF, l'installation n'est plus rentable. Les frais de fonctionnement sont trop élevés par rapport à l'énergie fournie. D'où l'annonce, en juin 1984, d'une fermeture prochaine. Voilà pourquoi le comité de défense, créé il y a deux ans, propose de multiples projets : « L'eau est, ici, de bonne qualité, dit M. Daniel Croff, conseiller général d'Huelgoat (app. PC) ; pourquoi ne créerait-on pas une usine de mise en bouteilles ; pourquoi ne profiterait-on pas non plus du sous-sol riche en kaolin, en cuivre et en granite, pour créer une petite unité d'exploitation ? ». Dans le centre du Finistère, on se demande aussi pourquoi Brennilis ne servirait pas de plate-forme d'entretien pour les réacteurs des sous-marins nucléaires basés à l'Île-Longue, au lieu de Cadarache.

Après Plogoff et aujourd'hui Brennilis, le conseil général a refusé la construction d'une centrale sur le site de Began Fry à Guimatch, près de Morlaix, où le projet a provoqué un tollé. Décidément, le Finistère est malade du nucléaire.

GABRIEL SIMON.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● Essence sans plomb : ARCO est décidé à fabriquer des additifs à Fos-sur-Mer. - Filiale de la compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield, ARCO Chemical Europe a confirmé son intention de construire à Fos-sur-mer (Bouches-du-Rhône) une unité de TBA (alcool tertio-butyle), un additif employé pour augmenter l'indice d'octane des carburants (le Monde du 23 février). Les études d'ingénierie ont commencé. Mais la décision définitive de construire cette unité d'une capacité de 430 000 tonnes par an ne sera prise avant la fin de 1985. Elle est subordonnée à la conclusion des négociations en cours sur la livraison de matière première et d'énergie (vapeur fournie par ATOCHEM), mais surtout à la signature d'accords commerciaux pour l'écoulement de ce produit.

Consommation

● « CARREFOUR » et l'IFOP condamnent pour publicité mensongère. - La troisième chambre correctionnelle de la cour d'appel de Rennes a condamné mardi 26 février M. Jean Marc Lech, ancien directeur de l'IFOP, à une amende de 200 000 F, et M. Jacques Defforey, administrateur de Carrefour, à une amende de 100 000 F, pour publicité mensongère à l'occasion de la campagne « indice et économies » lancée en 1979. MM. Lech et Defforey devront supporter la publication partielle de l'arrêt dans vingt journaux nationaux ou régionaux au choix exclusif des parties civiles jusqu'à concurrence de 5 000 F par publication. - (Corresp.)

Etranger

ETATS-UNIS

● Forte hausse, grâce à la défense, de commandes de biens durables. - Les commandes de biens durables à l'industrie américaine ont augmenté de 3,8 % en janvier pour se situer à 106 milliards de dollars. En décembre, ces commandes avaient fléchi de 1,9 % après avoir fait un bond de 8,3 % en novembre. Toutefois, en janvier, les commandes militaires ont progressé de 12,9 % (pour atteindre 9,8 milliards de dollars), alors que celles de biens d'équipements civils ont reculé de 11,5 %. Abstraction faite de la défense, les commandes n'auraient globalement augmenté que de 3 %. - (AFP, Agefi.)

Social

● Deux blessés au cours d'une manifestation à Saint-Nazaire. - Deux salariés des Ateliers Français de l'Ouest (AFO) ont été légèrement blessés lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre au cours d'une manifestation organisée le 26 février à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) à l'appel de la CFDT et de la CGT. Les ouvriers auraient tenté de forcer les grilles de la sous-préfecture pendant qu'une délégation était reçue.

● Acieries de Pompey : mille cinq cents suppressions d'emplois d'ici à la fin 1986. - La direction de la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP, du groupe Saci-lor), près de Nancy, a annoncé que mille cinq cents emplois seraient supprimés sans licenciement, d'ici au second semestre 1986. Les effectifs sont actuellement de deux mille trois cents personnes. Ces suppressions d'emplois s'inscrivent dans le cadre de la restructuration des aciéries spéciales de construction.

● Le Parti communiste réclame des embauches chez RVL. - Malgré les pertes (2,4 milliards de francs en 1984) et les suppressions d'emplois réalisées et programmées chez Renault Véhicules Industriels, le Parti communiste, par la voix de M. André Gérin, membre du comité central, a réclamé, le 26 février, trois mille embauches pour développer la marque de poids lourds et améliorer la qualité. Le PC a d'ailleurs décidé de lancer une pétition pour le développement d'une nouvelle génération de moteur Diesel.

SOCIAL

La millième stagiaire TUC de Marseille

De notre envoyé spécial

Marseille. - Nathalie considère qu'elle a de la chance : elle est la millième stagiaire TUC (travaux d'utilité collective) recrutée par la ville de Marseille, et, à ce titre, elle a été saluée le 25 février par le maire, M. Gaston Defferre, et deux ministres en visite dans les locaux de la « mission TUC », M. Michel Delebarre et M. Jean Le Garrec. Trois mille six cent quarante-trois jeunes de moins de vingt et un ans se sont inscrits ; deux mille huit cents stages ont été répertoriés, et l'organisation mise au point par l'équipe municipale tourne rondement. L'accueil est assuré par les TUC eux-mêmes, et ceux qui ont la charge de la sécurité à la sortie des écoles portent tous une veste bleue frappée d'un badge aux couleurs de la ville.

Marseille et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont également en avance dans un autre domaine, celui de l'informatisation de l'ANPE, qui justifiait lui aussi le double déplacement ministériel. En 1982, M. Jean Le Garrec avait signé une convention avec la région, qui s'engageait à financer, à parité avec l'Etat, le traitement informatique des demandes d'emploi, complété entre l'ANPE et les ASSÉDVC. Ce système fonctionne dans tous les départements de la région depuis juillet 1984 et a permis de supprimer le pointage qui, il y a peu encore, occupait le personnel d'une agence locale de l'ANPE pendant dix ou douze jours chaque mois.

« L'ANPE a ainsi la possibilité de mieux répondre à sa mission », a souligné M. Vanderpoite, directeur général de l'ANPE, qui a annoncé, à cette occasion, que l'ensemble du territoire national serait informatisé pour la fin de l'année 1985. Les files d'attente devant les ANPE vont disparaître et les chômeurs recevront plus rapidement leurs allocations d'assurance-chômage. 85 % des nouveaux demandeurs d'emploi, comme en Provence-Côte d'Azur, seront indemnisés dans le mois de leur inscription.

cription, contre 50 % environ actuellement.

Autre avantage : l'ANPE pourra davantage s'occuper de la recherche d'emploi pour les chômeurs. Ainsi, grâce à des conventions passées avec des organismes de formations comme l'AFPA ou les GRETA (Groupements d'établissements pour la formation continue), 50 000 demandeurs d'emploi ont pu bénéficier, en 1984, d'un bilan professionnel et, le cas échéant, d'une formation adaptée. L'ANPE espère faire mieux dans les années à venir.

A. L.

LA CGT DÉNONCE LE « TRISTE BALLET » DES QUATRE AUTRES SYNDICATS

La CGT s'en prend aux syndicats - CFDT, CGC, CFTC, FO - qui ont demandé une négociation ou des entretiens au CNPF sur l'extension des congés de formation recherche d'emploi (CFR). Dans une déclaration le 26 février, M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, dénonce « le triste ballet auquel se livrent les non-signataires : Tels les bourgeois de Calais, d'Edmond Maire à Bergeron en passant par Marchetti, c'est à qui trouvera la prière la plus touchante. Supprimer le patronat de reprendre des discussions en promettant, cette fois, d'être plus sages, évouons qu'on peut faire mieux en matière d'action syndicale. D'autant que l'enjeu reste le même. Ce qui est visé, c'est bel et bien l'ensemble des acquis sociaux, que le CNPF et d'autres présentent ouvertement comme insusceptibles ».

Le 26 février, M. André Bergeron a adressé une nouvelle demande d'entretien au CNPF « dans les plus brefs délais » sur « la situation sociale telle qu'elle se présente actuellement dans tous les domaines ».

Cinquante mille immigrés devraient rentrer volontairement au pays en 1985

Estime le président de l'ONI

Vingt mille travailleurs immigrés et leurs familles, soit 50 000 personnes, devraient quitter la France en 1985 pour rentrer volontairement dans leur pays, dans le cadre d'accords avec l'Office national d'immigration (ONI), a indiqué à l'AFP M. Gérard Fuchs, président de cet organisme. Au 15 février, en effet, l'ONI avait reçu en moins de six mois 6 536 demandes individuelles dans le cadre de ces conventions (4 291 au 31 décembre 1984), et de nouveaux accords vont s'appliquer en cours d'année, notamment avec Renault et les entreprises du bâtiment. 3 800 demandes proviennent de l'industrie automobile (3 400 de PSA). 56 % sont des Maghrébins (35 % des Algériens, 17 % des Ma-

rocaïns), 19 % des Portugais, 14 % des Turcs.

Selon M. Fuchs, ces retours peuvent contribuer au développement des pays d'origine, s'il y a des formations adaptées, mais ils libéreront peu d'emplois en France : « L'expérience Sidiou de 1977 [du nom de l'ancien secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels] qui a entraîné un peu plus de 90 000 départs sur plusieurs années [dont 57 960 travailleurs - NDLR], n'a libéré que 30 000 emplois environ pour des Français et provoqué une grande désorganisation du bâtiment. Pour les postes les plus pénibles, ceux du nettoyage, il faudrait une revalorisation très significative des salaires pour que des Français acceptent de les occuper. »

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 ☎ 347.21.32

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE CGE

CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'EXERCICE 1984

Au cours de l'exercice 1984, le chiffre d'affaires hors taxes des sociétés contrôlées du groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 62 109 millions de francs contre 57 435 millions de francs en 1983. Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du même exercice par les sociétés affiliées, et qui inclut notamment les facturations émises par Thomson-Télécommunications, s'est établi à 12 037 millions de francs contre 5 029 millions de francs en 1983.

Pour le groupe considéré dans son ensemble, les facturations de sociétés contrôlées et affiliées ont atteint le montant de 74 146 millions de francs. Par rapport à 1983, la progression est de 18,7 % à structures réelles et de 7,7 % à structures comparables.

La répartition par secteurs d'activité du chiffre d'affaires total du groupe est donnée dans le tableau ci-après. Les montants réalisés au cours des exercices 1983 et 1984 sont accompagnés des variations correspondantes calculées à structures comparables :

(en millions de francs)	1983	1984	Variation 1984/1983 à structures comparables
Electromécanique et construction navale	21 416	23 248	+ 10,2 %
Entreprise électrique	9 219	9 007	- 2,3 %
Télécommunications et informatique	12 950	25 197 (1)	+ 12,8 %
Câbles	6 463	8 004	+ 0,8 %
Accumulateurs et piles	3 862	4 046	+ 7,3 %
Divers	8 554	4 644 (2)	+ 3,5 %
TOTAL	62 464	74 146	+ 7,7 %

(1) Dont 11 881 millions de francs en provenance des sociétés affiliées.

(2) Dont 156 millions de francs en provenance des sociétés affiliées.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA CONSTRUCTION DU BARRAGE RÉSERVOIR DE LA MAPE

Le ministère de l'Informatique et des marchés publics lance un appel d'offres international auprès des entreprises spécialisées de travaux publics et de génie civil en vue de la construction des ouvrages définitifs du barrage réservoir de la Mape, situé à 70 km au nord de Fomouba.

Le financement de ce projet a été demandé aux organismes suivants :

- la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) ;
- la Banque européenne d'investissement (BEI) ;
- la Banque africaine de développement (BAD) ;
- le gouvernement de la République du Cameroun.

Le présent appel d'offres s'adresse aux entreprises éligibles auprès des organismes de financement cités ci-dessus.

Les travaux sont divisés en deux lots et concernent la construction des ouvrages suivants :

LOT 1 - A

A) Un ouvrage d'évacuation des crues et de restitution de débits de 40 m de hauteur à vannes segments de fond et de surface y compris les ouvrages de raccordement à la digue principale.

A titre indicatif : 60 000 m³ de déblais rocheux ; 30 000 m³ de béton environ.

B) Un canal d'amenée de 1 060 m de longueur et de 15 m de largeur en plafond.

A titre indicatif : 510 000 m³ de déblais meubles ; 150 000 m³ de déblais rocheux.

C) Un canal de restitution de 1 250 m de longueur et de 25 m de largeur en plafond.

A titre indicatif : 810 000 m³ de déblais meubles ; 100 000 m³ de déblais rocheux.

LOT 1 - B

A) Une digue principale en terre zonée de 1 521 m de longueur et 35 m de hauteur maximale sur fondation.

B) 7 digues secondaires totalisant 2 092 m de longueur cumulée, la hauteur des digues variant de 1 à 7 m.

Le volume total de remblais est de 3 800 000 m³ environ.

Les dates impératives limites du projet sont les suivantes :

- Notification du marché : 1^{er} août 1985
- Démarrage effectif des travaux sur le site : 1^{er} novembre 1985
- Coupure de la rivière et déviation de la Mape : 1^{er} décembre 1986
- Ouvrages prêts au remplissage partiel à la cote 710 : 1^{er} juillet 1987
- Ouvrages définitifs prêts au remplissage : 1^{er} juillet 1988

Les lots de travaux sont distincts. Ils peuvent être attribués ensemble ou séparément.

Toutefois, il est précisé que seules les entreprises originaires de la zone franc peuvent soumissionner pour le lot 1A, susceptible d'être financé par la CCCE.

Les entreprises retenues pour l'un et/ou l'autre lot devront obligatoirement constituer avant adjudication définitive un groupement conjoint et solidaire pour l'ensemble des deux lots.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être consultés et retirés au Ministère de l'Informatique et des marchés publics, direction centrale des marchés à Yaoundé à compter du 15 février 1985 contre présentation d'une quittance de versement d'un montant de 400 000 F CFA (quatre cent mille francs CFA) à l'ordre de l'agent comptable de la Sonel, BP 4077 Douala, Tél. 5271 KN.

Visite sur le site suivie d'une réunion d'information, en principe dans la semaine du 8 au 13 avril 1985.

Les soumissions rédigées en français ou en anglais et contenant les offres devront parvenir à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Informatique et des marchés publics ; Direction centrale des marchés ; YAOUNDE.

au plus tard le 15 mai 1985 à 12 heures, heure locale, soit par poste en recommandé avec accusé de réception, soit déposées contre récépissé et devront porter la mention « Appel d'offres international du 15 mai 1985 pour la construction des ouvrages définitifs du barrage réservoir de la Mape - Lot 1 - Génie civil - A ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

L'ouverture des plis se fera dans la salle des conférences du Ministère de l'Informatique et des marchés publics par la Commission centrale des marchés siégeant en séance privée.

سكنا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 février

Tassement

Enfin ! La Bourse de Paris, qui paraissait en début de semaine ne pas vouloir céder un pouce de terrain, s'est décidée mardi à faire machine arrière. N'exagérons rien. Cela n'a pas été la baisse avec un grand B, celle attendue par la Communauté pour assainir le marché. Les valeurs françaises se sont simplement un peu tassées et, à la clôture, l'indice Cote a enregistré une baisse de 0,3 % en dessous de son niveau précédent.

« Comme les agriculteurs ont besoin de la pluie pour faire pousser leurs récoltes, la Bourse a besoin de baisse pour faire fructifier son patrimoine. C'est la remarque saute au vol d'un professionnel qui du coin de l'œil observait l'effacement des cours en priant le ciel que le phénomène dure assez pour en rabaisser les niveaux et se remettre à acheter. »

Tous indices aux aguets prêts à prendre les places laissées disponibles. Et c'est sans doute à cause de cette chasse aux affaires qu'en définitive le repli est resté limité. C'est ce qu'affirmait un gérant de portefeuille. Le fait est : les différences de cours n'ont pas été très importantes et, phénomène significatif, les actions en recul la veille se sont redressées.

Les deux plus fortes baisses ont concerné Papeteries de Gascogne (- 5 %) et Esso (- 3,9 %), les deux plus fortes hausses Presses de la Cité (+ 3,5 %) et Penarroya (+ 3,1 %).

La devise-titre s'est maintenue à des niveaux élevés, s'est échangée entre 11,13 F et 11,18 F contre 11,02 F-11,20 F.

En vif repli la veille au soir dans la City (- 5,25 dollars), l'or a été un peu plus soutenu : 285 dollars l'once contre 284,25 dollars.

A Paris, le lingot s'est légèrement redressé à 96 800 F (après 96 550 F) contre 96 650 F. Le napoléon est resté à 580 F (+ 4 F). Le volume des transactions a diminué : 7,51 millions de francs contre 8,37 millions.

NEW-YORK

Reprise

Après trois séances de baisse, les cours se sont redressés mardi à Wall Street. Toutefois le mouvement n'a pas été uniforme. Initialement en hausse, les cours se sont repliés à mi-parcours, pour remonter ensuite et s'alourdir enfin à l'approche de la clôture. Finalement, l'indice des Industriels s'est inscrit à 1 286,10 avec un gain de 8,61 points. Au plus haut de la journée, il a atteint la cote 1 293,18. Le bilan général a été franchement positif. Sur 1 948 valeurs traitées, 1 008 ont progressé, 546 ont fléchi et 430 n'ont pas varié.

D'après les spécialistes, le marché semble avoir réagi à la légère dérive enregistrée sur le front des taux d'intérêt. D'autre part, les données statistiques sur l'évolution de l'économie ont été pour beaucoup. La hausse des prix de détail en janvier a été très raisonnable (+ 0,2 %) et, pour le même mois, les commandes de biens durables à l'exportation ont augmenté de 3,8 % après une baisse de 1,9 % en décembre.

De l'avis général, ce tassement est davantage resté à une consolidation qu'à une hausse véritable. Pour un gérant de portefeuille, le marché se trouve au point d'équilibre à partir duquel, et les acheteurs institutionnels se développent, il pourrait bien commencer une grande marche en avant qui le porterait au-delà de la barre des 1 300 du Dow Jones. L'activité a porté sur 114,5 millions de titres contre 89,74 millions la veille.

VALEURS	Cours de 25 fév.	Cours de 26 fév.
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SODEXHO. - Sodekho, une des premières sociétés mondiales de restauration collective, va s'attaquer à deux importants marchés : le Japon et les États-Unis - pour essayer de compenser la baisse d'activité dans sa spécialité, la gestion des « bases-vie », centres d'hébergement et de restauration sur les grands chantiers.

Le PDG, M. Pierre Bellon, a révélé que le chiffre d'affaires pour l'exercice compris entre le 1^{er} septembre 1983 et le 31 août 1984, avait progressé de 10 % pour atteindre 3,69 milliards de francs. Cette augmentation est nettement au-dessus de celle prévue. Mais le bénéfice net (part du groupe) s'est accru plus rapidement (+ 38,8 %) qu'anticipé (+ 35 %). Son montant est de 118 millions de francs. De

ce fait, le dividende est majoré : 50 F contre 36 F.

M. Bellon a annoncé qu'en raison, notamment, de la conjoncture au Proche-Orient, où le prix de vente des services de gestion des « bases-vie » a baissé de 20 % à 25 %, les résultats de l'exercice en cours seront similaires à ceux de 1983-1984.

Ans-Unité, Sodekho va ouvrir un restaurant « Amman » à Chicago et prévoit un développement international de cette formule en cas de réussite.

Depuis novembre 1983, le groupe a ouvert au Proche-Orient six boulangeries-pâtisseries-restaurants rapides sous le nom de « French Corner ».

En France, Sodekho a pris une participation de 10 % dans un projet d'exploitation des restaurants « Amman » et les pâtisseries « French Corner ». Sodekho va aussi ouvrir, fin avril, à Paris le premier établissement d'une nouvelle chaîne « Oh ! Pâtisseries », dont la conception sera basée sur un plat traditionnel français à base de pain.

Le projet Sodekho a obtenu la possibilité de porter en une ou plusieurs fois le capital de la société de près de 50 millions à 200 millions de francs dans un délai de cinq ans.

Le capital de Sodekho est principalement détenu par le syndicat Sodekho (46,7 %) et M. M. Bellon (9,8 %). Le public détient 31 % des actions.

BOURSE DE PARIS Comptant

26 FEVRIER

VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	27 40	27 40
5 %	43 86	43 86
5 % ann. 45-46	71	71
Emp. 7 1/2 1979	116 80	116 80
Emp. 8 1/2 77	116 80	116 80
8,80 % 78/80	95 80	95 80
10,80 % 79/84	95 80	95 80
12,25 % 80/85	103 70	103 70
13,80 % 80/87	105 80	105 80
13,80 % 81/88	105 80	105 80
16,75 % 81/87	111 80	111 80
18,20 % 82/89	118 20	118 20
18 % 82/85	115 80	115 80
S.O.F. 7 1/2 81	143 80	143 80
S.O.F. 14 5/8 80-82	140 80	140 80
Ca. France 3 %	140 80	140 80
CMB 5 ans j. 82	102 40	102 40
CMB 7 ans j. 82	102 72	102 72
CMB 10 ans j. 82	102 80	102 80
CMB 15 ans j. 82	102 80	102 80

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	114	129 00
A.T. & T.	1424	1375
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	37 1/8	38 7/8
A.T. & T.	21 3/4	22 1/4
Bank of America	52 1/8	52 3/4
Boeing	52 1/8	52 3/4
Chemical Bank	52 1/8	52 3/4
Eastman	41 1/4	41 3/4
Exxon	41 1/4	41 3/4
General Electric	62 3/8	63 1/2
General Motors	78 1/8	79 3/8
IBM	132 1/2	133 1/2
Intel	28 1/2	29 1/4
Johnson & Johnson	38 1/2	39 1/2
Merck	45 3/4	46 1/4
U.S. Steel	22 1/2	23 1/4
Westinghouse	38 1/8	39 1/8
Xerox Corp.	44 1/4	45 1/4

+ 0 28	166	Pompey	175	175	175	380	Can Pac. Imp. ..	364 50	360 50	360 50	- 1 08	124	Norsk Hydro ...	122 50	122	122	- 1 21
- 0 51	450	P.M. Labinal ..	461	455	455	+ 1 30	50	De Beers	48 80	47 40	47 45	+ 1 17	1150	Petrolina	1150	1132	1142	- 0 59
		P.M. Labinal ..	1045	1010	1000	+ 2 21		De Beers	1210	1200	1200	- 0 28						+ 1 00

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. A L'ASSAULT DES MANICHÉSMES POLITIQUES : « Rassembler », par Jacques de Montalès ; « Le poton magique », par Pierre Bas ; « Un centre, pour quoi faire ? », par Gabriel Péronnet.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
- L'initiative de paix égyptienne.
4. AFRIQUE
4.5. AMÉRIQUES
6. DIPLOMATIE
- La voyage de M. Gromyko à Rome.
- La 45^e sommet franco-allemand.
6. ASIE
- Les élections au Pakistan.

89 FM

à Paris

AMO « le Monde »
232-14-14

Mercredi 27 février, 19 h 20

URSS :

la difficile
succession
JACQUES AMALRIC
et MICHEL TATU

répondent aux questions
des auditeurs et des lecteurs
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

POLITIQUE

7. La préparation des élections cantonales.
8. La situation en Nouvelle-Calédonie.
- La réforme du mode de scrutin pour 1986.

SOCIÉTÉ

9. Le procès des accusés de l'attentat d'Orly aux assises du Val-de-Marne.
19. SPORTS.
19. RÉGIONS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

11. Rencontre avec Patrice Chéreau.
- La Puce à l'oreille, de Feydeau, à Marseille.
13. Les Saisons du cœur, un film de Robert Benton.
14. Sélection.
- Programmes des expositions.

ÉCONOMIE

22. MONNAIES.
23. AFFAIRES.
24. CONJONCTURE.
24. SOCIAL.
- ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS SERVICES (20):

« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (21) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (15 à 18) ; Marchés financiers (25).

Publicité

INCROYABLE ! il fait disparaître la douleur

Les micro-électrodes émises par les 16 électrodes du Piezor 30 « balaisent » la douleur en une minute quelle qu'en soit l'origine : rhumatisme, arthrose, névralgie, etc. Irrésistible, sans branchement ni pile, cette invention brevetée d'un médecin français vient d'être primée en novembre dernier. Si, dans un délai de 8 jours, l'appareil ne vous donne pas satisfaction, il vous sera remboursé. Vendu en exclusivité à La Boutique du Dos, 171, rue La Fayette (109, gare du Nord, 245-85-81).

**TENNIS
A PARIS**

STAGES CONJUGUÉS DUREZ ou ÉCHOUÉZ
Tous les niveaux sont enseignés
Tous les styles sont acceptés
Tous les âges sont bienvenus
Tous les budgets sont considérés

**TENNIS
734-36-36 ACTION**

Formé par DUNLOP et SERGIO TACCHINI

A B C D - F G H

AU CONSEIL DES MINISTRES

La dimension et les enjeux internationaux de la politique maritime

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, devait présenter le 27 février au conseil des ministres un bilan de la politique menée dans ce secteur depuis juin 1981, en insistant sur la dimension et les enjeux internationaux de la politique maritime. En effet, 70 %, en tonnage, du commerce extérieur français transitent par mer et, sur un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, la flotte de commerce française réalise 6 milliards de francs en trafics tiers, c'est-à-dire entre des ports étrangers. Les pêcheurs prennent 80 % de leurs captures en dehors de la zone économique française.

Si, entre juillet 1981 et juillet 1984, la flotte de commerce a diminué de vingt et une unités (et de soixante-six entre juillet 1978 et juillet 1981), des mesures de relance ont été prises, notamment à la fin 1984, et un système de prétraitements pour les marins a été institué. Le Havre et Marseille ont été choisis comme ports d'escale européens par les grands armateurs (américains et japonais) dans le cadre de leurs services « autour du monde ». Au chapitre de la pêche, un plan pluriannuel de modernisation représentant un effort de l'Etat de 343 mil-

lions depuis 1981 a permis la commande de trois cent vingt chalutiers.

Dans le domaine de la recherche océanologique, l'IFREMER (Institut français de la mer) a signé un accord avec le Canada pour l'exploitation d'un sous-marin polaire à propulsion atomique, le *Saga*, et coopère avec le Japon pour les explorations à grande profondeur.

La décentralisation a permis de confier aux collectivités locales la gestion de 90 % des trois cents ports jadis sous la tutelle de l'Etat.

Vis-à-vis des pays étrangers, des actions ont été engagées au niveau de la CEE - avec des fortunes diverses - pour tenter d'écarter la montée de la concurrence déloyale de la part des pays de l'Est. Mais, mis à part le secteur de la pêche, il semble très difficile aux Dix d'élaborer une politique commune des transports maritimes et de la construction navale.

Enfin, M. Lengagne devait indiquer qu'un prochain conseil des ministres examinerait le projet de loi sur l'aménagement et l'exploitation du littoral, conçu dans le même état d'esprit que la loi sur la montagne.

F. Gr.

SELON « L'HUMANITÉ »

M. Tchernenko est « porté par deux cents millions de citoyens »

L'*Humanité* de ce mercredi 27 février salue avec chaleur la parution chez Plon d'un recueil de discours et articles de M. Constantin Tchernenko, secrétaire général du PC soviétique. Sous le titre « Porté par deux cents millions de citoyens », l'*Humanité* souligne que l'intérêt de l'ouvrage est notamment lié à la fonction qu'exerce son auteur à la tête d'un pays de plus de deux cents millions d'habitants, deuxième puissance industrielle du monde, passé en à peine trois quarts de siècle de la nuit du servage à la maîtrise de l'espace interstellaire.

Selon l'*Humanité*, la seconde caractéristique de l'ouvrage est « le souci permanent de la paix et du désarmement qui imprègne chacune des interventions du dirigeant soviétique ». Le quotidien communiste cite à ce propos M. Tchernenko lui-même, qu'il présente comme « le pre-

mier responsable d'un peuple qui a contribué pour vingt millions de morts à la fin de la seconde guerre mondiale et à la victoire sur le nazisme ».

L'auteur de l'article, M. Arnaud Spire, évoque également avec approbation le « sourire ironique » que M. Tchernenko réserve à « ceux qui essaient de donner aux Soviétiques des conseils sur les droits de l'homme », et il ironise lui-même sur les commentaires moins enthousiastes que le sien parus à propos du livre de M. Tchernenko dans le « journal du milliardaire Goldsmith » (*l'Express*) ou tel autre « hebdomadaire bien financé ».

[Le soutien dont bénéficie M. Tchernenko dans son pays est encore plus considérable que ne le suppose l'*Humanité*, puisque l'URSS compte 272 millions d'habitants. En revanche, le servage a été aboli en Russie en 1861.]

Nouveau retard possible pour la navette Challenger

Prévu pour le 4 mars, le départ de la navette spatiale américaine Challenger, où doit embarquer l'astronaute français Patrick Baudry, pourrait être reporté une nouvelle fois. Challenger n'a décidément pas de chance, dans la mesure où la mission qu'elle devait accomplir a été remise à plusieurs reprises pour que soient remplacées une partie des tuiles de sa protection thermique. Le tir, qui était en principe prévu pour le 4 mars à 14 h 31, heure française, pourrait donc être retardé de quelques jours à deux semaines, en raison de la défaillance d'une batterie sur un des satellites de télécommunications que la navette doit emporter dans sa soute.

Il s'agit du deuxième exemplaire d'un satellite géant de télécommunications, le TDRS, chargé de relayer les communications entre la navette et le sol. L'ampleur du délai avancé par la NASA peut surprendre. Mais il tient au fait que l'on ne sait pas encore si la batterie défectueuse pourra être remplacée sur le pas de tir où Challenger est placé depuis plusieurs jours. Dans le cas contraire, Challenger devrait être remorqué jusqu'à son hangar pour un dépannage plus complet. Outre

cet incident de dernière minute, des fuites ont été découvertes, à la fin de la semaine dernière, dans les circuits où passe l'hydrogène liquide. Il semble que ce contretemps, considéré comme inquiétant il y a peu encore, n'affecte pas vraiment le date du tir.

« L'*Humanité* » occupée par des nationalistes kurdes. - Une centaine de militants nationalistes kurdes ont occupé, mercredi 27 février en fin de matinée, les locaux du quotidien *l'Humanité*, puis ont tenté de pénétrer dans le bâtiment de la rédaction. Ils ont été arrêtés par la police. Cette dernière a affirmé qu'elle n'avait fait que riposter aux tirs dirigés contre elle. Mais les habitants de la région parlent d'« assassinat ». - (AFP)

(Publicité)

Micro Commodore

chez Duriez - 25%

MICRO-ORDINATEUR
M COMMODORE 64 péritel : 2490 F ttc • Ensemble C64 péritel + magnéto-cassette + auto-formation basic : 2990 F ttc • Duriez, 132, bd St-Germain, M^o Odéon.

**Missitex
TELEX**

AVEC VOTRE MINITEL...

... 24 H SUR 24 H... AU BUREAU... CHEZ VOUS...

EN VOYAGE... ÉMETTEZ ET RECEVEZ VOS TELEX.

Pour en savoir plus, appelez

NUMERO VERT 16.05.11.33.33

APPEL GRATUIT

LES TRANSPORTS URBAINS MISENT SUR L'INNOVATION

De la communication que devait faire, le mercredi 27 février, le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Auroux, il faut surtout retenir l'impulsion donnée à la recherche et à l'expérimentation dans le domaine des transports urbains. Les autorisations de programme au titre de l'aide à l'innovation ont été accrues : 14 millions de francs en 1982, 30 millions en 1983, 70 millions en 1984 et 75 millions en 1985.

Les résultats ont commencé à se faire sentir. De nouveaux autobus standards (GX 107) ou articulés (GX 187) ont été mis au point par les sociétés Heuliez et Renault-Véhicules industriels. On attend pour le mois de mars l'expérimentation du nouveau modèle de la RATP, le R 312. Le « tramway français » a fait, en 1984, son apparition à Nantes et est programmé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et à Grenoble.

On teste actuellement, à Paris, le système Aramis de Matra, composé de petits véhicules entièrement automatisés ; à Villepinte (Seine-Saint-Denis), un système « hémimétrique », le SKF ; à Laon (Aisne), le POMA 2000.

L'industrie française des transports terrestres dispose de produits d'exportation qui tardent peut-être à l'emporter sur les marchés internationaux en raison de la pénurie des moyens de financement, mais qui sont promis à un succès certain en raison du développement de l'urbanisation dans l'ensemble des pays.

Le musée d'Orsay sera ouvert au début de 1987

Le musée d'Orsay sera ouvert au public, comme prévu, au début de 1987, a confirmé M. Jacques Rigaud, président de l'établissement public, le mardi 26 février, au cours d'une visite du chantier avec la presse. Assistaient à cette « cérémonie » les architectes du

René Héron de Villefosse, conservateur en chef honoraire des musées de la Ville de Paris, est mort à Paris le 23 février. Il était âgé de quatre-vingt-un ans. Né à Paris le 17 mai 1903, ancien élève de l'Ecole des chartes, René Héron de Villefosse fut successivement attaché au cabinet des Estampes et au Petit-Palais, conservateur de ce dernier musée, puis conservateur du musée Cognac-Jay, du château de Sceaux et de la collection Albert-Kahn. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Construction de Paris, Dames de Paris, Près et bois parisiens*.

● Inde : Après les émeutes au Rajasthan. - Des troupes ont été dépêchées, mardi 25 février, dans l'Etat du Rajasthan (nord-ouest de l'Inde), où une émeute consécutive à la mort, jeudi dernier, d'un député local, le Man Singh, a fait six morts et un nombre indéterminé de blessés, a annoncé l'agence de presse indienne PTI. Le prince Singh, député indépendant représentant le district de Bharatpur à l'Assemblée de l'Etat, a été tué avec deux de ses partisans au cours d'une fusillade avec la police. Cette dernière a affirmé qu'elle n'avait fait que riposter aux tirs dirigés contre elle. Mais les habitants de la région parlent d'« assassinat ». - (AFP)

Le numéro du « Monde »
daté 27 février 1985
a été tiré à 444 420 exemplaires

Sur le vif

Eh ! va donc !

A dix jours des cantonales, c'est la méchante bégaine, dites donc, ça gueule ça meurt, ça se dit des vilaines choses, ça se traite de tous les noms. On ne peut plus ouvrir une radio, une radio ou un journal sans sentir passer le vent des insultes que se lancent d'une patte lourde les vedettes du Bébête show. Il n'y a rien à faire ! Même quand ils se tapent dessus, nos politiciens, c'est en langue de bois, ça pèse une tonne et ça ne frappe plus personne.

C'est Barre qui traite Le Pen de grande gueule, tiens attrape. C'est Le Pen qui renvoie la balle au gros Patapout. C'est Chirac qui contre-attaque : l'alliance avec les extrémistes, c'est pas moi, c'est lui, c'est Mitterrand. Il s'est prosterné avec les communistes, alors il a rien à dire. On se croirait dans une cour de récré chez les bons pères en 1936. C'est pas avec des injures aussi vieux jeu, aussi rétro, qu'on peut espérer faire boum, tchac, cling et marquer des points dans l'opinion.

Je ne comprends pas. Ils n'ont pas des conseillers, ces gens là, des publicistes, des Séguéla pour leur suggérer - r's pas le look, Coco - des attaques plus branchées, plus pointues ? Je croyais qu'ils faisaient un effort question vocabulaire, qu'ils disposaient même d'un dictionnaire du français moderne, simplifié, actualisé,

réduit à un minimum de mots. Pour qu'ils portent, les mots, surtout les gros, il faudrait peut-être consulter le dico. Il n'y sont pas ? Bon, ben alors il ne me reste qu'à ouvrir une agence d'injures chic et choc en tous genres. Rassurez-vous, je ne vais pas proposer aux princes qui nous gouvernent, ou nous ont gouvernés, les invectives en trois ou quatre lettres couramment utilisées de nos jours. Ça paraîtrait quand même un peu impropre dans leur bouche. Non je vais plutôt des expressions telles que sagouin, ça prouve qu'on a lu Mauriac, ça fait cultivé. Béchiboussouk, et Crévin des Alpes, c'est pas mal non plus. Ça rappelle Trintin, ça vise le public de sept à soixante-dix-sept ans et ça rassure large. Et préfacectyle, qu'est-ce que vous en pensez ? C'est plus élégant que vieux con, et ça a un petit côté scientifique dans le vent.

On peut aussi donner dans la chinoiserie : veuve Mao pour Yvette Roudy. Emprunter à la mode des siècles : espèce d'IVG pour VGE. Ou encore aux associations genre tuc et toc pour Fabius.

Attention, c'est rien que des échantillons, ce que je vous propose là. J'ai plein d'autres idées, mais calées-là, je les garde pour mes abonnés.

CLAUDE SARRAUTE.

importantes, comme le remplacement, à l'ouest de la nef, de l'hémicycle que prévoyait ACT par deux « tours d'exposition ».

Sur le plan des infrastructures, l'amélioration est incontestable et l'on voit déjà à l'œuvre l'habileté de Gae Aulenti avec certains éléments de l'architecture intérieure. L'appel à la lumière naturelle a été aussi généralisé qu'il se peut, une lumière constante étant partout obtenue par le renfort de l'électricité sous toutes ses formes. Reste la décoration. C'est un pari pris fort qui respecte l'architecture de Laloux mais qui ne se fait pas oublier. Les cimaises du musée seront fixes (à certains aménagements possibles près) comme on tend à le souhaiter aujourd'hui.

Tout cela est encore, pour l'essentiel, à l'état de maquette, mais, si l'on a fait appel à Gae Aulenti, c'est pour avoir le courage d'une signature : le musée d'Orsay ne sera pas un musée neutre.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Dimension du bâtiment : 175 m x 75 m. Surface hors œuvre : 50000 mètres carrés. Volume total : 500000 mètres cubes.

en vrai bois nos éléments

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires, lits, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.



CAPELOU

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro : Parnasse - Tél. 357.46.33

La France serait-elle un paradis fiscal ?

Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Suède, cinq systèmes fiscaux différents. Science & Vie Economie vous explique leur fonctionnement. Pour un Suédois, la France est un vrai paradis fiscal... mais nos taxes et nos cotisations sociales ont de quoi effrayer nos voisins ! Science & Vie Economie de mars vous conseille : comment gérer au mieux vos obligations ? vous initie : d'où vient la valeur du Franc ? vous informe : à quoi sert une banque de données ? Chaque mois, Science & Vie Economie vous explique tout. Cloirement. Utilement. Avec Science & Vie Economie, vous entreprenez mieux, vous consommez mieux, vous épargnez mieux, vous gérez mieux, vous investissez mieux. Bref, vous agissez mieux.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

Comprendre pour agir.



سكرا من الارض